

سكس اس اس اس

Supplément « Sans visa »

Le Monde



BOURSE ★★

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

SAMEDI 3 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14457 - 6 F

Le tandem Bush-Gorbatchev

MM. BUSH et Gorbatchev ont peut-être réussi un sens-faute à Moscou. On savait déjà qu'en signant l'accord START ils tiraient un trait, que l'on espérait définitif, sur la guerre froide. En participant à la conférence de paix au Proche-Orient, ils ont aussi montré que les Etats-Unis, désormais seule superpuissance « mondiale », avaient quand même besoin de collaborer avec l'ancienne rivale soviétique. Ne serait-ce que pour apaiser ensemble des conflits que l'URSS avait longtemps attisés.

Mais la plus grande surprise du sommet aura sans doute été d'écarter la situation interne en Union soviétique, et d'éviter à celle-ci de sombrer dans un chaos semblable à celui qui prévaut, par exemple, en Yougoslavie. C'est grâce à George Bush que Mikhaïl Gorbatchev s'est décidé, le jour même de l'arrivée à Moscou du président américain, à perdre un peu plus de son pouvoir au profit des Républiques soviétiques. Il a fait ainsi à ces dernières une ultime concession, fondamentale, à propos de la formation du futur budget fédéral. Et jeudi, alors que M. Bush parlait devant le Parlement ukrainien, M. Boris Eltsine a pu annoncer que la Russie signerait le traité d'union, le 20 août, avec la République du Kazakhstan.

CERTAIN, ce ne sera qu'un début car nul ne peut dire, à coup sûr, que l'Ukraine s'y joindra plus tard, ni comment évolueront les relations avec les six Républiques toujours en lutte pour leur indépendance. Mais le mérite du président Bush aura été de déconstruire le processus en prévoyant, aux uns et aux autres, une nécessaire modération. Tout a été, bien entendu, dit en termes diplomatiques.

Pourtant, M. George Bush n'a pas caché ses exigences. Ce n'est pas un hasard si, à propos des quatre « différends » principaux qui, selon lui, demeurent entre Washington et Moscou, le président américain a clairement défini la même cible : les militaires conservateurs. Ceux qui ne veulent pas abandonner leurs bases aux Kouriles, qui tiennent toujours à armer Cadan, et qui s'obstinent à exiger un renforcement du budget militaire soviétique, ne seront-ce que pour lutter contre les indépendantistes baltes.

M. GORBATCHEV peut être considéré comme le tuteur sévère d'un état qui peut faire mieux, permettant ainsi à M. Gorbatchev d'accélérer sa politique de réformes. George Bush s'engage ainsi à ne pas abandonner celui qui ne cesse, depuis six ans, de donner des gages à l'Occident et qui, au passage, aura contribué au prestige de l'occupant actuel de la Maison Blanche.

Le président américain a joué le rôle du tuteur sévère d'un état qui peut faire mieux, permettant ainsi à M. Gorbatchev d'accélérer sa politique de réformes. George Bush s'engage ainsi à ne pas abandonner celui qui ne cesse, depuis six ans, de donner des gages à l'Occident et qui, au passage, aura contribué au prestige de l'occupant actuel de la Maison Blanche.

■ M. Bush met en garde les Républiques d'URSS par DOMINIQUE DHOMBRES
■ Le massacre des gardes-frontières : la Lituanie soupçonne le KGB par SOPHIE SHIHAB page 4

La réponse de M. Shamir aux propositions américaines Israël a accepté la conférence de paix en maintenant ses exigences sur les Palestiniens

M. Itzhak Shamir, a donné, jeudi 1^{er} août, son accord conditionnel à la tenue d'une conférence de paix sur la Proche-Orient. Il s'agit d'un succès pour M. Shamir, qui a obtenu satisfaction sur la presque totalité de ses revendications. Vendredi, le secrétaire d'Etat américain s'est entretenu, à Jérusalem, avec une délégation palestinienne. De son côté, l'OLP a exprimé son accord sur le « principe » de cette conférence, tout en l'assortissant d'une série de conditions.



JÉRUSALEM
correspondance

C'est, à ce stade, une victoire - presque un tour de force - de M. Itzhak Shamir. Sans faire aucune concession majeure, mais au contraire en obtenant satisfaction sur presque tout ce qu'il exigeait avec obstination depuis des années, celui qu'on avait surnommé le « Monsieur dit d'Is-

raël » a finalement dit « oui » aux propositions américaines. C'est presque un tour de force car M. Shamir peut aussi raisonnablement entrevoir les considérables bénéfices internationaux pour Israël de sa réponse positive : avec les Etats-Unis, le réchauffement des liens et, à la clé, la levée des menaces de l'administration Bush de ne pas octroyer des garanties pour les

- L'Etat vend 22% du Crédit local de France**
La Bourse au secours du budget page 14
- Amadeus, l'informaticien des agents de voyages**
La Commission de Bruxelles autorise la création du plus important système de réservations aériennes page 14
- Thérapies géniques : une nouvelle étape**
Ces techniques, qui connaissent des progrès spectaculaires, pourraient s'appliquer bientôt au cancer et à l'hypercholestérolémie familiale aux Etats-Unis page 7
- Le retour du roi de Prusse**
Le prochain rapatriement à Potsdam des restes du roi de Prusse Frédéric le Grand et de son père Frédéric-Guillaume I^{er} ranime les vieilles polémiques page 5

Le sommaire complet se trouve page 20

Montpellier-les-Musiques

L'ambitieuse politique musicale de la cité languedocienne est l'une des clés de la réussite artistique du Festival de Radio-France

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

Créé en 1984, le Festival de Radio-France et de Montpellier a sept ans. L'âge de raison, dit-on. Avec comme parrains un musicien tel que René Kœring à la direction artistique, Georges Fréche - un maire qui voit tout en grand - pour l'accueillir et Jean Mahen, le PDG de Radio-France pour lui donner accès à l'antenne de Radio-France.

Depuis sa première édition, la programmation de ce festival tra-

duit une volonté clairement affichée par Kœring qui l'a créé du temps où il travaillait à Radio-France : ne pas se couler dans le moule adopté par tant de confrères qui choisissent, par goût ou par facilité, de se spécialiser dans un répertoire ou un genre porteur (la musique baroque, l'opéra ou le piano, par exemple) ou de ne donner à entendre que le répertoire du vingtième siècle.

Avec l'appui logistique et financier de Radio-France qui apporte ses formations, ses techniciens, ses producteurs, les aotennes de

France-Musique et de France-Culture ainsi que 2 millions de francs à un budget de 13 millions de francs apportés par la ville, le de francs apportés par la ville, le district, le ministère de la culture, les conseils généraux de l'Hérault et de l'Aude, la SACEM, la Fondation Béracasa auxquels se joignent quelques sponsors tels que la Fondation France Télécom, des entreprises locales ou le Crédit agricole), René Kœring, en bon dévoué de musique, évite aussi de tomber dans le tout venant d'une programmation balisée d'avance par le duo stars/grand répertoire. Il lui préfère deux formules plus risquées : confier à des musiciens réputés le soin de faire découvrir au public des œuvres oubliées et laisser le grand répertoire à des jeunes, avec l'espoir que tout cela constitue une excellente programmation pour France-Musique l'été.

ALAIN LOMPECH
Lire la suite page 8

Voyage avec Colomb

5. - Renaissance espagnole
A Séville, l'Espagne d'aujourd'hui s'invente en nouveau centre du monde. Grâce à Colomb qui lui offre hier l'Amérique et dont on feuillette amoureuxment les livres...
Lire page 2
le cinquième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

Une demande auprès de l'émirat d'Abou-Dhabi Paris réclame l'indemnisation des clients de la BCCI

Alors que les révélations sur les liens entre la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) et la CIA se multiplient, les autorités monétaires françaises demandent à l'émirat d'Abou-Dhabi d'appliquer aux déposants français l'offre d'indemnisation faite aux Britanniques. Après le Pakistan et Abou-Dhabi, les Etats-Unis, Londres et Luxembourg (« le Monde » des 30 et 31 juillet, 1^{er} et 2 août), nous poursuivons notre enquête en France.

La France vient de demander à l'actionnaire principal de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), l'émirat d'Abou-Dhabi, de prendre en compte les intérêts des déposants français et de les indemniser. Cette demande est inspirée, tout comme celle des Allemands et des Luxembourgeois, par la proposition, faite le 30 juillet par l'émirat, de dédommager partiellement les déposants britanniques afin d'éviter la mise en liquidation de la BCCI par la Haute Cour de Justice de Londres et de tenter de définir un plan de sauvetage.

A égalité de dommages égalité de traitement, estiment les autorités monétaires françaises. En conséquence, l'Association française des banques (AFB) a fait savoir qu'elle ne déclencherait pas le « mécanisme de solidarité », destiné à faire indemniser partiellement par la profession bancaire les déposants lésés par la défaillance d'une banque. Dans le cas de la BCCI, deux mille personnes, dont un quart environ à Monaco, sont concernées en France, pour un montant de dépôts indemnifiables de 350 à 400 millions de francs.

Aux Etats-Unis, où les auditions parlementaires ont commencé dans le cadre de l'enquête sur les méthodes de la BCCI et ses liens avec les services secrets américains, un sénateur a révélé que la CIA avait depuis 1986 que la banque se livrait à des activités criminelles.

Lire page 15 les articles de CLAUDE BLANDIN et de SERGE MARTI

La Chine meurtrie

Des millions de sinistrés sont exposés aux épidémies dans ce pays frappé par « la plus grave inondation du siècle »

« Le Quotidien du peuple », organe du Parti communiste chinois, a qualifié, vendredi 2 août, de « plus grave inondation du siècle » la catastrophe affectant la Chine centrale. En certains points, les précipitations ont atteint, en deux semaines, le total enregistré sur un mois lors des grandes inondations de 1954.

PÉKIN
de notre correspondant

Comme fréquemment en Chine, l'eau et le soleil se partagent le pays pour le martyriser. Dans la province du Jiangxi, cinq millions de paysans endurent, selon les autorités, la plus grave sécheresse enregistrée depuis la fondation de la République populaire. Même tableau dans la province natale de Mao Zedong, le Hunan voisin. Cet été diversement pourri s'inscrit décidément dans la grande tradition des fins de règne de l'Empire. Les autorités ont-elles exagéré la gravité de la situation par calcul politique, comme l'a voulu la rumeur ? Le bilan de près de deux mille morts pour l'instant annoncé est faible - par rapport aux millions de 1954 - et met en valeur les réalisations du régime en matière de contrôle des fleuves.

FRANCIS DERON
Lire la suite page 7

LE MONDE diplomatique

Août 1991

- PROCHE-ORIENT : Amère victoire, par Claude Julien. - Israël es pays coptes, par Micheline Pautet. - Inventer le devoir de paix, par Monique Chemillier-Gendreau. - Cesticulations diplomatiques, déceptions politiques, par Paul-Marie de La Gorce.
- FRANCE : Pour une démocratie participative, par Jean Chesneaux. - Plus d'asile pour les victimes de la misère, par Jean-Pierre Alaux. - Drogue, banlieues, intégrations, par René Passet.
- YUGOSLAVIE : De la guerre civile, par Ignazio Ramonet.
- SUISSE : Les 700 ans de la Confédération helvétique, par Ulrich Im Hof. - Protéger l'agriculture des lois du marché, par Jean Vallat. - Le mythe d'une armée démocratique et populaire, par Albert Widmer.
- ALGERIE : L'armée au secours de la démocratie ?, par Lahouari Addi.
- TOUAREGS : Sortis de l'oubli, ils souffrent de l'Histoire, par Malek Chebel.
- LITTÉRATURE : Poétique de la soif, une nouvelle de Ch'oe Yun. - L'Union soviétique démolie par ses écrivains, par Jean-Jacques Marie.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 465 F CFA; Danemark, 14 KSD; États-Unis, 190 PTA; Grèce, 85 p.; Hongrie, 220 H; Italie, 2,20 L; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 F.; Portugal, 170 ESC; Royaume-Uni, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Voyage avec Colomb

SÉVILLE. — Cette main, cette main impérieuse, ces doigts fiocement dessinés, cet index dressé, ce revers ou ce parement, on ne sait, qui les borde... Serait-ce là le seul autoportrait de Christophe Colomb? Une main? Ou plutôt des mains, parsemées au gré de ses lectures, attirant l'attention sur tel ou tel passage, plus ou moins grandes selon les pages mais toutes semblables, venues sous la même plume?... Impossible d'en détacher son regard ce jour où, dans une soufite de la cathédrale de Séville, l'enquête engorge ses premiers indices matériels.

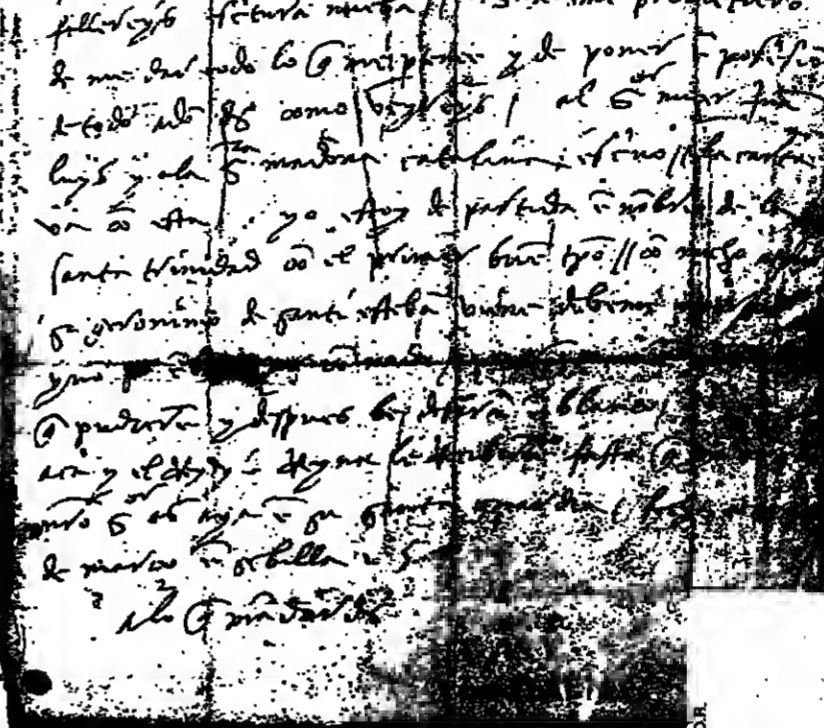
Enfin, voici l'homme, sa trace, les signes d'une vie : une écriture, des livres. Ce voyage est un privilège. A la lumière d'une

sort des brouillons et ne les reportait pas toujours lui-même sur les livres. Copiste, c'était alors un métier, et l'Amiral y avait souvent recours.

TOUTEFOIS, l'une des écritures, frêle, queote au fil des pages, hampes fermes, jambages réguliers, boucles arrondies, lettres ramassées — est probablement la sienne, expression vivante d'un esprit concentré sur son œuvre. Le castillan, le latin et l'italien s'y côtoient dans une cascade de déductions, de souvenirs et d'enthousiasmes. Les notes les plus instructives sont celles qui accompagnent l'*Imago mundi* du cardinal d'Ailly. Cet homme d'Eglise, théologien et savant, chancelier de l'université de Paris, mort en 1420, mérite une mention particulière : on lui doit la seule contribution française à la

teot que des cerpells vides. Envolé, comme le souvenir de son visage. Tous les portraits de Colomb sont posthumes. Pour tenter de prolonger la main des apostilles ne nous restent que les témoignages de contemporains : grand, regard bien, teint coloré, visage allongé, pommettes saillantes, cheveux blonds ou roux — blancs dès trente ans, selon Ferdinand.

Beau parleur et spirituel. Séducteur? On ne lui connaît que trois femmes : l'épouse portugaise, décédée vers 1483, avant son départ de Lisbonne — « Il convenait qu'il fût délivré de tout souci », écrit Las Casas en guise d'ouïsme funéraire ; la compagne espagnole, la mère de Ferdinand, Beatriz Enriquez de Arana, une jeune fille rencontrée à Cordoue, qu'il n'épousa pas ; une maîtresse épisodique, dans l'île de la Gomera (Canaries), au hasard de ses



Ci-dessus : lettre signée par Christophe Colomb à l'ambassadeur de la République de Gênes auprès du roi Ferdinand et de la reine Isabelle la Catholique.

5. Renaissances espagnoles

par Edwy Plenel



« Redonner à Séville le rôle culturel qu'elle avait en Europe du Sud. »

lampe de métal cabossé, il dévoile un trésor, posé sans formalités sur cette table nue et usée, offert sans façons à notre curiosité. Il est permis de toucher, de feuilleter et, tel un moine imprudent du *Vom de la rose* devant l'incubable sulfureux, de pincer les coins inférieurs des pages de droite, coins d'ore et de crasse, maculés de curiosités séculaires. Quatre livres et un manuscrit, les joyaux de la bibliothèque Colombine : le récit de Marco Polo, l'*Historia naturalis* de Plinius, l'*Historia rerum* de Pline II, l'*Imago mundi* de Pierre d'Ailly et l'*Original du Livre des prophéties*, l'œuvre que l'Amiral peaufina à la fin de sa vie, son plaidoyer messianique. Sans Ferdinand Colomb, ces merveilles seraient perdues. Le marie autodidacte enfanta d'un bibliophile érudit. Du père au fils, la même quête du savoir à la fleur de la bougie. Avec cette différence : l'aïeul, sinon la richesse, reçut en héritage. Collectionneur, Ferdinand légua à sa mort, en 1539, une des plus belles bibliothèques du XVI^e siècle : 15 370 livres et manuscrits. Dans le lot, ces quatre ouvrages en latin, publiés entre 1477 et 1485, qui tous ont appartenu à Christophe.

L'émotion crée l'illusion : rien ne prouve que ces mains aient été dessinées par la main de Colomb. D'interminables querelles byzantines ont opposé les historiens à propos de ces apostilles, ces 2 565 notes manuscrites qui dévalent les marges des livres de l'Amiral. Sont-elles toutes de Colomb? Qui tenait la plume? Son frère Barthélemy o'a-t-il pas ajouté ses propres commentaires? L'écriture, en effet, n'est pas uniforme, parfois roide, parfois minuscule, parfois cursive. La réponse la plus satisfaisante est celle qui s'en tient au fond, à la cohérence des annotations, à leur unité d'ensemble. Sous cet angle, sans nul doute, c'est Christophe qui l'emporte. Cependant, l'imprimerie était récente et balbutiante — l'invention de la typographie par Gutenberg, vers 1450, est contemporaine de la naissance de Colomb ; les livres étaient rares, précieux ; le lecteur ne se risquait pas aux ratures écrites. Bref, Colomb notait sans doute ses remarques

découverte de l'Amérique. Elle n'est pas minime : l'essentiel du savoir théorique de Colomb, erreurs fructueuses comprises, provient de cette lecture. Contre Platon, il en tire les convictions de son audace. Ses calculs du degré terrestre lui font imaginer la plus petite Terre jamais proposée. Cipango — le Japon — se retrouve au milieu de l'Atlantique, et Cataye — la Chine — au nord de la Floride.

Grossière, l'erreur fait sourire. Mais, avec ce roué, il faut se méfier : Colomb choisit sa solution qui l'arrange, celle qui abolit la peur et fait de la navigation une promenade entre deux continents dont il a l'intuition qu'ils sont parallèles. De la quantité de terre habitable : la quatorzième page du traité de d'Ailly est une île entourée d'une mer de commentaires. Mêlant expériences maritimes et mythologie hébraïque, Colomb assène ses vérités : « Les eaux ne recouvrent pas les trois quarts de la Terre... La mer est toute navigable en dépit de l'excessive chaleur... Entre l'extrémité de l'Espagne et le commencement de l'Inde se trouve une petite mer susceptible d'être traversée en peu de jours... » Ailleurs, plus tard, en marge d'un autre livre, l'Amiral se fera poète, sans doute au souvenir des études nouvelles découvertes par la grâce d'un contrecoup : « Admirables sont les éons tumultueux de la mer. Admirable est Dieu dans les profondeurs... »

DES livres plus résistants que la pierre. Les tomes réformés, leurs liens de cuir renoués, on a salué la tombe de Ferdinand, dalle de pierre au centre de la nef principale, si usée qu'on y distingue à peine une voile et une chaîne, plus émuante néanmoins que le monument funéraire du père, pompier et rotoco, à quelques pas devant la porte de San Cristobal. Un mausolée de vanité où Colomb continue de se jouer de nous. Le personnage s'offre en effet le luxe d'avoir deux sépultures : celle-ci et sa cousine, à Saint-Domingue. Entre deux modes, pour l'éternité. Nulle part peut-être, les historiens n'excluent pas que ces tombeaux s'abré-

escales. C'est oublier la quatrième, celle auprès de laquelle se jouera son destin, en tout bien tout honneur, dans une relation de séduction intellectuelle : Isabelle, reine de Castille, fort prude et très catholique.

« C'est comme un mari, parfois on dans la Séville d'aujourd'hui, où l'hôtel Coloco est le repaire des matadors, une femme parle mieux que quiconque de cet aventurier débarqué en 1485, dans sa trente-quatrième année, au royaume de Castille, fuyant ses créanciers portugais, perdu de dettes. Sans pédanterie, avec humour, Cosuelo Varela raconte l'homme qu'elle fréquente, en compagnie de son époux, Juan Gil, depuis une quinzaine d'années. Conservatrice du palais de l'Alcazar, où elle reçoit autour d'un verre de vin dans les jeux de lumière et d'ombre de la mi-juin, cette historienne a rompu avec l'approche traditionnelle de l'Amiral, multipliant les trouvailles dans les chemins de traverse.

« J'essaie de voir Colomb comme un homme, d'oublier ce qu'on en a dit. C'était d'abord un immigrant qui cherchait à s'en sortir. J'ai prouvé que sa connexion ici n'était pas géniale, mais florentine. C'est comme un Espagnol devenu riche à New York : il n'a pas frayer avec ses compatriotes pour qu'on ne lui rappelle pas sa vie d'ancien clochard. Il vivait seul avec sa famille, se méfiait de tout le monde, qu'il ne pas savoir distinguer un ami d'un ennemi. Il est mort riche, contrairement à la légende. C'était un marin, un drôle de marin qui sentait la mer mais perdait régulièrement ses bateaux. Un obsessionnel, un têtu. Barthélemy, son frère, touchait toutes les femmes. Pas lui. Un de ces égocentriques qui planifient ce qu'ils feront à vingt ans, à quarante ans, et qui ne pensent qu'à ça. En même temps, un bon père, un type solidaire, capable de trahir tout le monde — sauf ses amis. Un comédien qui s'habitait en moins pour impressionner la cour mais que je vois plutôt vêtu de rouge, avec beaucoup de colliers. Un charmeur qui savait rendre ses idées, d'une ténacité remarquable. »

Tel est donc l'homme qui, après 500 échecs portugais, vient proposer son rêve aux Rois Catholiques. En pleine tempête, en plein séisme. En pleine guerre civile. Pour naître de l'union des royaumes de Castille et d'Aragon, l'Espagne se bat avec elle-même. Quand Colomb arrive, l'ultime Reconquista a commencé, celle qui mettra fin à huit siècles d'exception espagnole, huit siècles où christianisme, judaïsme et islam cohabitaient, huit siècles durant lesquels certaines familles allaient de l'une à l'autre des trois religions. La reconquête, ce n'est pas seulement la fin de l'émirat de Grenade, splendide butte témoin de l'Espagne maure depuis qu'au milieu du XII^e siècle les chrétiens se sont arrêtés à la vallée de Guadalquivir. C'est la fin d'un monde, la dernière croisade de la chrétienté, la porte fermée aux mélanges et aux brassages, une secousse tellurique bien au-delà de la Péninsule.

L'événement sonne le tocsin des Temps modernes. C'est le moment où prend forme l'Europe des Etats-nations. Installé dans ses frontières définitives depuis 1238, ayant connu une révolution « bourgeoise » contre la noblesse terrienne à la fin du XIV^e siècle, déjà lancé dans l'expansion coloniale, le Portugal était une anomalie précoce. Vient le tour de l'Espagne avec Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, époux depuis 1469, auxquels un traité de paix avec Lisbonne, en 1479, laisse les mains libres pour asseoir leur règne sur une ébauche d'Etat moderne dans un mouvement contradictoire de fermeture et d'ouverture où le refus de l'Aure permettra le voyage vers l'ailleurs.

Partout en Europe, la charte des situations et le centre des empires sont remis en question. Au sortir de l'épuisante guerre de Cent Ans, qui s'achève en 1453, l'année de la prise de Constantinople par les Turcs, Louis XI construit la France absolutiste et centralisée tandis que décline la Bourgogne, première grande tentative fédéraliste, d'Amsterdam à Malacca en passant par Bruxelles et Nancy. Bientôt, dans un sursaut impérial, Charles Quint, de père

auto-hongrois et de mère espagnole, unira les destins de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Espagne, d'une grande partie de l'Italie, à celles des conquêtes américaines — un seul monde où le soleil ne se couchait jamais. De ce monde nouveau, Séville sera aussi bien la porte que le cœur grâce à son monopole sur l'Atlantique et le Nouveau Monde hispanique. Séville, qui ose se risquer, en 1992, au jeu de miroir entre ce chambardement d'hier et les bouleversements d'aujourd'hui.

Un « nouveau Sud » façonné en « miroir magique du monde ». Les documents remis au visiteur du chantier d'Expo'92, sur l'île de la Cartuja embrassée par le Guadalquivir, face à l'ancien port des Indes, sont explicites. Ici, l'Espagne s'invente en nouveau centre planétaire, profitant de l'occasion pour faire de cette « région la plus méridionale de l'Europe, une plate-forme idéale tournée vers la Méditerranée, l'Afrique du Nord et l'Amérique latine ». Ligne ferroviaire à grande vitesse, réseaux d'autoroutes, aéroports agrandis, nouveaux ponts... les quelque 7 milliards de dollars investis par l'Etat espagnol visent bien au-delà des six mois de l'Exposition universelle. C'est écrit : « Redonner à Séville le rôle central qu'elle avait en Europe du Sud. » Voici donc Colomb mis à contribution sur les lieux mêmes de ses doutes et de ses impatiences : jusqu'à ces travaux futuristes, l'île de la Cartuja d'abordait qu'un monastère chartrien du XV^e siècle — devenu au XIX^e une fabrique de céramiques — Santa Maria de las Cuevas, repaire de l'Amiral, son refuge et son coffre-fort, son dépôt d'archives et son centre gréif, sa première sépulture de 1509 à 1536, le panthéon où furent aussi enterrés son frère Diego, son premier fils et l'un de ses petits-fils.

CONTRASTE de l'avenir s'emparant du souvenir. L'hommage est calculé. « Notre temps était venu », explique Alfredo Jimenez, directeur du département des affaires culturelles de l'Exposition. Du Sud défavorisé de l'Europe du Sud nous allons faire une région développée, passée directement du pré-industriel à l'ère postindustrielle. Une Europe tardive, une démocratie récente, une terre pauvre se projettent à l'avant-garde. 1992, année de l'Espagne : présidence semestrielle de la Communauté européenne ; Barcelone, ville des Jeux olympiques ; Madrid, capitale culturelle du continent ; et l'apogée, cette Exposition universelle, la dixième depuis l'isogamie, en 1855, à Paris. Mieux encore : la quatrième seulement depuis 1945, la première en vingt ans, depuis celle d'Osaka en 1970. Comme si ces deux décennies troubles et incertaines avaient empêché le monde de se retrouver dans l'illusion d'une technique sans politique, d'une introspection sans frontières.

Aussi la tentation est-elle grande d'établir un parallèle à un demi-millénaire de distance, de rechercher dans le passé les lignes de fracture de notre fin de siècle. Est-ce un hasard si Jacques Attali, le polygraphe président de la BERD, confronté au cataclysme de l'Etat européen, n'y a pas résisté, annonçant un livre et un film sur l'actualité de 1492, « ce naufrage, cette bifurcation de l'histoire »? Cette confrontation n'est cependant pas sans péril tant ce miroir est d'au et de ce qu'il reflète, reflétant une avancée complexe et contradictoire, entre promesse et inquiétude, renaissance et déclin, espoir et détresse. Car le voyage de Colomb n'est qu'au troisième tournant du destin : après la prise de Grenade, après l'expulsion des juifs.

Prochain article :

L'énigme juive

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

مكتبة المجلد

L
mb

سك ان الشمل

ÉTRANGER

Les réactions à l'annonce d'une conférence de paix sur le Proche-Orient

La Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas ont salué, jeudi 1^{er} août, le « oui » conditionnel d'Israël à la tenue d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. Le Foreign Office a émis l'espoir que la question de la représentation palestinienne, objet des réserves israéliennes, serait réglée rapidement. Le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, a de son côté invité les Palestiniens à ne pas soulever d'obstacles relatifs à leur représentation. « Les Palestiniens, a-t-il dit, doivent, par le choix de

leurs représentants, apporter leur contribution pour faire en sorte que la conférence démarre. » Le gouvernement espagnol a, pour sa part, qualifié d'« extraordinaires » les réactions israéliennes, ajoutant que cette décision « a ouvert une nouvelle perspective pour des discussions de paix israélo-arabes ». Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, s'est, quant à lui, contenté d'affirmer qu'il était « très heureux ».

Seule parmi les pays arabes, l'Égypte s'est félicitée de la position israélienne. « C'est un pas important qui doit conduire vers un règlement juste, durable, global et équilibré », a notamment déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Amr Moussa.

A Damas, en l'absence de réaction officielle, les médias syriens, qui depuis quelques jours mettaient l'accent sur les « réticences » israéliennes, se sont contentés jeudi soir d'annoncer sans commentaire l'« acceptation » de M. Shamir, sans mentionner les conditions israéliennes.

L'optimisme prudent de Washington

WASHINGTON (correspondance) « Nous avons encore un dur travail à accomplir », a déclaré, jeudi 1^{er} août, le président Bush à la descente de l'avion qui le ramenait de Kiev. Cette note de prudence domine les réactions des milieux officiels américains au « oui » conditionnel de M. Shamir au projet de conférence de paix pour le Proche-Orient, annoncé lors du sommet de Moscou. Loin de paniquer, les dirigeants américains réagissent sagement aux conditions mises par le premier ministre israélien à son éventuelle participation à la conférence, à commencer par la plus importante, celle de la représentation des Palestiniens. Mais on considère avec satisfaction à Washington que, après seize mois d'un patient effort diplomatique, le secrétaire d'État, M. James Baker, est en train d'atteindre son objectif. « Sa saine mission depuis la fin de la guerre du Golfe a porté ses fruits », dit-on au département d'État où l'on souligne également que M. Baker n'a pas, comme le souhaitait Jérusalem, précéder dans un mémorandum les assurances envoyées par les États-Unis en faveur

d'Israël. La question sera discutée plus tard à Washington entre représentants des deux pays. Mais le gouvernement américain reconnaît que l'acceptation, même conditionnelle, de l'État hébreu, oblige maintenant la Maison Blanche à exercer ses pressions sur les Palestiniens. Vont-ils courir le risque de porter la responsabilité d'un échec du processus de paix ? « La décision des Palestiniens paraît d'autant plus difficile que, comme certains le suggèrent dans les services du département d'État, une conférence israélo-arabe pourrait se tenir sans eux. » « Les Palestiniens doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas négliger l'occasion de participer à une réunion si importante pour leur destin », insistait même, jeudi, un haut fonctionnaire.

Les déclarations du maire de Bethléem Dans ce contexte, les déclarations faites par M. Elias Freij, maire de Bethléem, de passage dans la capitale américaine, au Washington Post, entretiennent l'optimisme prudent. Les Palestiniens, a-t-il dit en substance, acceptent sans doute l'invitation soviéto-américaine. Le problème

L'acceptation sous condition d'Israël

Suite de la première page Tout cela sans risquer l'éclatement de sa coalition, puisque la plupart des petits partis d'extrême droite ont déjà dit savoir qu'ils n'envisageraient pas immédiatement de sanctionner M. Shamir et de quitter le gouvernement en raison de son « oui » aux Américains. C'est bien la preuve que le chef du gouvernement n'a pas lâché de lest sur les grands principes de la droite israélienne : le droit de poursuivre la construction et le développement des implantations dans les territoires occupés, et le refus de souscrire au principe de « la paix contre les territoires ». C'est la preuve aussi que M. Shamir a réussi à s'entourer de garanties extrêmement solides pour tout ce qui concerne les modalités de la conférence de paix, qui devront encore être consignées explicitement dans un protocole d'accord israélo-américain.

contacts avec les Palestiniens et rend la poursuite de sa mission extrêmement difficile. Mais, d'ores et déjà, le premier ministre israélien peut considérer avoir remporté un grand succès. Tirant profit du mauvais choix de l'OLP dans la guerre du Golfe, mais aussi de l'effacement (en tout cas dans les médias) de l'infidélité de M. Shamir à son imposé comme seul cadre des négociations de la question palestinienne et qui a longtemps été qualifié de « vieille chimère » ou « d'idée fixe », les accords de Camp David de 1978 tant décriés par la plupart des pays arabes et, en particulier, par la Syrie.

Ce qui signifie, en clair, que les espoirs des Palestiniens de se voir dotés d'un État sont renvoyés à

l'avenir, mais aussi et surtout le caractère belliciste de certains régimes arabes et leur refus de reconnaître Israël, ce qui a été illustré par l'Irak dans le conflit du Golfe. La conférence de paix est, en effet, conforme à cette conception puisque, en plus des négociations israélo-jordano-palestiniennes, tous les conflits - entre Israël et la Syrie, entre Israël et le Liban ainsi que les problèmes régionaux comme la réduction des armements... - doivent être discutés dans diverses commissions. Ce qui a fait dire à M. Baker, après sa rencontre avec les dirigeants israéliens : « J'espère que les chances de négocier la paix entre les pays arabes et Israël ne relèvent plus uniquement du rêve ».

De surcroît - et c'est un autre succès - dans toutes ces commissions les négociations entre Israël et les Arabes seront directes, face à face, comme l'a toujours exigé M. Shamir.

Un tableau presque trop idyllique Le tableau est presque trop idyllique. Nul doute que, fort de ses succès, M. Itzhak Shamir réunira dimanche prochain au gouvernement une majorité pour l'approbation de sa réponse positive. Sans attendre cette réponse officielle, l'ancien ministre travailliste de la défense, M. Itzhak Rabin, avait déclaré mercredi : « Le train est sur les rails. Il sort de gare. » Poursuivant cette image, de nombreux hommes politiques et commentateurs israéliens se sont ensuite demandés si, d'ici octobre, date de la réunion de la conférence de paix, le train ne risque pas encore de s'arrêter ou même de dérailler.

M. Shamir lui-même a estimé à la télévision « qu'après tous les efforts déployés par les États-Unis avec l'aide de l'URSS, la conférence de paix s'ouvrirait sans doute », tout en soulignant que la participation israélienne restait subordonnée à la solution du problème de la représentation palestinienne : « Si cette solution ne nous satisfait pas, cela changera complètement la situation ».

C'est sans doute un commentateur du quotidien Yedioth Aharnon qui a posé la question la plus pertinente : « Tandis que le train est en marche, M. Shamir se conduit comme si le bilan était gratuit. Autrement dit, qu'il est possible de faire la paix sans concession territoriale. Alors, ne s'agit-il pas effectivement de succès en trompe-l'œil ? »

Certains dirigeants d'extrême-droite, notamment le ministre de l'énergie et de la recherche scientifique, M. Yuval Neeman, font également valoir que M. Shamir se berce d'illusions en pensant qu'il est possible de sauter du train en marche, c'est-à-dire que le voyage est gratuit. Ou alors, M. Itzhak Shamir estime-t-il comme on lui en a souvent prêté l'intention, que son rôle historique est d'être l'homme qui met le train sur les rails, mais que ce sera à son successeur de payer éventuellement le prix.

Henri Bainvol

L'ONU circonspecte et isolée

NEW-YORK (de notre correspondant) L'acceptation par Israël de la proposition américano-soviétique d'une conférence de paix en octobre n'a pas suscité de réactions particulières d'optimisme à l'ONU. Quarante années passées à cloître cet encombrant dossier ont appris à chacun à le manier avec la plus grande prudence. Et le feu vert définitif de Jérusalem n'a rien d'être acquis.

Pour l'instant, les clivages habituels sur le Proche-Orient demeurent aux Nations unies. Jeudi 1^{er} août, les représentants israéliens ont repris les conditions posées par M. Itzhak Shamir, en confirmant qu'il n'était pas question de permettre aux « terroristes » de l'OLP de siéger dans la délégation palestinienne. De leur côté, les représentants palestiniens souhaitent, avant de se prononcer, attendre l'issue des entretiens de M. James Baker en Israël.

L'élément le plus intéressant a été précisément l'absence de commentaire officiel de secrétaire général de l'ONU, habituellement cordialement réactif à chaque évé-

nement important. La veille, M. Javier Perez de Cuellar avait, en effet, salué la signature de l'accord START à Moscou.

Cette fois, pas un mot à propos du projet de paix entre le Proche-Orient. A croire que le secrétaire général qui, depuis des années, apporte sa contribution personnelle à un règlement du conflit israélo-arabe, supporte mal de voir l'ONU réduite au rôle de simple observateur... car même le Conseil de sécurité - dont on a tant loué l'action efficace dans d'autres domaines - est finalement écarté du processus qui tente de se mettre en place.

Chantage technique Contraint d'admettre le rôle, en l'occurrence mineur de l'organisation, M. Perez de Cuellar se trouve quasiment réduit au chantage technique par l'initiative américaine. En vertu d'une résolution adoptée par l'Assemblée générale - et approuvée la dernière fois le 6 décembre 1990 - le secrétaire général doit préparer pour la session qui débute le

17 septembre un rapport sur la façon dont chaque pays membre se détermine par rapport à la tenue d'une « Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient ». Inspirée des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, cette conférence doit se dérouler « sous les auspices de l'ONU, avec la participation de toutes les parties sur un pied d'égalité, y compris l'OLP, et des cinq membres permanents ».

Ce schéma reçoit régulièrement le soutien de la France et de l'URSS, mais d'aucuns le jugent déjà dépassé, ce qui a pour effet d'entraîner par anticipation ledit rapport. Celui sur la situation des populations palestiniennes dans les territoires occupés subit le même sort. Il avait pourtant été exigé par la résolution 681 du Conseil de sécurité, votée à l'unanimité en décembre dernier après les tragiques incidents du mont du Temple à Jérusalem. Mais, faute de la coopération de certains pays membres, qui, tels les États-Unis, jouent pourtant un rôle essentiel dans la région, il n'a pas pu être rédigé en juillet, comme prévu.

SERGE MARTI

L'OLP dans l'attente de « réponses précises »

TUNIS (de notre correspondant) Les trois personnalités palestiniennes des territoires occupés, avec à leur tête M. Fayyad Husseini, qui devaient rencontrer, vendredi 2 août, à Jérusalem, le secrétaire d'État américain, attendent « des réponses précises » à « des questions fondamentales » relatives au processus de paix, a déclaré, jeudi, à Tunis, un porte-parole de l'OLP. Il s'agit de savoir quel sort doit être réservé aux résolutions des Nations unies sur le Proche-Orient avec ce qu'elles impliquent, principalement pour ce qui concerne le retrait israélien des territoires occupés et l'affirmation du droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Selon le porte-parole de l'OLP, M. Baker devra préciser la position américaine à l'égard « des territoires israéliens » d'exclure la question de Jérusalem du processus de paix et de s'armer au droit de veto sur la composition de la délégation palestinienne aux futurs pourparlers. Washington devra aussi se prononcer sur la continuation de l'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés et particulièrement dans la ville de Jérusalem.

Ce n'est apparemment qu'après avoir obtenu ces éléments d'information que la direction palestinienne, qui siège quasiment sans désemparer depuis deux semaines, fera connaître sa position. Si l'OLP a, d'ores et déjà, qualifié d'« important » l'accord intervenu entre MM. Bush et Gorbatchev pour la convocation d'une conférence de paix, elle n'en paraît pas pour autant disposée à faire leurs quatre volontés.

Il est des Palestiniens pour envisager, en privé, à l'extrême rigueur la constitution d'une délégation commune jordanio-palestinienne. Mais encore faudrait-il que les Palestiniens appellés à y siéger ne soient imposés par quiconque, et surtout que Jérusalem-Est y soit représentée. Sur ce point « capital », l'entraide est et demeure absolue, affirme-t-on unanimement dans les milieux dirigeants de l'OLP.

Après l'acceptation conditionnelle par M. Itzhak Shamir d'une participation d'Israël à la conférence de paix, force est de constater que le processus qui semble désormais véritablement engagé l'a été en dehors des principales parties concernées, qui se trouvent, aujourd'hui, gravement isolées.

MICHEL DEURÉ

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les suites de l'irangate

Le Congrès approuve un nouveau texte sur les opérations clandestines

Tirant les leçons du scandale de l'irangate, le Congrès américain a adopté, mercredi 31 juillet, un projet de loi qui tend à clarifier la responsabilité du président en matière d'opérations clandestines. Fruit d'un compromis entre les parlementaires et la Maison Blanche, ce texte devrait recevoir l'approbation de M. Bush, qui avait opposé son veto à une première version, plus restrictive, du même projet.

WASHINGTON (correspondance) Le dénouement, en 1986, des bénéfices tirés de la vente secrète d'armes à l'Iraq, au profit des rebelles de la Conra au Nicaragua, n'a fait que raviver la haine menée par le Congrès pour tenter de limiter

les pouvoirs du chef de l'exécutif. Le président George Bush avait opposé en novembre dernier son veto à un premier projet de loi du Congrès, limitant son autorité en matière d'opérations clandestines. Le chef de la Maison Blanche avait alors estimé que le texte émettait sur ses prérogatives dans la conduite de la politique étrangère du pays. M. Bush ne pouvait toutefois contester bien longtemps de faire fi de la mauvaise humeur du Congrès.

Néanmoins pendant neuf mois, le nouveau texte, approuvé mercredi 31 juillet par le Congrès, a beaucoup plus de chances d'échapper à un veto : les commissions du Sénat et de la Chambre des représentants spécialisées dans les affaires de renseignement avaient pris soin cette fois de consulter les responsables de la Maison Blanche, avant d'arrêter les termes de leur projet. Le compromis ainsi élaboré prévoit essentiellement que diverses organisations officielles ayant la responsabilité des

activités secrètes - y compris le Conseil national de sécurité où fut ourdi l'irangate - devront obtenir une autorisation écrite du président avant d'engager des opérations clandestines. Le projet de loi exclut également le chef de l'exécutif puisse approuver rétroactivement les opérations déjà engagées et exige clairement du président qu'il informe le Congrès des démarches entreprises auprès d'États ou de citoyens étrangers, en vue de financer tout ou partie des activités secrètes.

Le projet est délibérément beaucoup plus flou en ce qui concerne l'obligation pour le président d'informer le Congrès des opérations secrètes prévues ou en cours d'exécution. La loi de 1980 actuellement en vigueur stipule que le chef de l'exécutif doit se plier à cette obligation dans un « délai approprié ». Une disposition que le président Reagan avait « oubliée » en laissant pendant plusieurs mois le Congrès dans

l'ignorance des ventes secrètes d'armes à l'Iraq qu'il avait autorisées.

Au cours des derniers mois, les représentants de la Maison Blanche ont fait savoir que le président Bush était prêt à mettre les parlementaires dans le secret à l'avance « dans presque tous les cas » ou « quelques jours » après le début d'une opération clandestine. Le président garde néanmoins intacte la prérogative, qu'il tient de la Constitution, de retarder ces divulgations sur une plus longue période. Une latitude qui « permettra toujours au président de retenir les informations de son choix », a estimé le représentant démocrate Ted Weiss.

A la satisfaction de M. Bush, les parlementaires ont aussi adopté une définition plus serrée de la notion d'action secrète, qui respecte le rôle dévolu au président en matière de politique étrangère.

H. P.



Dessin paru dans The Independent du vendredi 2 août.

DIPLOMATIE

La fin de la visite en Union soviétique du président américain

M. Bush met en garde les Républiques contre « la voie sans espoir de l'isolement »

Au dernier jour de sa visite en URSS, le président George Bush a effectué, jeudi 1^{er} août, une étape de six heures à Kiev, la capitale ukrainienne, où, tout en réaffirmant son désir de nouer des liens avec les Républiques soviétiques, il les a aussi vivement mises en garde contre « la voie sans espoir de l'isolement ». Au terme du sommet américano-soviétique, M. Bush avait quitté Moscou dans la matinée en affirmant que la signature du traité START « permettra au monde de respirer un peu mieux ». L'accord permet au monde entier de penser avec confiance que « la guerre froide

entre l'Est et l'Ouest ne recommencera jamais », avait-il ajouté. En s'adressant à M. Bush, M. Gorbatchev avait souligné, lui, que la coopération entre les États-Unis et l'URSS est « inséparable de leur sympathie à l'égard de la paix ». « Nous tentons d'établir des bases solides pour un nouvel ordre pacifique », a-t-il conclu.

De retour à Washington jeudi, le président américain devait quitter la capitale vendredi pour Camp David, puis pour sa résidence de Kennebunkport, dans le Maine, où il doit passer plus de trois semaines de vacances.

KIEV

de notre envoyé spécial

M. George Bush était confronté à un exercice difficile, jeudi 1^{er} août en Ukraine : comment « traiter » le nationalisme ukrainien sans indisposer M. Gorbatchev et sans décevoir non plus le communisme ukrainien américain, sans parler des milliers de manifestants indépendantistes qui arboraient sur son passage, dans les rues de Kiev, le traditionnel drapeau bleu et jaune (« bleu comme le ciel, le jaune comme le blé »).

Le président américain s'est tiré avec habileté de ce dilemme. Il a fait en « parlant vrai » aux députés ukrainiens communistes et anti-communistes, nationalistes modérés ou farouches, rassemblés spécialement pour l'occasion, jeudi, dans le grand hall du Soviet suprême. Il a défini ainsi la philosophie d'ensemble qui doit inspirer à l'avenir les rapports triangulaires des États-Unis avec le « centre » et avec les « Républiques ».

« Nous soutiendrons ceux qui, aussi bien au centre que dans les Républiques, recherchent la liberté politique et économique ainsi que la démocratie. Nous nous déterminerons non pas en fonction des personnalités mais sur la base de principes », a déclaré M. Bush. Le président américain ne privilégie donc pas M. Gorbatchev lui-même. Il a, ce qui est évident, des rapports obligés avec le président soviétique, quel qu'il soit.

Mais, comme il l'a prouvé à Moscou en s'entretenant à deux reprises avec M. Eltsine et comme il l'a subtilement réaffirmé à Kiev devant le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, il n'oublie

pas que l'URSS ne se réduit pas à son « centre ». « Nous maintiendrons la relation la plus forte possible avec le président Gorbatchev, mais nous tenons compte également des nouvelles réalités apparues en URSS — des relations améliorées avec les Républiques », a affirmé M. Bush. La chaleur des propos qu'il a tenus devant M. Kravtchouk montre, en tout cas, qu'il est prêt à aller aussi loin que possible dans le soutien aux nationalistes ukrainiens modérés, que représente ce dernier.

Légitimité

des aspirations nationalistes

Certes, il n'est pas question d'intervenir dans les affaires intérieures, a lancé M. Bush aux députés ukrainiens. Mais cela ne veut pas dire que les États-Unis voient d'un mauvais œil le réveil des nationalités qui est un des phénomènes majeurs de l'URSS de ces dernières années. Bien au contraire, M. Bush a cité un prêtre qui était lui-même satel Paul : « Ils nous comptent parmi les morts mais, voyez, nous sommes vivants ! » Selon le président américain d'esprit de la liberté rendit en Ukraine, en Russie, en Arménie et dans les Pays baltes.

La légitimité des aspirations nationalistes ne justifie pas nécessairement la rupture avec le « centre ». « La liberté n'est pas la même chose que l'indépendance. Les Américains ne soutiendront pas ceux qui veulent l'indépendance dans le seul but de remplacer une tyrannie par un despotisme local. Ils n'admettent pas ceux qui préparent un nationalisme succédant à la haine d'un peuple envers un autre », a déclaré M. Bush. Le président américain a donc cher-

ché à préciser à Kiev les règles du jeu subtil qu'il s'efforcera de respecter. Les États-Unis aideront, dans la mesure du possible, M. Gorbatchev à poursuivre ses réformes. Mais ils soutiendront aussi ceux qui, dans les Républiques, veulent davantage d'autonomie, comme M. Kravtchouk à Kiev, voire ceux qui, « dans le respect de la loi », s'efforcent de parvenir à l'indépendance.

M. Bush a redit à Kiev tout le bien qu'il pensait du président soviétique. « M. Gorbatchev a réalisé des choses étonnantes. Sa politique de glasnost, de perestroïka et de démocratisation a montré la voie de la liberté politique, économique et de la démocratie », a-t-il déclaré. Mais il est évident désormais que le dialogue ne peut plus être mené exclusivement avec le pouvoir central.

Le choix de Kiev pour la proclamation de cette nouvelle philosophie était délibéré. Alors que les Pays baltes affirment ouvertement leur volonté d'indépendance, l'Ukraine a choisi une voie moyenne. L'opinion est divisée ici entre ceux qui, tel M. Kravtchouk, se contentent de la « souveraineté » (une large autonomie comportant notamment le pouvoir absolu sur les ressources naturelles et la monnaie) et ceux qui souhaitent l'indépendance, au premier chef le mouvement nationaliste ukrainien Roukh.

Situation

La situation en Ukraine est ambiguë. Un communiste, M. Kravtchouk, est à la tête du pouvoir, mais il n'est pas élu démocratiquement. Le 1^{er} décembre prochain, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel direct de l'Ukraine, M. Kravtchouk joue la carte nationaliste et a lancé, prénommant le champ libre dans sa République à toutes les expressions du sentiment religieux.

Il était remarquable à ce sujet de voir, jeudi, dans la salle du Soviet suprême, face au président américain, le patriarche de Kiev et de toute l'Ukraine, Philarete (Église orthodoxe liée au patriarche de Moscou), le patriarche Mstislav, de l'Église ukrainienne autocephale, rattaché à Kiev à l'issue de près de cinquante années d'exil aux États-Unis, ainsi que des prêtres et des évêques de l'Église uniate (gréco-catholique, unie à Rome).

La communauté juive était représentée par le Soviet suprême, ce qui constitue un événement extraordinaire par rapport à la situation qui prévalait il y a quelques années encore. Le plus important en Ukraine est, en effet, la « réappropriation » par la population tout entière de la mémoire de la Shoah. Comme M. Bush a pu en faire l'expérience en se rendant au monument aux morts de Babi-Yar, érigé à la mémoire des cent mille Ukrainiens tués par les nazis durant la seconde guerre mondiale.

DOMINIQUE DHOMBRES

Selon M. Eltsine

La Russie et le Kazakhstan signeront le traité de l'Union le 20 août

La Fédération de Russie et la république du Kazakhstan vont signer le 20 août le traité de l'Union, en cours de négociation depuis plusieurs mois, a annoncé, jeudi 1^{er} août, le président russe Boris Eltsine, cité par l'agence non-officielle Interfax. « Le processus de signature du nouveau traité de l'Union commencera le 20 août », a déclaré M. Eltsine en indiquant que la Russie et le Kazakhstan seraient les premiers à le signer. En septembre, « quand l'Ukraine aura pris sa décision, le processus sera achevé », a estimé M. Eltsine. Le parlement ukrainien doit se prononcer à la rentrée sur le projet de traité de l'Union. Neuf républiques ont participé aux négociations sur le traité de l'Union avec le président soviétique Mikhail Gorbatchev. (AFP)

EUROPE

URSS

Vilnius soupçonne le KGB du massacre des gardes-frontières lituaniens

Dans l'affaire du massacre des gardes-frontières lituaniens, les soupçons du parquet de la République balte s'orientaient, vendredi 2 août, vers le KGB, a-t-on appris de source proche du président Landsbergis. Mais ce dernier, qui avait lui-même commencé par évoquer la possible implication des policiers ou des éléments de l'armée soviétique, voire de la mafia, se gardait de porter des accusations précises.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Six jeunes gens avaient été trouvés, mercredi à l'aube, baignant dans leur sang sur le plancher du wagon qui servait de poste de douane lituanien, à la frontière avec la Biélorussie. Deux autres gisaient, grièvement blessés au point que l'un fut donné pour mort.

Les premiers soupçons des dirigeants lituaniens s'étaient, bien sûr, portés sur les OMON, ces forces

spéciales dépendant du ministère soviétique de l'intérieur qui s'étaient fait, au cours des derniers mois, une spécialité d'attaquer les postes-frontières établis par les trois gouvernements indépendantistes. Les OMON brûlaient les postes et battaient, en les humiliant au maximum, leurs occupants, mais n'avaient jamais eu recours à des opérations de ce genre, ni d'ailleurs, au moins, tué délibérément.

Mercredi, c'est pourtant ce qui s'est produit. Avec un « professionnalisme », dit-on à Vilnius, dont même les OMON n'auraient pas été capables. Les huit occupants du poste, armés de pistolets, ont été fauchés par des troupes autochtones sans avoir pu opposer la moindre résistance. Une autre circonstance pousse les Lituaniens à penser au KGB. Interrogé sur cette nouvelle action sanglante visant des indépendantistes baltes, M. Gorbatchev, lors de sa conférence de presse commune avec le président Bush, avait déclaré mercredi que le chef du KGB s'était mis en contact à sa demande avec le président lituanien pour lui offrir ses services pour l'enquête. A Vilnius, on affirmait vendredi matin que

M. Krivoutchov n'avait jamais contacté M. Landsbergis et qu'en conclusion que soit M. Gorbatchev mensait, soit, plus vraisemblablement, c'était M. Krivoutchov.

M. Landsbergis a préféré parler jeudi du « mensonge de l'agence Tass », qui rapportait les paroles du chef de l'Etat soviétique. En tout état de cause, c'est maintenant la version d'une tentative de déstabilisation en bonne et due forme qui semble avoir les faveurs lituaniennes. Jeudi, le Parlement lituanien, réuni en session extraordinaire, a appelé la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à envoyer une commission d'enquête.

Dans l'esprit de tous les Lituaniens, l'instigateur de ces événements de janvier était le KGB, dont une unité d'élite servait au sein des forces armées avait participé à l'attaque de la télévision de Vilnius. Ces forces avaient été reconnues par le Kremlin — contre toute évidence — « innocentes du sang versé ». Mais, cette fois-ci, M. Gorbatchev s'est engagé devant le président Bush à faire aboutir l'enquête.

SOPHIE SHIHAB

YUGOSLAVIE : alors que les combats se poursuivent en Slavonie

Les Européens s'interrogent sur l'envoi d'une force d'intervention

Les combats se sont poursuivis, jeudi 1^{er} août, en Slavonie, notamment dans le village de Dalj, près de Borovo-Selo, là même où le 2 mai une attaque d'autonomistes serbes s'était soldée par la mort d'une douzaine de policiers croates. Le bilan de ces nouveaux affrontements paraît, pour le moment, impossible à établir précisément, compte tenu des déclarations contradictoires des parties en présence. Si la radio serbe annonce la mort de sept « défenseurs serbes », la police croate fait état, pour sa part, de la mort de trois militaires croates et d'une vingtaine de blessés. Du côté croate, on déclare aussi que le village a été bombardé par des chars de l'armée fédérale, provoquant la mort de quinze policiers.

Ces incidents sont intervenus alors que la trêve européenne était attendue, vendredi, à Belgrade pour proposer notamment l'élargissement à la Croatie du rôle — actuellement limité à la Slovénie

— de la mission de contrôle de la CEE. Le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos, qui fait partie de cette croûte avec ses homologues néerlandais et portugais, a déclaré, jeudi à Londres, que l'envoi d'une force militaire européenne pourrait être nécessaire afin d'empêcher la partition du pays.

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé, dans un entretien accordé jeudi à la télévision croate, que l'éventuel envoi d'une force d'intervention était « une bonne idée qui répond à une certaine logique ». « Dans une situation d'urgence », a-t-il ajouté, il faut quelquefois faire prévaloir le dessin politique sur les subtilités juridiques.

Vendredi, le gouvernement allemand a pris position officiellement en se prononçant pour l'envoi d'une force d'intervention de la CEE ou de la CSCE. « Si le déploiement d'unités de casques

bleus européens est considéré par toutes les parties comme utile à la détente et réclame par elles, ni la CSCE ni l'UEO ne devront refuser », a estimé le chef de la diplomatie allemande dans une déclaration écrite. Le vaillant, M. Hans-Dietrich Genscher avait été beaucoup plus réservé alors qu'il réagissait à une proposition du secrétaire général de la CDU (chrétiens-démocrates) favorable à une force de paix de la CEE.

Le pape Jean-Paul II a décidé d'envoyer en mission en Yougoslavie Mgr Jean-Louis Tauran, responsable de la section des relations avec les Eglises à la secrétairerie d'Etat du Vatican qui se déclare à son tour favorable au déploiement d'une « force de paix ». Le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, a réaffirmé, pour sa part, jeudi, l'attachement de Moscou au maintien de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. (AFP, Reuters)

Le président croate, M. Franjo Tudjman hésite à décréter l'état de guerre

BELGRADE

de notre correspondant

« La Serbie mène une guerre de conquête sur les territoires de Croatie », a déclaré, jeudi 1^{er} août, le président croate, M. Franjo Tudjman, devant le parlement de Zagreb réuni en session extraordinaire. Evoquant à plusieurs reprises le rôle de l'armée fédérale dans les conflits, M. Tudjman a estimé qu'elle servait de bouclier à l'extension du territoire et de l'agression serbe contre la Croatie. Il a accusé certaines unités fédérales de collaborer avec les rebelles en Croatie.

« Nous devons opposer une résistance à la conquête des territoires croates », a précisé le chef de l'Etat en annonçant que les troupes de réserve de la police et de la garde nationale croates avaient été mobilisées. Toutefois, a-t-il ajouté, « la mobilisation générale n'a pas été décrétée car nous ne disposons pas suffisamment d'armement et d'équipement de guerre. (...) Néanmoins, nous avons lancé un appel à la population afin qu'elle s'organise en groupes d'autodéfense ».

Nouveau gouvernement

M. Tudjman, estimant qu'il en va de l'intégrité de la Croatie, pense que « le Parlement devra demander au peuple croate de former des détachements de volontaires destinés à lutter contre l'invasion des Tchécoslovaques nationalistes serbes ».

Capable, aussi, de prêcher la modération, le président croate considère qu'il ne faut pas encore décréter l'état de guerre tant que toutes les solutions n'ont pas été épuisées. « Nous devons essayer d'éviter la guerre généralisée. (...) Mais nous devons en même temps continuer à nous y préparer », a-t-il dit.

M. Tudjman a aussi présenté aux députés un projet de nouveau gouvernement comprenant des membres du parti serbe, mais aussi de quatre autres partis de l'opposition parlementaire, ainsi que deux représentants serbes et un représentant de la communauté musulmane.

Le vice-premier ministre, M. Franjo Greguric, avait été chargé, il y a quelques jours, de former le nouveau cabinet. Quant à M. Manolic, jusqu'à présent premier ministre, il a été nommé à la tête d'un « état-major de crise ».

Considérés comme faisant partie de l'aile la plus radicale du parti au pouvoir, les ministres de la défense et de l'intérieur, MM. Sime Djodan et Ognjen Cvetan, ont été remplacés par MM. Lukla Bobic et Ivan Vekic.

Les débats bouillonnent qui ont suivi l'exposé de M. Tudjman et l'annonce de la composition du nouveau gouvernement ont révélé les divergences régnant au sein du parti au pouvoir, qui occupe les deux tiers des sièges du Parlement. En effet, l'aile radicale n'a pas caché sa déception quant au ton « trop pacifiste » de M. Tudjman. Un certain nombre de députés ont

revendiqué des mesures radicales, notamment la gel des relations avec la Serbie, la mobilisation générale, ou encore le retrait de tous les représentants de la Croatie des institutions fédérales et la proclamation de l'état de guerre. L'un d'entre eux a même exigé la sécession immédiate de la Croatie.

Alarmé par la situation en Slavonie de l'Est, où les affrontements entre les forces de l'ordre croates, les extrémistes serbes et l'armée fédérale se sont poursuivis pendant toute la journée de jeudi, l'état-major de crise de Cratie s'est réuni d'urgence. A l'issue de cette consultation, le ministre de l'Intérieur pressenti, M. Ivan Vekic, a informé le Parlement qu'il appelait les réfugiés des zones de crise à rejoindre les rangs de la police croate. Il a ensuite indiqué que les forces de l'ordre de Croatie avaient reçu l'autorisation de réquisitionner, en cas de besoin, tous les véhicules civils dans ces zones de conflit. La population a reçu l'ordre de mettre à la disposition de la police et de la garde nationale croates toutes les armes dont elle dispose.

De plus, des mesures ont été prises contre l'insoumission dans les rangs de la police et de la garde nationale de Croatie. Le Parlement croate devra reprendre ses travaux vendredi dans l'après-midi et se prononcera sur la composition du nouveau gouvernement et sur une éventuelle déclaration de l'état de guerre.

FLORENCE HARTMANN

Hommage aux victimes juives du nazisme

Les ombres de Babi-Yar

KIEV

de notre envoyé spécial

Ce fut certainement le moment le plus fort de cette visite. M. George Bush parlait, la voix nouée par l'émotion, devant le monument aux morts de Babi-Yar où il venait de déposer une gerbe. Il invitait les survivants juifs du massacre ainsi que les Ukrainiens qui les ont aidés à se lever. Une vingtaine d'hommes et de femmes, pauvres mais vêtus, comme de modestes citoyens envidés à la retraite qu'ils sont, se sont dressés...

L'un d'eux s'appelle David Eisenberg. Il a soixante-sept ans et son témoignage mérite d'être rapporté. « J'avais quinze ans lorsque les Allemands sont arrivés. Ils ont tué les juifs de Kiev. Ils m'ont pris chez moi, le premier soir, le 29 septembre 1941. Ils m'ont emmené en bordure de la ville où il y avait une ravine de 35 mètres de profondeur. Ils nous ont fait déshabiller et ils ont commencé à tirer sur nous à la mitrailleuse lourde... »

Il est un des très rares à ne pas avoir été atteint par les balles mais il est tombé avec les autres dans la ravine. Les corps s'amoncelaient sans cesse. Il est resté trois jours, enseveli sous les cadavres. La nuit, les soldats allemands venaient avec des chiens pour déterrer les éventuels survivants et les achever d'une balle dans la nuque. Il a été mordu jusqu'au sang mais n'a pas crié.

Une tragédie longtemps niée

Au bout de trois jours, il a réussi à s'échapper. Il est rentré chez lui où il s'est caché pendant six mois. Puis, il a été pris à nouveau et emmené de force travailler en Allemagne, mais en se faisant passer pour un Italien, ce qui lui a sauvé la vie...

« A Babi-Yar, quelque chose vous assaille : les ombres des

horrors du passé rôdent ici. Pendant de nombreuses années, la tragédie de Babi-Yar a été niée mais ce n'est plus le cas. On venait ériger une inscription rappelant le génocide commis contre les juifs, la massacre des tziganes, des communistes, des chrétiens... », a dit M. Bush. Pendant longtemps, en effet, les autorités soviétiques ont feint de croire, comme le proclame d'ailleurs toujours l'inscription en russe, en ukrainien et en yiddish au pied du monument très tardivement érigé (en 1976), que n'ont péri ici, « tués par les fascistes allemands », que « des habitants de Kiev et des prisonniers de guerre ». Il n'est indiqué nulle part, noir sur blanc, que l'immense majorité des victimes était juive...

Le président américain faisait allusion au nouveau monument qui sera inauguré en octobre pour le cinquantième anniversaire de Babi-Yar, à 1 kilomètre de là, sur le vrai site du massacre. Des exhumations ont eu lieu en effet, comme s'en souvient David Eisenberg, au sud de la ravine des grands-mères (Babi-Yar, en ukrainien), du 29 septembre 1941 jusqu'à l'été 1943. Lorsque l'armée soviétique s'est rapprochée de la ville en octobre 1943, les Allemands ont fait déterrer les corps par des prisonniers de guerre et les ont fait brûler un peu plus loin, là où se trouve le monument érigé en 1976. Puis, ils ont exécuté ces prisonniers de guerre eux-mêmes...

Le président ukrainien, M. Kravtchouk, a, dans son discours, rendu en priorité hommage aux victimes juives. C'était la première fois que cela était dit aussi publiquement, ici, par une aussi haute autorité. On estime que cent mille personnes au moins (peut-être cent cinquante mille en réalité) dont 80 % de juifs ont été massacrées à Babi-Yar.

D. Dh.

مكتبة



ROPE

le KGB du massacre littuaniens

Le prochain rapatriement, à Pötsdam, des restes du roi de Prusse Frédéric le Grand et de son père, Frédéric-Guillaume I^{er}, le «roi-soldat», n'a pas fini d'allumer le débat sur l'Allemagne et son histoire.

BERLIN
de notre correspondant

Déjà, la polémique sur le passé avait été relancée, le 20 juin dernier, par le choix de Berlin, l'ancienne capitale de la Prusse, comme siège du gouvernement et du Parlement de l'Allemagne réunifiée. Le retour des deux dépouilles dans l'ancienne cité de résidence et de garnison royale, symbole de la monarchie éclairée du dix-huitième siècle, mais aussi de la tradition militaire prussienne, est prévu pour le 17 août.

Les deux catastrophes avaient été retirées, à la fin de la guerre, de l'église de la garnison de Pötsdam pour être mis à l'abri des bombardements. Récupérées après le défilé de l'Allemagne en 1945, par l'armée américaine, elles avaient été remises à l'ancienne famille régnante de Prusse, puis du Reich allemand, les Hohenzollern, qui les avaient placées provisoirement dans leur château de Hachlingen, en Bade-Wurtemberg.

Rien, jusqu'à, que de trêve naturelle. Après sa mort, le 17 août 1786, Frédéric le Grand, le roi éclairé, l'ami de Voltaire, avait été enterré, contre ses dernières volontés, supérieures de son père, dans le crypte de l'église de la garnison. Fortement endommagée par la guerre, cette dernière avait été rasée en 1968, par le régime communiste est-allemand, qui avait fait de même à Berlin avec l'ancien château royal. La famille Hohenzollern avait donc décidé de ramener les restes de Frédéric-Guillaume dans une autre église de Pötsdam, l'église de la Paix, et ceux

Interrogent sur l'envoi d'intervention

Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, dirigé par le chancelier Helmut Kohl, a été interrogé sur l'envoi d'une intervention militaire en Bosnie. Le chancelier a répondu que l'Allemagne ne pouvait pas intervenir militairement en Bosnie, mais qu'elle pouvait participer à une opération de maintien de la paix.

me, M. Franjo Tudjman l'état de guerre

M. Franjo Tudjman, président de la République de Croatie, a déclaré l'état de guerre contre la Serbie. Il a accusé la Serbie de violations graves des droits de l'homme et de crimes de guerre.

EUROPE

ALLEMAGNE : nouvelles polémiques sur le passé

Le retour du roi de Prusse

Le prochain rapatriement, à Pötsdam, des restes du roi de Prusse Frédéric le Grand et de son père, Frédéric-Guillaume I^{er}, le «roi-soldat», n'a pas fini d'allumer le débat sur l'Allemagne et son histoire.

BERLIN

de notre correspondant

Déjà, la polémique sur le passé avait été relancée, le 20 juin dernier, par le choix de Berlin, l'ancienne capitale de la Prusse, comme siège du gouvernement et du Parlement de l'Allemagne réunifiée. Le retour des deux dépouilles dans l'ancienne cité de résidence et de garnison royale, symbole de la monarchie éclairée du dix-huitième siècle, mais aussi de la tradition militaire prussienne, est prévu pour le 17 août.

Les deux catastrophes avaient été retirées, à la fin de la guerre, de l'église de la garnison de Pötsdam pour être mis à l'abri des bombardements. Récupérées après le défilé de l'Allemagne en 1945, par l'armée américaine, elles avaient été remises à l'ancienne famille régnante de Prusse, puis du Reich allemand, les Hohenzollern, qui les avaient placées provisoirement dans leur château de Hachlingen, en Bade-Wurtemberg.

Rien, jusqu'à, que de trêve naturelle. Après sa mort, le 17 août 1786, Frédéric le Grand, le roi éclairé, l'ami de Voltaire, avait été enterré, contre ses dernières volontés, supérieures de son père, dans le crypte de l'église de la garnison. Fortement endommagée par la guerre, cette dernière avait été rasée en 1968, par le régime communiste est-allemand, qui avait fait de même à Berlin avec l'ancien château royal. La famille Hohenzollern avait donc décidé de ramener les restes de Frédéric-Guillaume dans une autre église de Pötsdam, l'église de la Paix, et ceux

de Frédéric le Grand, conformément à son propre testament, dans un caveau creusé à même la terrasse de son château de Sans-Souci.

«J'ai vécu comme philosophe et veux être enterré comme tel, sans pompe, sans faste et sans le moindre cérémonial. Je ne veux être ni ouvert ni embourbé. Que je meure à Berlin ou à Pötsdam, je ne veux pas être exposé à la curiosité du peuple. Je veux être inhumé au troisième jour à minuit. On m'apportera à la lueur d'une lanterne et sans que personne ne me suive, à Sans-Souci, et on m'entermera tout simplement en haut de la terrasse, à droite quand on monte, dans une crypte que je me suis fait construire.»

Telles étaient les dernières volontés du roi. Pour le deuxième fois pourtant, en l'espace de deux siècles, il n'en sera que partiellement tenu compte.

«A notre époque médiatique, ce n'est malheureusement pas tout à fait possible», s'excuse, plus simplement, le chef de la famille Hohenzollern, le prince Louis-Ferdinand de Prusse.

Le chancelier à titre privé

Le transfert des restes va donner lieu à une véritable cérémonie, retransmise en direct à la télévision, avec la participation de la Bundeswehr. Les deux cercueils seront conduits, le 16 août, du château Hohenzollern à la gare d'Hachlingen sous escorte militaire; de là, ils seront chargés dans un fourgon des années 30, à bord d'un train spécial. Des représentants de la famille prendront place dans un wagon-salon qui fera suite, avant 1918, de l'ancien train de la cour impériale allemande.

Le gouvernement du Land de Brandebourg, qui doit prendre en charge les opérations, à l'arrivée, du train à Pötsdam, avait souhaité une cérémonie civile. Le ministre de la défense, à Bonn,

a prévu la présence d'un détachement musical à la gare et celle d'une garde d'honneur dans la cour du château de «Sans-Souci».

On respectera le souhait du souverain d'être inhumé à minuit en petit comité. Mais le chancelier Helmut Kohl sera là, en personne, «à titre privé», au milieu de quelques membres de la famille Hohenzollern triés sur le volet, qui assisteront à la cérémonie.

La Croix de fer de Viktoria

«Un bel événement dans la dignité et le calme», commente le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung, porte-parole d'un courant néo-national. Cette appréciation est loin de faire l'unanimité à droite comme à gauche. Beaucoup jugent en effet inopportunes la mise en scène militaire et la présence du chancelier Kohl. A l'aise, le chef du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag, M. Hans-Jochen Vogel, craint qu'elle puisse être mal interprétée à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Il rappelle que c'est précisément sur le tombeau des deux rois qu'Hitler et le maréchal Hindenburg s'étaient serrés la main, le 21 mars 1933, pour marquer symboliquement la continuité entre la Prusse et le national-socialisme. Le président du SPD, M. Björn Engholm, estime, quant à lui, l'attitude du chancelier aussi ambiguë que lorsqu'il avait entraîné le président américain Ronald Reagan au cimetière de Bitburg, où reposaient de nombreux SS.

Le mémoire de Frédéric le Grand se rattache, certes, à une tradition des Lumières, de culture paneuropéenne, tout à l'honneur de l'Allemagne. Mais aussi aux débuts d'un militarisme allemand, dont Pötsdam reste l'un des symboles. Après la réunification, le choix de Berlin comme capitale à part entière oblige à se

pencher plus que jamais sur cet héritage propice à controverse. La décision du Sénat de Berlin de parer à nouveau la déesse Viktoria, au-dessus de la Porte de Brandebourg, de l'ordre militaire prussien, à savoir la Croix de fer (le Monde du 18 juillet), suscite aussi une polémique. Ainsi un jeune député chrétien-démocrate, M. Friedbert Pfäfer, affirme-t-il haut et fort que la nouvelle Allemagne n'est pas la Prusse.

Ses adversaires rétorquent que l'Arc-de-triomphe ne trouble pas la paix des Parisiens, que l'Allemagne doit assumer tout son passé, le bon et le mauvais, que la Prusse a cessé d'exister comme entité menaçante. Mais la Prusse incarnerait aussi des valeurs, un sens de l'Etat, de la nation, une conception du rôle de l'Allemagne en Europe et dans le monde, qui vont au-delà de son existence propre.

Pour exemplifier qu'elle ait été, la démocratie ouest-allemande de l'après-guerre n'est qu'une petite partie de l'histoire allemande. Personne ne conteste plus le besoin de l'Allemagne réunifiée de se ressourcer dans son passé plus lointain. Mais ce retour demande à être effectué dans la clarté pour que le souhait légitime des Allemands de retrouver un rôle à leur dimension ne donne pas lieu à des malentendus.

Le débat public que réclame M. Pfäfer est d'autant plus nécessaire que la partie est de l'Allemagne se réveille de quarante-cinq ans de communisme, sans avoir eu le loisir d'une vraie réflexion. La montée, dans l'opinion, d'un radicalisme de droite, le refus à Ravensbrück, à Sachsenhausen, de comprendre la symbolique des camps de concentration, la peur d'une immigration massive, le chômage, peuvent vite nourrir des nostalgies dangereuses.

HENRI DE BRESSON

SUISSE : le 700^e anniversaire de la fondation de la Confédération

Un pays à la recherche de sa place en Europe

En cette année du 700^e anniversaire de sa fondation, la Confédération helvétique a plus que jamais sacrifié à la tradition. Feux d'artifice, retraits aux flambeaux et brassiers allumés sur les montagnes ont été plus intenses que d'habitude. Jeudi 1^{er} août, tandis qu'un retentissement de 550 cors des Alpes a retenti des quatre coins du pays pour s'achever en apothéose au bord du lac des Quatre-Cantons, où se tenait la cérémonie officielle sur le légendaire Prairide du Gruetli.

BERNE

de notre correspondant

C'est sur le praïrde du Gruetli, selon la tradition, que trois notables des cantons d'Uri, de Schwyz et d'Unterwald prêtèrent serment au début d'août 1291 de s'entraider pour chasser les baillis autrichiens de leur vallée. C'est aussi dans cette Suisse dite primitive, berceau du mythe de Guillaume Tell. En juillet 1940 encore, alors que le pays était encerclé par les puissances de l'Axe, le Gruetli fut le lieu choisi par le général Henri Guisan pour affirmer sa volonté de résistance.

Soucieux d'associer l'Europe aux festivités, le gouvernement helvétique avait invité les représentants des parlements du continent à participer à ce retour aux sources sur ces rives chargées de mythes et d'histoire. Parmi les invités, il se retrouvèrent présents, de M. Dubček pour la Tchécoslovaquie à M. Suessmuth pour l'Allemagne, en passant par le président du Soviet suprême, ainsi que leurs collègues britannique, italico, autrichien, voire albanais. M. Laurent Fabius s'étant excusé, certains journaux francophones ont déploré que la France, l'un des principaux partenaires de la Suisse, n'ait été

représentée «que» par un vice-président de l'Assemblée nationale. Les responsables helvétiques n'ont pas manqué d'évoquer la question prioritaire des relations avec l'Europe qui implique des révisions déclinantes. Alors que deux autres pays neutres, l'Autriche et la Suède, ont déjà fait acte de candidature à la CEE, Bernese hésite toujours à franchir le pas. Pourtant il des résistances subsistent. Fide de l'adhésion est en train de faire son chemin. Les Suisses prennent conscience qu'ils ne pourront pas, à eux seuls, demeurer un îlot de prospérité au cœur du Vieux Continent sans partager le destin commun.

«L'Europe est l'avenir de la Suisse, a déclaré valser dans le président du Conseil national (Chambre basse). Comme il y a sept cents ans, la Prairide du Gruetli doit représenter un départ pour une Suisse moderne et européenne.» Pour lui, l'Europe serait la seule réponse. Il a aussi invité son pays à sortir de son égoïsme et à partager son expérience et son bien-être.

«700 ans, ça suffit!»

S'adressant pour sa part aux Suisses de l'étranger, M. René Felber, chef du département des affaires étrangères, a remarqué que jamais dans son histoire la Confédération n'avait été confrontée à tant de défis à la fois. «La Suisse n'est pas si fle. Elle se trouve en Europe, a-t-il rappelé. Le temps est révolu où nous pourrions nous attendre à être traités de façon particulière par la communauté internationale.»

Plus classique dans son allocution radiotélévisée, le président de la Confédération, M. Flavio Cotti, a exhorté ses compatriotes à vaincre le doute et à avoir confiance en l'avenir. S'inspirant du Pacte fédéral de 1291, il a insisté sur le fait que la Suisse ne saurait renoncer à une partie de ses droits sou-

verains sans s'être assurée en contrepartie le droit de codécision. «Se soumettre à un droit étranger sans avoir participé à la prise de décision serait incompatible avec la dignité de notre pays.»

M. Cotti s'était montré un peu plus lyrique en s'adressant la veille à trois mille enfants qui ont, dans les quatre langues nationales (allemand, français, italien et romanche) émis des vœux pour la Suisse de demain. Il leur avait répondu : «Vous rêvez d'une Suisse qui réserve une place plus grande à la justice, à la joie de vivre, à la sécurité et à la solidarité. Une Suisse dont les citoyens considèrent la nature comme un bien précieux, une Suisse qui ne jette pas de déchets, qui ne connaît ni drogue ni pauvreté. Vos rêves ne sont pas des utopies mais des objectifs.»

C'est justement sous le mot d'ordre de l'utopie qu'ont été placées les multiples festivités qui émaillent, tout au long de l'année, le «700^e». D'emblée, le principe même de cette commémoration avait suscité des réactions mitigées, comme c'est souvent le cas pour ce qui touche à la Suisse, à la fois villedonnée et étonnée.

Après divers scandales politiques qui venaient de secouer le pays, et la découverte que des centaines de milliers de citoyens avaient été fichés par la police, des intellectuels avaient lancé un appel au boycottage des festivités. «700 ans, ça suffit!» ou «il n'y a rien à célébrer» proclamaient les contestataires. Ironie du sort, les deux plus grands écrivains du pays, Friedrich Dürrenmatt et Max Frisch, qui n'étaient pas menagés leurs critiques, sont morts récemment, à quelques semaines d'intervalle.

Par le débat qu'il a ouvert, le «700^e» aura néanmoins contribué, sinon à ébranler les certitudes, du moins à stimuler un début de remise en question.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Le gouvernement débloque une partie des fonds de l'ex-parti communiste

Le gouvernement et le Parti du socialisme démocratique (PDS, ex-communiste) sont parvenus, jeudi 1^{er} août, à un premier compromis dans le conflit qui les oppose à propos du contrôle de la fortune du PDS à hérité en succédant au SED d'Erich Honecker. Le PDS pourra ainsi récupérer huit millions de marks de fonds qui avaient été bloqués, a annoncé l'agence allemande de privatisation, la Treuhänder.

En juin, celle-ci avait saisi la quasi-totalité des avoirs du parti, afin d'empêcher toute fuite de capitaux. Le PDS pourra désormais gérer, seul, les fonds qu'il acquiert d'une manière légale. En retour il devrait ouvrir enfin ses livres de comptes. Les autorités garderont sous leur tutelle les biens et la fortune immobilière que l'ancien parti communiste a accumulés pendant quarante ans au pouvoir. Ces avoirs s'élèveraient à plusieurs milliards de marks selon les enquêteurs. (AFP, Reuters)

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

EXAMENS D'UNIVERSITÉ

- DROIT
- SCIENCES ÉCO.

1^{re}, 2^e et 3^e années

TOUTES ÉPREUVES
SUCCÈS CONFIRMÉS
Enseignements annuels
et stages intensifs d'été

Centre Italie 45.85.59.35
Centre Autriche 45.27.10.15

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

Le Monde

RADIO TELEVISION

Océan Indien

MADAGASCAR : refusant de quitter le pouvoir «comme un voleur»

Le président Ratsiraka durcit le ton

«J'aspère qu'ils se fatiguent d'eux-mêmes...» Après quatre semaines de grève générale et bientôt deux mois de manifestations quotidiennes dans toutes les grandes villes du pays, le président Didier Ratsiraka, pressé d'expliquer comment il prévoit de désamorcer un mécontentement d'un ampleur sans précédent depuis l'indépendance de Madagascar, compte sur le pourrissement de la contestation. A son avis, les vrais contestataires de la place du 13-Mai ne sont qu'un «ramassis de mécontents», noyés parmi une foule «de curieux et d'hésitants», affirme le chef de l'Etat, qui n'entend pas «s'éclipser du pouvoir comme un voleur».

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

M. Ratsiraka ne vit-il pas un peu rectus dans son palais d'Iavoloha, bâti sur un terrain militaire, près de «Tanana»? Il a pris prétexte d'un besoin d'air pur pour mettre un peu de distance entre lui-même et les Tananariviens, qui ne l'aiment guère. Cet isolement risque de lui être fatal dans la partie de bras de fer qu'il a engagée avec l'opposition. Il y a trois mois, celle-ci réclamait la révision de la Constitution et de la loi électorale, rendue caduque par les dernières ouvertures démocratiques. Mais le chef de l'Etat a fait la sourde oreille au moment où il était encore temps de noter le dialogue avec ses adversaires.

Aujourd'hui, le «roi Didier» en vient à proposer, après la dissolution de son gouvernement, l'ouverture d'un dialogue sur ces deux points. Mais son silence dédaigneux à l'égard des contestataires ne réclame, aujourd'hui, rien de moins que sa démission. «C'est une gestion désastreuse de la crise, estime un observateur, montre les limites de la démocratisation du régime actuel.»

Amender une Constitution qui lui accorde les pleins pouvoirs ne plaît guère à M. Ratsiraka et, osons-le, serait plus prépondérant, comme le suggère l'opposition modérée, qui envisage son départ «à terme». Ses hésitations à organiser des élections anticipées sont probablement singulières lorsqu'il évoque le coût d'une telle opération. Car dans l'état actuel des choses, il détient les moyens de sortir vainqueur de tous les types de scrutin.

Les dissensions au sein de l'opposition le rassurent. Si le parti MFM se démarque de la «stratégie insurrectionnelle» du gouvernement, ce n'est pas seulement par souci de légalisme - après avoir fait, pendant des années, de l'agitation politique - mais aussi pour placer ses hommes dans la course

au pouvoir. Devant la réaction hostile de la foule, le MFM hésite à faire cavalier seul et préfère, devant l'impasse actuelle, convaincre ses partenaires du Comité des forces vives de renouer le dialogue avec le président.

Le découragement de Paris

Pendant ce temps, le chef de l'Etat tente de tribaliser le conflit politique. Il reçoit, avec beaucoup d'égards, les chefs de tribu des quatre coins de la Grande Ile venus lui prêter allégeance tout en réclamant la mise sur pied d'un système fédéraliste. Bonne occasion pour lui de se faire le défenseur de l'unité nationale.

M. Ratsiraka menace aussi de «prendre ses responsabilités», c'est-à-dire de faire appliquer réellement l'état d'urgence décrété le 23 juillet. Cette éventualité n'inquiète guère les observateurs, persuadés que, «s'il fait tirer dans la foule, il tombera dans les quarante-huit heures». L'un d'eux souligne, pourtant, le risque qu'il commette une erreur fatale, «comme tout homme aux abois».

Pour éviter l'affrontement, la diplomatie française, tant à Paris qu'à Tananarive, tente de jouer les médiateurs, soucieuse de ne pas se faire accuser d'avoir déstabilisé le pouvoir en place. Tâche épuisante si l'on en juge par les mines découragées des ambassadeurs de Paris. L'attitude fermée du président importune ses interlocuteurs et le soutien des bailleurs de fonds de la Grande Ile commence à s'effriter. C'est l'une des cartes maîtresses du chef de l'Etat, qui a bâti son image sur la reconnaissance de son régime par les Occidentaux plutôt que par celle de son peuple.

En trois ans, il a ainsi reçu les responsables de la Banque mondiale et du FMI, MM. Mitterrand et Rocard, le président sud-africain et, Jean-Paul II. Les largesses des bailleurs de fonds, plus ou moins déclinées, lui assurent, entre autres, les moyens de remporter, sans coup férir, de futures élections. Si la Mission de coopération française insiste, documents à l'appui, sur le contrôle étroit de son aide au développement, ces garde-fous sont encore assez rares parmi les donateurs.

La grève générale porte un coup sévère à l'économie du pays et le vide politique créé par deux gouvernements concurrents paralyse l'application des accords de coopération, notamment ceux qui devaient être signés avec le FMI le 15 août. Les affrontements de Tananarive, cette semaine - qui auraient fait deux morts parmi les manifestants - risquent-ils d'être un avant-goût d'une répression, déclenchée dans la capitale contre des gens qui ont pris l'habitude de se retrouver à la «grand-messe» de la place du 13-Mai? Le Conseil des Eglises chrétiennes (FFKM), qui tente d'organiser une rencontre entre le président et ses adversaires, se demande s'il n'est pas déjà trop tard.

JEAN HÉLÈNE

PROCHE-ORIENT

Après l'assassinat de l'opposant Kassem Radjavi, en 1990

L'Iran mis au banc des accusés par un tribunal de Genève

GENÈVE

de notre correspondante

Maladresse ou outrecuidance? Toujours est-il que la République islamique d'Iran avait fait inculper pour «outrage aux Etats étrangers» (art. 296 du code pénal) une jeune journaliste suisse, Myriam Gazou Goudel, l'accusant d'avoir rendu compte - deux jours après l'assassinat près de Genève, le 24 avril 1990, de l'opposant iranien Kassem Radjavi, frère de Massoud Radjavi, chef des Moudjahidins du peuple - d'une conférence de presse donnée par la famille de la victime. Le journaliste avait reproduit dans le quotidien genevois la Suisse, les accusations de la famille selon lesquelles ce crime aurait été récomposé depuis Téhéran et exécuté avec la complicité des diplomates iraniens en poste à Berne et à Genève.

Le procès de Myriam Gazou Goudel, qui s'est terminé le 31 juillet, et dont l'objet aurait dû être - selon la journaliste et ses avocats - la défense de la liberté d'expression, s'était transformé en un réquisitoire contre le régime iranien. Les témoins présents par la défense ont tous dépeint Kassem Radjavi comme un homme non violent, sans cesse menacé par

Téhéran, et Myriam Gazou Goudel comme une journaliste intègre et bien renseignée.

La partie civile avait annoncé qu'elle ferait comparaître cinquante-trois témoins, avant d'affirmer que ces derniers ne se rendraient pas à Genève en raison de menaces qu'ils auraient reçues de l'opposition iranienne. Finalement, six d'entre eux ont comparu. Manque de chance, l'avocat de la journaliste a fait venir à la barre deux personnes qui ont juré avoir reconnu parmi eux un de leurs anciens tortionnaires.

Autre coup de théâtre, le procureur général du canton de Genève, M. Bernard Bertosio, a déclaré qu'il existait un devoir de dénonciation qui incombe à la presse libre, «non sans avoir auparavant affirmé que, «pour la première fois depuis le fin de la dernière guerre, un Etat se permet de prendre des gens en otage et de lancer des appels au meurtre dans un Etat étranger [contre l'écrivain Salman Rushdie] : une attitude scandaleuse qui le présente comme capable de commettre un crime gratuit».

Le tribunal de police de Genève a acquitté la journaliste helvète, estimant qu'au vu «de l'ensemble des circonstances, il avait le preuve de sa bonne foi».

ISABELLE VICHNIAC

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les suites de l'« Inkathagate »

L'ANC relance l'idée d'un gouvernement intérimaire

Le Congrès national africain (ANC), en l'absence de son président, M. Nelson Mandela, en tournée en Amérique latine, s'est donné le temps de la réflexion avant de réagir à l'intervention télévisée du président Frederik De Klerk (le Monde du 1^{er} août). Son Comité national exécutif (NEC) a réaffirmé sa volonté de voir un « gouvernement intérimaire » prendre en charge les intérêts du pays jusqu'à l'adoption d'une nouvelle Constitution. Ce que précisait le chef de l'Etat refuse d'envisager.

JOHANNESBOURG

de notre correspondant

M. Pallo Jordan, responsable de la communication de l'ANC, a estimé, jeudi, au cours d'une conférence de presse, que le pays se trouvait « en fond d'une impasse » et que le « Parti national de De Klerk est un gouvernement », parti qui, selon lui, a toujours « nié le droit de notre peuple à la démocratie ».

Selon M. Jordan, c'est le président De Klerk, qui, par sa manière de s'exprimer sur le scandale de l'« Inkathagate », a remis d'actualité l'idée d'un gouvernement intérimaire d'« unité nationale ». But que l'ANC poursuit à travers l'organisation d'un « Front patriotique » conduisant à une

« conférence de tous les partis ». Dans sa déclaration, le responsable de la communication a invité « le président De Klerk et son gouvernement à rejoindre l'ANC dans son effort », afin que toutes « les forces politiques puissent aller de l'avant vers une Afrique du Sud démocratique unie et non raciale ».

La « compromission de l'Inkathagate », le parti à dominante zoulou de M. Mangosuthu Buthelezi, avec le gouvernement, et son « implication dans la violence », remettent en cause sa « légitimité » en tant que « force politique indépendante », constate l'ANC. Doutes étayés par les révélations, jeudi, du quotidien britannique *The Independent*, selon lesquelles M. Buthelezi aurait entretenu des relations étroites avec les services

secrets sud-africains et l'antenne de la CIA américaine à Durban, dans la province du Natal.

De son côté, l'Union des travailleurs sud-africains (UWUSA), le syndicat lié à l'Inkatha, aurait reçu son dernier « soutien financier » de la police le 31 juillet, selon la presse locale, qui cite le porte-parole du ministère de la loi et de l'ordre, sans toutefois préciser le montant de cette ultime générosité. S'expliquant sur la nature des fonds gouvernementaux versés à l'Inkatha, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, avait admis — avant son récent limogeage — que son administration avait donné l'équivalent de 3,3 millions de francs à l'UWUSA, organisation créée par les services secrets sud-africains.

FREDÉRIC FRITSCHER

MAROC : le référendum au Sahara occidental

« Je n'ai pas l'intention de jouer au vice-roi »

nous déclare M. Johannès Manz, le représentant du secrétaire général de l'ONU

Des rives verdoyantes de l'Aar aux horizons désolés du Sahara occidental : changement de décor pour ce haut-fonctionnaire suisse qui, le secrétaire général de l'ONU s'est choisi comme représentant spécial et qui sera à pied d'œuvre, le 6 septembre, à Laayoune. Le jour même où entrera formellement en vigueur la cessez-le-feu entre le Maroc et le Front Polisario qui se disputent, depuis 1974, cette ancienne colonie espagnole.

BERNE

de notre envoyé spécial

Rigoureux et affable comme savent l'être les Helvètes, M. Johannès Manz, jusqu'alors directeur de l'administration du département fédéral des affaires étrangères, paraît avoir du tempérament. Récusant d'un « pays acceptable » par les deux camps alors que « beaucoup se sont identifiés à l'une ou l'autre des parties », il débarrasse, en terrain inconnu, avec des « idées fraîches ».

Sa ligne de conduite est claire : appliquer tout le plan de paix de l'ONU, mais rien que le plan. « Il n'est pas question pour moi d'être l'administrateur du territoire, je n'ai pas l'intention de jouer au vice-roi », lance-t-il. J'ai pour mandat d'organiser le référendum d'autodétermination, d'une manière équitable et sans contraintes. Pour autrui, M. Manz ne s'interdit pas, comme l'y autorisent les textes onusiens, de demander à la partie marocaine « la suspension de toute loi ou mesure qui pourrait entraver le bon déroulement du processus en cours ».

L'avant-garde de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) — quelques centaines de civils, de policiers et de militaires — devrait arriver sur place vers le 10 août, les « cas-

ques bleus » commencent aussitôt à se déployer sur le terrain pour être opérationnels le jour du cessez-le-feu. Exception faite des 65 000 hommes qui seront postés le long du mur de sable en position défensive et sous surveillance onusienne, le Maroc disposera de onze semaines pour rassembler du matériel, « à son rythme », le reste de ses troupes.

Des listes électorales qui s'allongent

M. Manz n'a « pas connaissance de bases fixes » du Front Polisario en territoire libéré, mais il va s'employer à le vérifier dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Il avertit qu'« un travail politique » l'attend pour fixer les points de cantonnement des soldats sahraouis pendant la période intermédiaire.

Les prisonniers de guerre, dont l'échange aura lieu sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le représentant spécial en ignore le nombre. Quant aux délégués politiques, le soin d'en établir la liste a été confié à un professeur de droit international d'origine libanaise, M. Georges Abi Saab. Discretion de rigueur. « Nous aurons une très bonne idée de leur nombre au moment du cessez-le-feu », assure M. Manz. A la mi-juin, le roi Hassan II avait accordé sa grâce à des opposants sahraouis sans qu'il eût été élu révélateur des noms des bénéficiaires. « Nous avons demandé des précisions au Maroc, indique le patron de la MINURSO. Nous attendons sa réponse ».

Autres listes, autres problèmes : la remise à jour du recensement espagnol de 1974, qui sert de base de calcul à la définition du corps électoral, est maintenant achevée. « Nous sommes arrivés au chiffre consolidé de 70 204 personnes », précise M. Manz. Ceux dont les noms auraient été omis ont la possibilité de déposer une demande individuelle d'inscription. « Je ne veux pas de listes globales qui me soustrairaient l'une ou

l'autre partie », avertit le représentant spécial, faisant ainsi allusion aux récents dépôts par le Maroc de deux listes qui, selon lui, « ont été faites à la hâte » et qui, en tout état de cause, ne contiennent pas de noms de personnes, supposées être sahraouis. Si, en définitive, les services onusiens se trouvaient submergés par l'étude d'un nombre aussi élevé de dossiers individuels, cela ne manquerait pas d'être inquiétant. Aussi M. Manz appelle-t-il les deux camps à « faire preuve de réserve en la matière sans à mettre en danger tout le processus de paix ».

Autre point de friction : les lieux d'installation des urnes. Le Front Polisario serait-il tenté de déplacer artificiellement des réfugiés sahraouis des camps de Tindouf en Algérie vers les territoires libérés, afin d'y justifier l'ouverture de bureaux de vote ? Pas question pour M. Manz d'accepter pareil fait accompli. « Si on m'apporte la preuve, dit-il avec fermeté, que les gens ont vécu sur le territoire un certain temps, alors je dirai oui ».

Des observateurs en nombre limité

Contrairement à ce qui vient d'être affirmé par les parlementaires marocains, qui reprochent à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) d'avoir reconnu la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et d'être ainsi jugé et puni, le représentant spécial estime que « l'OUA (qui s'est occupée de ce dossier avant de le confier à l'ONU) a indéniablement un rôle privilégié à jouer dans le processus de paix ». A son avis, « il s'agit d'un conflit africain qui doit être résolu dans un contexte africain ».

« Hormis l'OUA, le Maroc et le Front Polisario, l'Algérie et la Mauritanie, le plan de paix de l'ONU ne prévoit pas d'autres observateurs », souligne M. Manz. A la différence de ce qui s'est passé en Namibie, l'ONU est, en effet, maître d'œuvre du référendum au Sahara occidental. La nécessité de

multiplier les observateurs ne lui paraît donc pas aussi impérieuse que dans le cas de figure précédent.

Dans ces conditions, le « comité de vigilance », que plusieurs organisations non gouvernementales ont récemment mis sur pied à l'initiative de la Fondation Franco-Libertés que préside M^{me} Danielle Mitterrand, sera-t-il le bienvenu sur place ? « Les observateurs seront admis en nombre limité et, de toute manière, pas avant le démarrage de la campagne électorale, précise le représentant spécial, sinon, cela ne contribuerait pas à créer une bonne ambiance ».

Pour remplir sa mission — toutes restrictions budgétaires appliquées — M. Manz sera assisté d'une équipe, forte de quelque 3 000 hommes, dont 1 695 militaires. « On est arrivé au minimum de ce qu'il faut pour faire un travail correct », constate-t-il. Sur un budget de 183 millions de dollars, 140 cent, à ce jour, ont été déboursés. Quant aux 34 millions, sous forme de contributions volontaires, qui financeront les opérations de transfert de réfugiés sahraouis, il ne reste plus qu'à en obtenir dix.

Mais, ce qui compte, avant tout, aux yeux de M. Manz, c'est la volonté de coopérer des deux parties. Si elles veulent nous mettre des bâtons dans les roues, on pourrait être cinq fois plus nombreux, et cela ne suffirait pas encore ». Le représentant spécial promet d'être « prudent, neutre, ferme et discret », mais dit aussi son intention de « ne pas se laisser influencer par la propagande ».

Sens nourri beaucoup d'illusions sur le fait que « les Nations unies ne seront pas les bienvenues » sur place, M. Manz, pour garder le moral, part de l'idée que Hassan II est sérieux. Le plan par étapes de l'ONU prévoit que le référendum devrait être organisé au plus tard à la fin janvier 1992. « C'est faisable », conclut-il, « si chacun joue le jeu ».

Propos recueillis par JACQUES DE BARRIN

POLITIQUE

Après les incidents de Carcassonne

« Rien ne justifie la poursuite des troubles » par les harkis, affirme M. Bianco

« Rien ne justifie, aujourd'hui, la poursuite des troubles », a affirmé, jeudi 1^{er} août, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, après une réunion de travail sur le problème des harkis avec MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, Laurent Calhette, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, et les préfets de dix-sept départements concernés.

Le gouvernement a donc opté pour un discours de fermeté à l'adresse des auteurs de troubles. Ce durcissement de ton intervient après les incidents du 31 juillet à Carcassonne (Aude), où une trentaine de jeunes gens ont occupé les locaux de la direction départementale du travail et de l'emploi, en exigeant la libération d'un fils de harki, M. Mohammed Berkane, incarcéré à Nîmes après avoir ouvert le feu sur un policier (*le Monde* du 2 août). M. Marchand a réaffirmé que « l'ordre public et l'autorité de l'Etat doivent être maintenus » et que certaines interpellations sont « inévitables et nécessaires ». D'autant plus que, selon ce qui a été entendu M. Bianco, la poursuite des violences pourrait être un obstacle à la mise en pratique des vingt-cinq mesures en faveur des harkis, annoncées le 17 juillet par le premier ministre. Selon M. Bianco, ces mesures « se mettent en place avec sérieux et efficacité », et les collectivités locales, les élus et certaines entreprises se mobilisent déjà. Cependant, le ministre des affaires

sociales et de l'intégration a fait état d'un « certain découragement » et d'une « situation d'attente de la persistance de troubles à l'ordre public ». Les premières victimes de cette situation, et-il suggère, seraient les harkis eux-mêmes, que les exodes de quelques-uns d'entre eux empêcheraient de bénéficier pleinement des nouvelles mesures. Car M. Bianco a tenu à rappeler que, sur une communauté de trois cent mille harkis et leurs familles, « environ dix mille ou de très nombreux problèmes d'intégration » et que « ceux qui oublient l'ordre public ne sont que quelques centaines ». Le rétablissement de l'ordre serait donc nécessaire pour une bonne intégration des harkis « qui le veulent », au sein de la communauté nationale.

M. Bianco a par ailleurs déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention d'aller au-delà des vingt-cinq mesures annoncées le 17 juillet. Il a également précisé les modalités et le contenu des mesures. Pour aider les harkis « à accéder au droit commun », « des entreprises d'insertion sont mises en place » dans tous les départements concernés, et quatre cents emplois, financés à 50 % par l'Etat, seront disponibles. Des crédits seront ouverts pour le démantèlement des familles de harkis. Enfin, des « écrits publics » seront mis à leur disposition afin de les aider à mieux connaître leurs droits et à remplir les formalités nécessaires à leur application.

V. S.

La réforme du scrutin régional est étudiée à Matignon

La réforme du mode de scrutin pour les élections cantonales et régionales est étudiée de très près à l'Hôtel Matignon et dans les ministères concernés. Relancé par le président de la République, au cours de son entretien télévisé du 14 juillet, le débat sur la réforme électorale devrait être évoqué au cours du déjeuner qui réunira notamment le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, et le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, lundi 5 août, autour de

M^{me} Edith Cresson. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Jean Auroux, a déclaré, jeudi 1^{er} août, qu'il n'est pas scandalisé d'actualiser certains modes de scrutin.

Dans un entretien publié vendredi par *le Figaro*, le numéro deux du PS, M. André Billardon, revient à la charge en estimant que les modes de scrutin actuels, pour les élections régionales, cantonales et sénatoriales, « ne sont guère conformes à la double exigence que recouvre la démocratie : l'exigence de justice et l'exigence d'efficacité ». Admettant qu'en ce qui concerne le PS, le projet de réforme du mode de scrutin « n'a jamais été remis dans les cartons », il s'excuse de la possibilité, pour le gouvernement, de recourir à l'engagement de sa responsabilité (article 49, alinéa 3 de la Constitution) pour faire adopter le projet. « Au nom de quoi le gouvernement s'interdirait-il d'utiliser un article de la Constitution ? » s'interroge M. Billardon.

L'approche des échéances électorales incite le premier ministre à renforcer la cohésion gouvernementale et à faire réfléchir les membres du gouvernement sur les actions à mener dans les six mois qui viennent. C'est à cette fin que M^{me} Cresson a réuni une dizaine de membres de son gouvernement pour un déjeuner de travail à Matignon, jeudi, pour la deuxième fois en une semaine.

P. R.-D.

Les réactions à l'application de la solidarité financière entre les communes

Le maire de Lyon, M. Michel Noir, dont la ville devra contribuer à la dotation de solidarité urbaine (DSU) à hauteur de 28,3 millions de francs (*le Monde* du 2 août), souhaite que cette réforme ne soit pas « gelée aujourd'hui à travers des mesures budgétaires ». « Sinon, et-il ajoute, jeudi 1^{er} août sur TF1, nous aurions été solidaires et, pendant ce temps, l'Etat se serait désengagé ». M. Noir, qui s'était prononcé en faveur de cette loi à l'Assemblée nationale, a exprimé le vœu que « la loi de l'argent que les Lyonnais donnent à la solidarité soit effectivement aux communes bénéficiaires et que le ministre du budget, M. Chassagne, n'en garde pas, au détour, une petite partie pour les besoins de l'Etat ».

De son côté, M. Eric Raoult, député (RPR) de la Seine-Saint-Denis, a déclaré, jeudi 1^{er} août, que la liste des villes bénéficiaires de la dotation de solidarité urbaine et de celles qui devront y contribuer révèle « le caractère approximatif d'une loi bricolée ». Selon M. Raoult, qui avait voté contre le texte, les dotations attribuées sont « largement inférieures » à celles annoncées pendant le débat parlementaire, et la loi « permet à un très grand nombre de villes socialistes, ou élysées initiales, de passer entre les mailles du filet de la contribution ». Il demande une enquête de l'inspection des finances sur les conditions d'élaboration de cette loi et souhaite que les villes « spolées et exclues de la DSU » se regroupent au sein d'une association de défense.

Le préfet du Var refuse les statuts d'une association contre le Front national. — M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, animateur du Manifeste contre le Front national, a saisi M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, le 30 juillet, du refus opposé par le préfet du Var, M. Henri Figues, au dépôt des statuts de l'association départementale du Manifeste, en raison du « caractère tendancieux » de celle-ci. M. Cambadélis juge cette décision « proprement scandaleuse » et demande au ministre de « faire respecter le droit d'association et la pluralité de l'opinion ». Dans un communiqué publié mercredi 31 juillet, le ministre de l'intérieur a indiqué que « le dossier de constitution de cette association a été jugé recevable » et que l'annonce en sera faite « prochainement » par le Journal officiel.

EN BREF

■ CAMBODGE : des officiels américains autorisés à enquêter sur les soldats disparus. — Autorisés pour la première fois à enquêter sur les soldats disparus pendant la guerre du Vietnam, trois officiels américains ont entamé une visite de quatre jours au Cambodge mercredi 31 juillet, a annoncé le porte-parole du Pentagone. Le débat sur la disparition de 2 273 militaires américains a été relancé après la récente publication d'une photographie représentant, selon leurs familles, trois aviateurs portés manquants (*le Monde* du 19 juillet). — (AFP)

■ MOZAMBIQUE : reprise des négociations entre le gouvernement et les rebelles. — Les négociations de paix entre le gouvernement et les rebelles de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) ont repris, jeudi 1^{er} août, à Roroto, à l'ouest du pays, après le ministère italien des affaires étrangères. Organisées à l'initiative des catholiques de la communauté romaine

de Sant'Egidio, les négociations avaient été suspendues en juin.

■ RWANDA : un journaliste condamné à un an de prison. — Le tribunal de première instance de Kigali a condamné à un an de prison le rédacteur en chef du bimensuel indépendant *Isibo*, M. Sixbert Musangamfura, à l'issue d'un procès, jeudi 1^{er} août, de source judiciaire. Le journaliste était accusé de diffamation envers le ministre de l'Industrie et l'ancien secrétaire général du Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND, ancien parti unique).

■ SIERRA-LEONE : référendum sur le multipartisme fin août. — Les Sierra-Léonais se prononceront pour ou contre le multipartisme, lors d'un référendum organisé du 23 au 30 août, a annoncé, jeudi 1^{er} août, la radio d'Etat. Quelque trois millions de personnes doivent prendre part au vote, dont un quart de jeunes qui voteront pour la première fois. — (AFP)

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourmes, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombari, Robert Soit
(adjoints au directeur de la rédaction)

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1934-1939), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1989), André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-39

1, PLACE HUBERT BEAUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

LES CAHIERS DE L'ESPRIT L'ORIENT

L'APRÈS GUERRE

Contre la guerre des cultures

ضد حرب الثقافات

Juin 1991, numéro spécial 95,00 F

212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - TEL. : 481410833

Après les élections de l'Assemblée nationale, la poursuite des troubles en Liban, affirme M. Bianco

Après les élections de l'Assemblée nationale, la poursuite des troubles en Liban, affirme M. Bianco. Le ministre de l'Intérieur, M. Bianco, a déclaré que la situation en Liban reste préoccupante. Il a souligné que les élections n'ont pas permis de résoudre les problèmes de sécurité et de stabilité. Il a appelé à une coopération accrue entre les forces de l'ordre et les citoyens pour faire face aux défis actuels.

réforme du scrutin régional est étudiée à Matignon

La réforme du scrutin régional est étudiée à Matignon. Les responsables politiques ont discuté des différentes options pour améliorer le processus électoral. L'objectif est de garantir une plus grande transparence et une meilleure représentation des citoyens.

Les réactions à l'application de la loi sur la délinquance

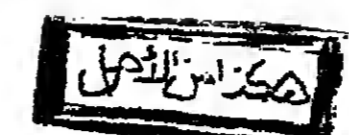
Les réactions à l'application de la loi sur la délinquance. Les citoyens ont exprimé leur satisfaction quant aux mesures prises pour renforcer la sécurité publique. Cependant, certains ont souligné la nécessité de poursuivre les efforts pour éliminer les causes profondes de la criminalité.

La situation en Liban

La situation en Liban reste préoccupante. Les tensions politiques et militaires continuent de peser sur la population. Les autorités appellent à une solution pacifique des conflits en cours.

Appel à l'aide occidentale

Appel à l'aide occidentale. Les dirigeants libanais ont demandé un soutien international pour faire face à la crise humanitaire et politique. Ils ont souligné l'importance d'une intervention rapide et efficace.



MÉDECINE

Nouvelle étape pour les thérapies géniques

Le cancer et l'hypercholestérolémie familiale pourraient bénéficier très prochainement de ces techniques aux Etats-Unis

Cette fois, les scientifiques ont l'air d'y croire sérieusement. Si dans les prochaines semaines, comme c'est probable, la direction du National Institute of Health (NIH) et, surtout, la Food and Drug Administration (FDA) décident de suivre les recommandations qui ont été faites, les 30 et 31 juillet, par le comité consultatif chargé des thérapies au NIH, une nouvelle ère s'ouvrira dans la mise en œuvre des thérapies géniques.

Cette fois, ce ne sont pas des malades atteints d'un syndrome rarissime qui pourraient bénéficier de ces techniques, consistant à modifier le patrimoine génétique de certaines cellules souches en « greffant » dans ces cellules un ou plusieurs gènes, mais bien des patients atteints de maladies aussi répandues que le cancer de l'ovaire ou encore l'hypercholestérolémie familiale.

Le premier avis positif émis par le comité consultatif concerne un projet défendu par le docteur Steven Rosenberg du National Cancer Institute. L'expérimentation que se propose de réaliser ce célèbre cancérologue est la suite logique d'une autre tentative qu'il effectuait actuellement sur deux patients atteints de cancer de la peau (mélanome).

Un « vaccin » contre le cancer

Le 29 janvier, ces malades avaient participé à la première expérimentation de thérapie génique réalisée sur l'homme dans le traitement du cancer, en recevant des cellules souches (lymphocytes) de leur propre patrimoine génétique, modifié au préalable, par un gène assurant la production d'un puissant agent anti-cancéreux, le *tumor necrosis factor*, avait été inséré dans leur ADN.

Cette fois, le docteur Rosenberg se propose d'aller encore plus loin, en essayant, au moyen des thérapies géniques, d'immuniser des patients atteints de cancer contre

leur propre tumeur. En quelque sorte, en les « vaccinant » contre le cancer. L'idée est aussi audacieuse que révolutionnaire. Quel chercheur n'a pas au jour rêvé de trouver un vaccin contre le cancer ?

Le principe est très simple. Le docteur Rosenberg se propose de le mettre en œuvre chez trente patients atteints de cancers du rein, du colon et de la peau arrivés à un stade très avancé. Il consiste, dans un premier temps, à prélever un fragment tumoral et à y insérer ensuite des gènes qui assurent la production de deux substances anticancéreuses, le *tumor necrosis factor* et l'interleukine-2. Dans un deuxième temps, ces cellules cancéreuses au patrimoine génétique modifié sont réintroduites dans l'organisme des patients, où l'on espère qu'elles contribueront à stimuler le système immunitaire en l'incitant à s'attaquer au processus cancéreux.

En mai dernier, à l'occasion du 82^e congrès de l'Association américaine pour la recherche sur le cancer qui avait lieu à Houston (Texas), le docteur Rosenberg avait rendu publiques les grandes lignes de son projet. Il avait, à cette occasion, révélé que des expériences similaires menées chez l'animal avaient donné des résultats très positifs. Et il avait ajouté que si les expérimentations menées sur l'homme donnaient lieu à des succès comparables, on pourrait considérer que l'idée de mettre au point un véritable vaccin contre le cancer devenait « un objectif réaliste pour le vingt et unième siècle ».

De manière plus inattendue, le comité consultatif du NIH a également donné, lundi 29 juillet, son feu vert pour la mise en œuvre de thérapies géniques dans le traitement de formes très rares d'hypercholestérolémie familiale. Il s'agit d'un projet défendu par le docteur James Wilson (université de Michigan) qui se propose d'insérer, chez trois patients atteints de cette maladie, le gène qui assure la formation du récepteur du LDL-cholestérol.

On sait aujourd'hui qu'une augmentation dans le sang du taux de

lipoprotéine de basse densité (LDL) conduit à une athérosclérose accélérée. Une grande partie de l'élimination du LDL cholestérol (appelé aussi « mauvais » cholestérol) du plasma se fait par l'intermédiaire des récepteurs « spécifiques » des LDL situés à la surface des cellules hépatiques. De ce fait, lorsque l'activité de ces récepteurs diminue - ou, a fortiori, lorsqu'elle est quasi inexistante, comme dans le cas des patients du docteur Wilson - du fait de l'existence d'anomalies génétiques ou acquises, le taux de LDL cholestérol dans le sang augmente. Et, avec lui, le risque d'infarctus du myocarde et de maladies cardiovasculaires.

Le temps presse

Dans la plupart des cas - une personne sur cinq cents dans les pays occidentaux - c'est une mutation génétique touchant les récepteurs des LDL qui est à l'origine de cette pathologie. Il peut s'agir d'une forme hétérozygote (moins grave et beaucoup plus fréquente) ou bien d'une forme homozygote, très rare et très grave (puisque les deux gènes sont atteints). Le docteur Wilson propose donc, en se servant d'un virus vecteur, d'insérer le gène normal, qui code pour le récepteur du LDL, au niveau des cellules du foie. Il lui faut donc que les expériences similaires, menées chez la souris, ont permis d'observer une très nette diminution du taux de LDL-cholestérol.

Un autre protocole expérimental a lui aussi obtenu, lundi 29 juillet, un avis positif de la part du NIH. Il concerne le projet du docteur Scott Freeman (université de Rochester, New-York) prévoyant de faire une expérience originale de thérapie génique chez des patients atteints de cancer de l'ovaire. L'idée est d'insérer dans les cellules cancéreuses un gène provenant du virus herpès et qui assure la production d'une pro-

téine dénommée thymidine kinase. Ces cellules doivent ensuite être injectées à seize femmes atteintes d'un cancer de l'ovaire au stade terminal et ne répondant à aucune thérapie. Le docteur Freeman espère que les cellules ovariennes ainsi « traitées » vont devenir sensibles à un médicament antitumoral qui a la propriété d'interagir avec la thymidine kinase.

On est loin de la première tentative de thérapie génique, effectuée le 14 septembre 1990 à Bethesda (Maryland) par les docteurs French Anderson et Michael Blaese sur une fillette de quatre ans atteinte d'un déficit immunitaire très grave causé par un déficit enzymatique en adénosine déaminase (ADA). L'expérimentation avait consisté en l'insertion dans les cellules de la moelle osseuse du gène qui assure la production de cet enzyme. Depuis, cette petite fille va aussi bien que possible, son système immunitaire ne cessant de se restaurer.

Même s'il est vrai que tout reste encore à prouver en matière de thérapie génique - au-delà du problème de son efficacité et de son innocuité, celui de sa faisabilité sur une large échelle reste entièrement posé - on ne peut qu'être stupéfait devant la rapidité des progrès réalisés en quelques mois. Ce qui, au final, il y a peu, de la science-fiction est en passe de devenir réalité. Tout au moins sur le plan expérimental.

En France, où le comité consultatif national d'éthique avait rendu, le 15 décembre 1990, un avis favorable à la mise en œuvre sur l'homme de ces techniques, il n'existe pour le moment aucune structure pour contrôler ces expérimentations. L'Académie des sciences avait proposé, dans un rapport publié le 21 mai, que soit créée une délégation générale chargée du génie génétique, directement rattachée aux services du premier ministre, mais aucune décision officielle n'a pour l'instant été annoncée. Le temps presse, si l'on veut que la France soit un des pays leaders dans ces voies de recherche visiblement promises à un bel avenir.

FRANCK NOUCHI

CATASTROPHES

La Chine meurtrie

Suite de la première page

Même si ce dispositif est visiblement insuffisant et a été affaibli par négligence ces dernières années.

Les témoignages des premiers responsables occidentaux d'action humanitaire autorisés à se rendre dans les zones inondées de Chine orientale paraissent confirmer dans l'ensemble l'ampleur du sinistre. Le docteur Brochu, de Médecins du monde, a fait une description apocalyptique de la situation dans les districts de la province du Jiangsu qu'il a visités, où deux millions de paysans se sont réfugiés sur toutes les hauteurs pouvant émerger d'une étendue d'eau glauque où flottent cadavres de porcs, excréments humains et débris de ce qui fut la vie rurale dans le grenier à riz du pays.

Les autorités, estime-t-il, « ne paraissent pas contrôler la situation ». D'énormes opérations de drainage semblent nécessaires pour évacuer cette eau meurtrière, et rien ne semble avoir été entrepris sérieusement dans ces districts situés près du lac Taïhu. Dans la province de l'Anhui, en revanche, la situation paraissait s'améliorer légèrement depuis le fin juillet grâce à un début de décrue. Dans le Hubei, les autorités assurent avoir drainé 12 milliards de mètres cubes d'eau en vingt jours.

Appel à l'aide occidentale

La situation hygiénique demeure extrêmement préoccupante. Les autorités ont procédé à la création d'un « groupe dirigé sur la prévention des épidémies », peut-être un signe que le déclenchement d'épidémies est en train de se produire. On a signalé, selon les endroits, des cas de malaria, d'hépatites hépatiques, de typhoïde, voire, selon certains témoignages, de peste. Les rats, comme souvent

dans ces circonstances, ont tendance à se retrouver sur les mêmes monticules que les humains au milieu des terres recouvertes d'eau.

Les autorités ont dépêché près de quatre-vingt mille médecins et personnel paramédical à travers les provinces sinistrées. Signe de l'ampleur inattendue de la tâche à accomplir dans les prochains mois.

le gouvernement chinois se paraît plus totalement opposé à ce que des médecins d'organisations humanitaires occidentales apportent une assistance sur le terrain, en plus des habituelles fournitures matérielles. Médecins du monde a proposé à Pékin de prendre en charge la prévention médicale de cent cinquante mille personnes dans un district pendant six semaines. Une équipe de Médecins sans frontières cherche à coordonner, en liaison avec le personnel médical chinois, la distribution de matériel et de médicaments.

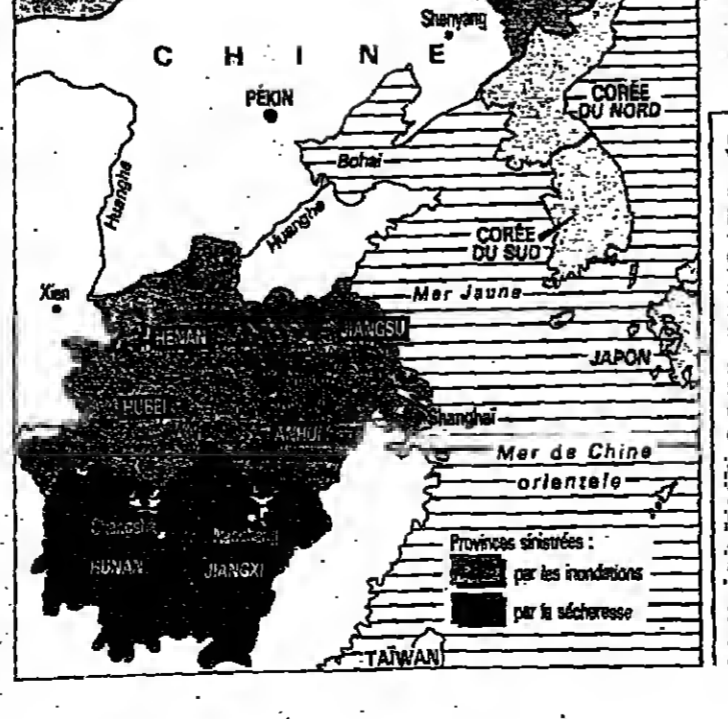
Depuis longtemps, les organisations humanitaires à commencer par les Français, souhais-

saient mener en Chine des opérations de secours sur le terrain. Jusqu'à présent, Pékin s'y refusait souverainement, arguant de ce que son corps médical était largement à la hauteur de la situation, et que l'assistance matérielle suffisait.

Avec encore plusieurs semaines de pluies prévues, le pire n'est peut-être pas encore survenu sur l'ensemble du territoire. Le niveau du plus grand réservoir du Nord-Est, à Fengnan, a dépassé de 2,60 mètres la cote d'alerte le 1^{er} août, s'élevant de 2 mètres en quarante-huit heures, contraignant le premier ministre, M. Li Peng, à lancer un appel spécial aux dirigeants provinciaux pour qu'ils prennent toutes dispositions en vue de préserver la sécurité du barrage et de ses turbines électriques. Le niveau du fleuve Yangzi à Nankin était remonté à sa cote d'alerte après de nouveaux orages.

Les eaux ont déjà fait perdre 5 millions de tonnes de céréales dans l'Anhui et le Jiangsu. Un vice-ministre de l'Agriculture a estimé que la production céréalière de 1991 ne pourrait pas atteindre celle de 1990. Pendant ce temps, dans les provinces asséchées, des milliers d'hectares de culture sont en train de griller au soleil.

FRANCIS DERON



SPORTS

La Grande-Bretagne ne participera pas à la Coupe d'Amérique. Pour la première fois depuis la création de l'épreuve, la Grande-Bretagne ne sera pas représentée à la prochaine Coupe d'Amérique. Le président du Yacht Club de Port-Pendennis a annoncé le retrait de son syndicat pour l'édition 1992 de cette compétition, créée en 1851 par... les Britanniques.

Maradona abandonne le football professionnel. L'ancien capitaine de la sélection argentine et de Naples, Diego Maradona, a annoncé, jeudi 1^{er} août, sa décision « irrévocable » de quitter le football professionnel. Maradona est suspendu jusqu'en juillet 1992, pour avoir consommé de la cocaïne.

URBANISME

Paris doit réviser partiellement son POS

Le tribunal administratif, en annulant deux permis de construire, par des jugements en date du 14 mai et du 20 juin, a obligé la mairie de Paris à réviser une nouvelle version d'un article du plan d'occupation des sols (POS). Dans ces décisions, concernant des constructions d'immeubles dans le XV^e arrondissement, le tribunal a en effet estimé que l'article UH.15 du règlement annexé au POS de la capitale ne définit pas de manière suffisamment précise les raisons d'architecture et d'urbanisme permettant l'octroi de permis de construire « en surdensité » du POS.

Autrement dit, une construction ne peut dépasser le coefficient d'occupation de sols (COS) prévu par le code d'urbanisme sans une bonne justification. En attendant le nouveau texte, les permis de construire accordés « en dépassement » sont gelés : une trentaine de chantiers seraient concernés.

AUTORISATIONS DE SÉJOUR

La France a admis plus d'immigrés en 1990 qu'en 1989

Selon le bilan de l'Office des migrations internationales (OMI), publié mercredi 31 juillet, le nombre de nouvelles autorisations de séjours est passé de 108 779 en 1989 à 113 661 l'année dernière. Les demandes de permis de travail permanent ont connu la plus grande progression : on en comptait 108 778 en 1990 contre 9 260 en 1989, soit 58,2 % de plus.

Viennent ensuite les autorisations provisoires de travail, avec 24,6 % d'augmentation ; puis le regroupement familial (+ 6,8 %). Seul le nombre des arrivées de travailleurs saisonniers a régressé de 5,8 % (61 888 en 1989, 58 249 en 1990). L'OMI d'Europe part, décompte de 2 508 infractions concernant l'emploi irrégulier, soit 41,4 % de plus qu'en 1989.

COMMUNICATION

Succès d'audience de la Grande Boucle

Les annonceurs et les sponsors veulent adapter le Tour de France aux exigences de la télévision

Le Tour de France cycliste, et notamment son arrivée à Paris, constituent une bonne affaire pour la chaîne qui détient l'exclusivité de sa couverture pour la France. Ainsi, dimanche dernier, jour de l'arrivée de l'épreuve, Antenne 2, l'heureuse détentrice de ce droit jusqu'à la fin de 1992, a attiré 5 millions de téléspectateurs, soit 53,3 % de part d'audience selon l'institut de sondages Médiamétrie. Aux mêmes horaires, TF1 se réalisait 29 % de l'audience, tandis que les autres chaînes se partageaient les miettes restantes. Pendant toute la semaine, précédant le sprint final, le Tour a d'ailleurs permis à Antenne 2 d'atteindre 29,1 % de part d'audience, ce qui est un record pour une chaîne de TF1 (37,1 % de part d'audience en moyenne).

Le téléspectateur type du Tour de France, toujours selon Médiamétrie, est plutôt un homme (58 %). Majoritairement âgé de plus de cinquante ans (64 %), il est souvent inactif (83 %) et appartient aux catégories socio-professionnelles employées-ouvriers. Les cadres ne sont en effet que 17 % à regarder les reportages sur le Tour de France qui émaillent la journée.

Le succès de cette épreuve sportive de renommée mondiale suscite donc les envies des télévisions et des annonceurs. En plus d'Antenne 2, la Société du Tour de France - une des entités du groupe de presse Amaury, qui publie notamment le quotidien sportif *L'Equipe* - a conclu des contrats d'exclusivité pluriannuels avec de nombreuses télévisions étrangères : l'américaine ABC, la japonaise NHK, l'australienne SBS, la colombienne RCN, la sud-africaine MNET, etc., sans compter les trente-cinq télévisions membres de l'Union européenne de radiodiffusion.

Pour la France, la direction de la Société du Tour de France certifie n'avoir pas encore été saisie par d'autres télévisions pour le nouveau contrat à partir de 1993, mais on sait que toutes s'y intéressent, dit M. Jean-Marie Leblanc, directeur des compétitions.

Les annonceurs, et particulièrement les parrains, arrivés eux aussi par les scores d'audience qu'atteint l'épreuve, ont davantage dévoilé leurs stratégies. Certains d'entre eux ont demandé aux organisateurs du Tour de retarder l'arrivée de l'épreuve, située traditionnellement dans l'après-midi, et de la placer vers 19 heures 30, afin de bénéficier du fort taux d'écoute de cet horaire de prime time. L'un des plus importants parrains du Tour, le Crédit lyonnais - qui lui consacre 15 millions de francs - en a fait officiellement la demande, en son nom propre ainsi qu'au nom de deux autres gros sponsors, Fiat et Coca-Cola.

La banque a esquivé un refus. Pour la Société du Tour de France, ce refus est d'abord motivé par une raison déontologique : « Nous ne voulons pas mettre une épreuve sportive sous la tutelle des sponsors, nous voulons d'abord privilégier le sport », note M. Leblanc, pour qui « la question

des sponsors n'est pas neuve mais prend un relief particulier avec la guerre des taux d'audience entre télévisions ». Son refus s'explique par trois autres arguments : un déplacement d'horaires perturberait la vie des coureurs, qui ne pourraient se reposer et se faire masser que tard dans la soirée, ainsi que celle de leurs accompagnateurs. De surcroît, retarder l'arrivée du Tour équivaudrait à privilégier les médias audiovisuels au détriment de la presse écrite, « qui a toujours été intimement liée à l'épreuve ». Enfin, les spectateurs ne seraient pas forcément d'accord.

Les sponsors ne désarment pas. Pour M. Luc Derieux, responsable du sponsoring au Crédit lyonnais, « il s'agit de faire une expérience ». Selon lui, il suffirait pour ne pas gêner les coureurs d'expérimenter ces nouveaux horaires lors d'une épreuve de prologue qui ne se court que sur huit kilomètres, et le samedi. Quant à privilégier la télévision, M. Derieux estime que les matchs de football, qui se jouent en soirée et devant les caméras, n'empêchent pas les journaux d'en faire le compte rendu. Mais le Tour de France n'aurait-il pas son « ailette » ?

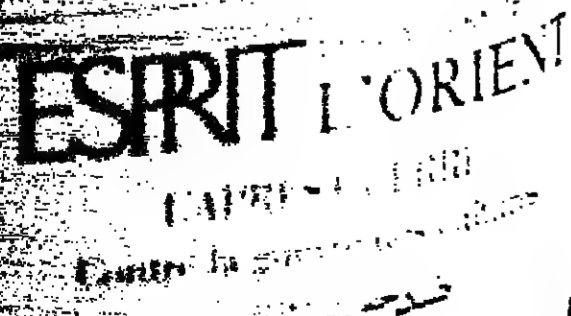
YVES-MARIE LABÉ

Une firme américaine s'attaque au monopole d'Intelsat

La société privée Alpha Lyracon Satellite Communications vante-t-elle parvenir à concurrencer sérieusement l'organisation internationale de communications par satellite Intelsat ? En annonçant, mercredi 31 juillet, avoir passé commande de trois satellites au constructeur Hughes Communications, pour un prix de plus de 300 millions de dollars (plus de 1,5 milliard de francs), la firme privée américaine a manifesté son intention d'établir un nouveau réseau de communications internationales par satellite, baptisé ORBX, dès 1994.

Créée en 1964 pour gérer les liaisons téléphoniques internationales, l'organisation Intelsat (regroupe plus de cent pays du Nord et du Sud et exploite plus d'une douzaine de satellites. Malgré la décision, prise en 1985 par M. Ronald Reagan, d'autoriser la libre concurrence dans ce domaine des communications internationales, Intelsat dispose encore d'un quasi-monopole sur les liaisons internationales. - (UPI)

L'ESA reprend le contrôle du satellite Olympus. L'Agence spatiale européenne (ESA) a réussi à reprendre le contrôle du satellite expérimental de communications Olympus, avec lequel le contact avait brutalement été interrompu le 29 mai. Lancé en juillet 1989 pour transmettre les programmes de télévision de la BBC (Grande-Bretagne) et de la RAI (Italie), le satellite européen dériva, depuis plusieurs semaines, sur son orbite géostationnaire.



CULTURE

MUSIQUES

Passages

Le Mali et l'Iran au Festival Paris Quartier d'été

La pluie avait surpris les Dogons dans les jardins du Luxembourg. Les pieds dans l'eau, les yeux au ras des parapluies, un public d'humour moyenne priait bruyamment les grands du premier rang de s'asseoir sur les chaises détrempées. Objectif : apercevoir les danses en rond des dix-neuf danseurs maliens descendus des falaises de Bandiagara pour une tournée hexagonale commencée il y a un mois au Festival d'été de Nantes, sous la pluie.

Au centre du cercle pas tout à fait magique du kiosque du Luxembourg, Sorry Bamba, musicien et chanteur, compère de Salif Keita, Kanti Manfila, qui s'en fut puiser il y a deux ans l'inspiration d'un nouvel album (*Sigat, Coblé/Fnac Music*) dans les rites animistes des Dogons.

S'il possède la clé des secrets dogons, le Malien d'origine bantou qui fut longtemps le directeur de l'Orchestre de Mopti et l'ami des hommes des falaises, ne la livre aucunement, se contentant d'un rôle discret de meneur de jeu désinvolte. Sans intention de viol de l'étrange cosmologie dogon, le spectateur qui l'a vu à Paris aurait bien voulu comprendre le minimum de la signification des masques, des figures de danse, de la gestuelle et des chants. Il est reparti avec l'idée qu'il y a bien là quelque chose de guérison, de geste, d'envoûtement, que la troupe est bien sympathique, mais que les aridités calcaires de l'Afrique lui seynt sans doute mieux que les maronniers du Luxembourg.

Même problème de compréhension au Théâtre Renaud-Barrault, où les marionnettes iraniennes, les *kheymah shah bazi*, « jeu de ténis

du noir », du maître Ahmad Khamsei, arrivaient d'Avignon. Le charme de ces poupées à deux fils et à quatre mains est indéniable, mais la pièce est jouée, bien entendu, en farsi.

Pour ne point s'assombrir, il convient donc de se laisser bercer par la musique. Celle de la langue persane, avec ses « a » graves et emphatiques, ses accents gutturaux et ses sons chuintés. Celle des deux musiciens postés de part et d'autre du rideau à grosses fleurs, un joueur de *kamanché*, le seul instrument à archet utilisé dans la tradition iranienne, et un percussionniste, qui frappe le *zarb* en même temps qu'il mène le dialogue entre les personnages, chasse le guignol, un concurrent noir et mal élevé, éclatant et gouailleur dans son costume rouge, Mobarak, un valet aux origines incertaines, éthiopiennes vraisemblablement.

Mélodie persane en pas double

Mobarak est l'homme à tout faire du harem de Salim Khan, roi du Yémen. Il prépare les noces du prince Farrok Khan et tombe amoureux de Mademoiselle Aéroplane, une chanteuse au visage sans voile qui se transforme en sorcière pendant la nuit de noces. Mobarak parle de travers, le contenu ténit de lui enseigner la bonne prononciation, le poursuit d'un mini-fouet de bant en bas de la petite scène.

Dans l'ombre, le *morshed*, le meneur de jeu, Ahmad Khamsei, gratifie les protagonistes, manipule par un comparse bon enfant et virtuose, de voix de fausset grâce à un petit sifflet glissé sous la lan-



Princes iraniens et rois aux allures de tar

gue. Cheval fougueux, jongleurs, chanteurs de femmes aux foulards multicolores, princes iodiens et rois aux allures de tar de toutes les Russies balaissent une comédie improvisée - où les marionnettes, quatre hommes déjà mûrs, se divertissent visiblement devant une mariée enceinte, le pet d'un cheval - ponctuée de piques lan-

cées à la politique et à l'argent. Le joueur de *kamanché* laisse dériver la mélodie persane en pas double, le temps d'en rire, Mobarak s'évanouit, une jolie blonde (la mariée) batonne son fiancé, une Mercedes-Benz démodée fait des tours de piste en klaxonnant bruyamment, les athlètes du *zurhaneh*, la gymnasti-

que populaire, font la pyramide sur un bâton.

Théâtre en miniature né dans les ruelles qui bordent le Bazar de Téhéran, le *kheymah shah bazi* est allé au Festival de marionnettes de Charleville-Mézières en septembre dernier. La troupe tourne depuis trois ans de l'URSS à l'Italie, fait peu commun dans un Iran resté fermé à l'étranger jusqu'au début de 1991. Elle le doit à la bonne image du genre véhiculée par le Festival de marionnettes de Téhéran, créé en 1968, perdu pour cause de révolution islamique, sauvé des eaux en 1989, et qui a permis à des groupes italiens, brésiliens, ou vietnamiens de franchir les frontières iraniennes avant tout le monde.

Paris Quartier d'été a su profiter des retombées de la programmation persane d'Avignon, patiemment construite en Iran par Soudabeh Kia, iranienne de Paris, longtemps *personne non grata* en terre d'islam chiite. Elle y a retrouvé les rudes musiciens kirdes et les joyeux drilles d'Azerbaïdjan, avec leur *tanbur*, un luth à trois cordes, leurs *saz* à long manche, leurs chants brochés et farouches, qui s'arrêteront dans les jardins du Luxembourg, ultime pause avant retour.

VÉRONIQUE MORTAGNE

► Kiosque à musique du Luxembourg : Deriviches du Kurdistan, du 2 au 8 août ; Ménestrels d'Azerbaïdjan, du 6 au 8 août. A 18 heures, entrée libre. Théâtre Renaud-Barrault : Théâtre de marionnettes *kheymah shah bazi*, jusqu'au 8 août, à 21 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-58-80-70.

Montpellier-les-Musiques

Suite de la première page

Le public suit-il ? Seuls les concerts de musique ancienne, donnés dans l'église Saint-Mathieu (trois cents places), et les concerts de jazz donnés dans la cour des Ursulines (huit cents places), attirent, certes, beaucoup de monde, mais la programmation de Didier Alard sort plus pointue et difficile (cette année, musique du Moyen Âge et de la Renaissance) et celle d'André Francis plutôt banale dans l'ensemble.

Les programmes symphoniques, les opéras, les récitals programmés dans la cour Jacques-Cœur (mille trois cents places), au château d'O (huit cents places), dans la salle Pasteur (sept cents places), dans l'Opéra-Berlioz (deux mille places) et en décentralisation dans les villes de la région, ne le sont quasiment jamais, malgré des prix de places plutôt raisonnables (si on les compare à ceux qui sont pratiqués couramment dans d'autres festivals). A Montpellier, les auditeurs paient un maximum de 190 F pour l'opéra et peuvent entendre un grand orchestre pour 110 F - pour 65 F s'ils sont étudiants, s'ils ont moins de vingt-cinq ans, s'ils sont titulaires de la carte Verucol ou inscrits à l'ANPE.

Arithmétiquement, on pourrait

démontrer que le Festival de Radio-France et de Montpellier est un échec public, même si le nombre de places vendues a progressé de 10 à cette année par rapport à l'an dernier (le chiffre de 55 000 sera dépassé), même si la recette a fait un bon de 200 000 F. Il suffirait de diviser les places vendues par la centaine de concerts organisés, de constater que Guyon Jones et de l'Orchestre philharmonique de Radio-France ont attiré peu d'auditeurs malgré leur programme splendide (*Cippus ferulis*, un tombeau de Gabriel Fauré composé par Florent Schmitt, *Erwartung* de Schoenberg et la *Quatrième symphonie* de Brahms), de s'appuyer sur les faibles ventes pour Kanti Nagano, qui était à Montpellier le *Mystère de l'Instant*, d'Henri Dutilleul et donnait la *Quatrième* de Mahler, ou pour Jean-Claude Casadesu et Jean-François Heisser, qui assurent la création française du *Concerto pour piano* de Max Reger... crée en Allemagne en 1910.

Mais que veulent dire les chiffres si on ne les met pas en perspective avec ce qui se produit ailleurs (et notamment à Paris, où de nombreux concerts connaissent une baisse de fréquentation alarmante), avec le nombre d'habitants de

Montpellier et de la région, avec la politique musicale menée le reste de l'année à l'Opéra dirigé par Henri Maier, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier qui vient de Koeing et par celle des Solistes de Moscou de Yuri Bashmet qui viennent de s'installer dans l'Eurocié (1) ?

La confiance retrouvée

Qu'expriment les chiffres si l'on omet de préciser qu'un auditoire estimé à 700 000 personnes peut capter les concerts sur France-Musique ou France-Culture, partenaires à part entière du festival ?

Montpellier et son district comptent environ 350 000 habitants auxquels il faut ajouter 55 000 étudiants. Combien de villes françaises peuvent se mesurer à la programmation musicale et à celle de Montpellier ? Dirigés par Pierre Médéric, l'Opéra et l'Orchestre philharmonique de Nice (330 000 habitants) font aussi bien dans un climat empoisonné (pour combien de temps ?). Mais Marseille (900 000 habitants), Rouen (220 000 avec sa banlieue), Rennes (210 000), poins noirs, parmi d'autres, de la carte de France musicale, ont beaucoup à faire dans ce domaine. Et ne se pressent pas.

D'octobre à fin juin, l'Opéra de Montpellier draine un public nou-

breux pour des productions d'un remarquable niveau artistique (250 F la place la plus chère). Repris en main par René Koeing, l'Orchestre philharmonique retrouve confiance, même si, au jour le jour, la collaboration avec le « patron » n'est pas toujours sans nuages. Une dizaine de musiciens sont partis jouer ailleurs ou ont pris un congé sans solde. Ceux qui restent se partagent entre attentisme, rogne à cause d'un planning de travail plus fourni que du temps où Cyril Dieckering les dirigeait (en réalité, Koeing exige que les beaux duos soient effectivement travaillés) et reconnaissance pour un directeur général qui invite des chefs d'orchestre, des solistes qui savent les faire travailler.

L'Orchestre de Montpellier n'est certes pas encore la formation de room international vantée par M. Fréche. Mais bien gérés musicalement et administrativement, ses musiciens peuvent prétendre à une qualité supérieure à ceux qui sont partis sont remplacés par des instrumentistes de haut niveau et si un chef d'orchestre-directeur musical vient s'installer à demeure : il en est sérieusement question.

L'Orchestre fait aujourd'hui appel à de nombreux remplaçants. Koeing sait que l'on ne bâtit pas une formation avec des intérimaires, mais il a hérité d'un ensemble déséquilibré (trop de bois, pas assez de cordes) et exige de recruter des instrumentistes de haut niveau tout en creusant l'idée de porter sa formation à quarante-dix musiciens. Or Montpellier n'a pas des moyens illimités : sur les 33 millions de francs du budget de l'Orchestre, 27 millions sont à la charge de la ville et du district, 8 millions à celle de l'Etat. Le conseil régional, présidé par M. Jacques Blanc, ne donne pas un centime (il n'est pas plus généreux avec l'Opéra qui

fonctionne avec un budget de 55 millions de francs, dont 10 % sont versés par l'Etat : drame de la décentralisation lorsque les politiques se s'accrochent au passé. Entre l'Opéra et la saison symphonique, l'Orchestre se produit environ soixante fois, devant des salles comblées, nous a-t-on dit. L'Orchestre qui avait mille sept cents abonnés en 1987 en a aujourd'hui trois mille. Faut-il rappeler que Montpellier était un ancré d'existence, Montpellier a ainsi pu faire découvrir des œuvres rares de compositeurs réputés en dens l'ombre (2). Une politique d'exhumation qui fait parfois des émules puisque *Lodoliska*, un opéra de Cherubini donné à Montpellier, a été repris, mais à la Scala de Milan par Riccardo Muti, convaincu par l'encouragement de Radio-France qui lui avait envoyé René Koeing.

ALAIN LOMPECH

CINÉMA

Portrait de l'artiste sans son art

Un documentaire sophistiqué pour ne rien dire de la vie d'une grande figure de la musique noire

LISTEN UP, THE LIVES OF QUINCY JONES d'Ellen Weissbrod

Voilà un film qui dure presque deux heures au cours desquelles pas un plan ne donne l'impression de durer plus de trois secondes. Voilà un film - consacré à un musicien dont la carrière va du be-bop au rap, dont les accointances vont de Nadia Boulanger à Ice-T en passant par Dizzy Gillespie - qui ne donne jamais à écouter plus de huit mesures d'affilée. Voilà un film qui énuise le spectateur bien avant que le malheureux n'ait idée de quoi il retourne.

C'est pourtant un beau sujet. Quincy Jones, avec son sourire désarmant, sa tête de séducteur et son indépassable réserve de talents. Né dans un ghetto de Chicago, élevé dans une petite ville du Midwest, il n'a échappé à la prison que grâce à la musique. Il est devenu une figure mineure du mouvement boogie (trompettiste compétent ou enchanter, selon les témoignages recueillis pour le film), il est parti en Europe où il a étudié avec Nadia Boulanger. Puis il est revenu à New-York pour travailler dans une maison de disques, est parti pour Hollywood

THÉÂTRE

Des enfants sous l'orage

Sur scène vingt-cinq enfants et deux comédiens : surprenant

VERS LE SUD EN NOVEMBRE au Théâtre Renaud-Barrault

Ils sont petits ou grands, plutôt petits, disons à vue de nez de sept à treize ans, perdus quelque part sur une plage de sable blanc, juste avant et juste après un orage comme seul l'été sait encore les le vanter. Ce qu'ils cherchent, c'est de l'eau, pied ou en trottinette, en marchant ou en courant, par petits groupes apparemment rivaux, les filles d'un côté, les garçons de l'autre, ceux-là plastronnant, celles-ci minaudant ou menaçant. Ils cherchent de l'eau.

Assouffis, certes, mais joueurs (ce sont des enfants). Tout est bon : un rocher qui s'effrite miraculeusement, toutes sortes de récipients en zinc ou en plastique, des planches qui, de brique et de broc, finiront malgré tout par ressembler à un bateau... Un bateau pour partir loin, comme le veut ce garçon, adulte déjà, sorte de chef de bande, ou encore cette jeune femme, adulte elle aussi, qui paraît vouloir quitter une vie tarabustante que sa petite fille ne réussit pas à rendre plus légère.

On parle français dans l'ensemble mais aussi des langues inconnues, venues du grand sud, l'Afrique, ou de l'est lointain, l'Asie, véhiculées par de jolies bouches noires et jamaïques. On parle de l'eau, de là où elle est, l'eau, cachée, dissimulée puis omniprésente quand éclate la tempête. Ensissement enfin en vagues déferlantes qui viennent lécher le flanc du navire de la grande promesse.

Entre écologie et fraternité

Ils sont vingt-cinq enfants et deux comédiens rassemblés à Saint-Etienne dans son atelier itinérant, un peu à la manière d'Armand Gatti, par une femme peu connue et pourtant précédée à Paris par une rumeur flatteuse, Christiane Vercol. Certaines rumeurs ont un fondement. Dans la bonne tradition du théâtre d'images (Strehler-Chéreau-Wilson), avec évidemment des moyens beaucoup plus limités, elle compose une sorte de ballet d'autant plus réjouissant qu'il est interprété par ceux qui ne sont d'ordinaire que les auxiliaires touchants de la représentation théâtrale. Le décor (Silvio Crescoli), les lumières (Michel Theulé) sont impeccables. La musique, vient rejoint le jazz-rock leurrement en voie de disparition, est contestable. Ce n'est pas grave.

Avec certainement une infatigable patience, Christiane Vercol a composé une histoire, entre écologie et fraternité, dont les héros sont des enfants. Elle s'adresse donc à eux, bien sûr, mais aussi à nous qui l'avons été sans avoir eu la chance de la rencontrer. Paris Quartier d'été avait décidé de nous surprendre. Vers le Sud en novembre surprend.

OLIVIER SCHMITT

► Jusqu'au 3 août au Théâtre Renaud-Barrault. Tél. : 40-28-40-33.

Bizet inédit

souhait de Bizet. C'est, à quelques détails près, celle qu'il a dirigée le 1^{er} août, au Corum de Montpellier. Cet opéra n'est pas un chef-d'œuvre impérisable, mais le rapacité avec laquelle les scènes s'enchaînent, les airs et ensembles nombreux et réussis (certains, comme celui de Maria au début de l'acte IV, sont dignes d'anthologie), des chœurs enlevés, superbement écrits, font oublier la lettre d'un endroit en plus d'un endroit, même si son afflétité dramatique est indéniable (*« Rends-moi mon père, rends-moi mon frère, et ma chère mère et mon pays »*).

La distribution réunie sur la plateau du Corum pour cette exécution de concert était dominée par Michèle Lagrange. Son engagement dramatique, la beauté de ses phrasés, son timbre lumineux, ses contre-ut lancés au public, sont une bénédiction pour le rôle de Maria qu'elle défend avec son grand air habituel. Magnifique soprano en vérité, vraiment

sous-estimée. Anne-Sophie Schmidt tient le rôle du jeune Bulgare, avec une belle musicalité, une voix splendide. Les trois basses (Philippe Rouillon, Ivan, Lionel Sarrazin, Yvonne) et surtout Jean-Marc Lobel, Tarrérouk sont à oublier. Vieux style, voix usées ou métalliques.

Héros de la soirée, le jeune ténor Daniel Galvez-Vallejo chante trois rôles. Les deux premiers rôles pour lesquels il a été engagé, plus celui d'Igor, Bernard Lombardo ayant déclaré forfait à cause de l'air conditionné du Corum.

Galvez-Vallejo a appris ce rôle en vingt-quatre heures. Si la public n'avait pas été prévenu, il n'aurait pu s'en rendre compte. Quel musicien à la voix souple, à l'expression intense, au timbre clair. Le contraire d'un hurleur. Dirigé par Howard Williams, l'Orchestre de Montpellier n'est pas au meilleur de sa forme. Les chœurs préparés par Catherine Allion rachètent tout.

A. L.

S A

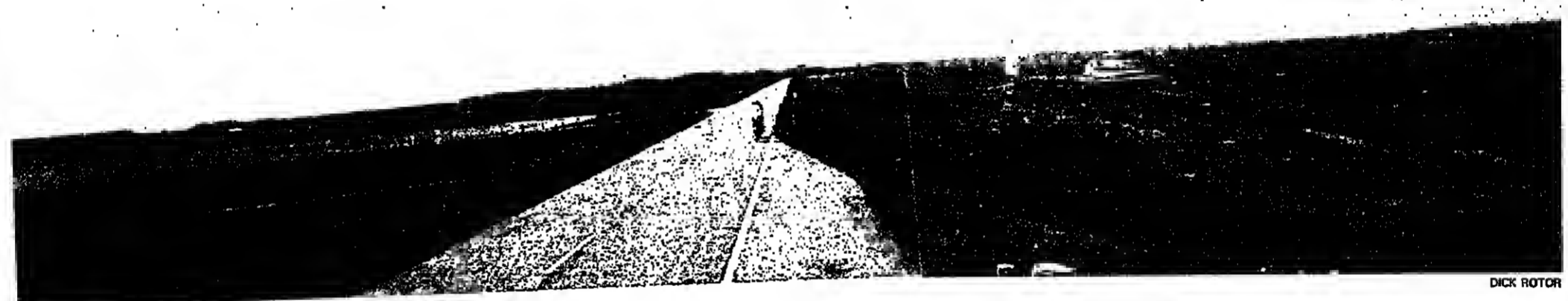
Flevolan

سكنس

Le Monde

S A N S V I S A

THEATRE
Des enfants
sous l'orage
VERS LE SUD
EN NOVEMBRE



DICK ROTOR

Flevoland, province de la dernière terre

Douzième province des Pays-Bas, le Flevoland a mis plus de soixante ans à gagner son combat contre le Zuiderzee. En trois polders représentant 1 500 kilomètres carrés, ce territoire gagné sur les eaux offre les terres les plus performantes à l'agriculture et un emplacement de choix à ce qui doit devenir la quatrième ville du pays.

AL'INTÉRIEUR du large cercle de buis taillés, les tombes sont claires, parfois presque fondues dans la pelouse vive, leurs empreintes rendues visibles par la plantation de fleurs au pied d'un arbuste au chevet (bouleau ou cypripède) remplaçant parfois l'indivisible cypripède. Les stèles sont discrètes. Sous les feuillages les plus fournis, la plus ancienne date est marquée la date du 27 octobre 1977. Un an après que soient arrivés les premiers habitants dans la ville qui l'entoure, Almere Haven (Almere-Port), nouvelle ville (et ville nouvelle) des Pays-Bas, tout entière surgie d'une vaste terre nouvellement gagnée sur les eaux : le Flevoland.

Toutefois, avant d'être celle d'une naissance, l'histoire du Flevoland est celle d'un interminable affrontement conçu par une mise à mort impitoyablement programmée. Au cours des siècles, l'ennemi, subtil, mobile, n'a cessé de changer de forme et d'identité, soucieux d'un seul objectif : accroître sans cesse son espace. Il y a deux mille ans, sous le nom de Flévo, c'est un lac qui occupe modestement la place entre la Vecht et l'IJssel. L'époque carolingienne le trouve grand, qui se fait appeler Almere. Au Moyen Âge, un raz de marée lui procure l'envie du grand délinquant : le voilier devenu Zuiderzee (mer du Sud), poche de la mer du Nord, lieu du plus intense trafic maritime du moment en Europe, autant que menace souvent exécutée d'inondations meurtrières. A la fin du siècle dernier, élaborés notamment par le docteur Cornelis Lely, ingénieur, puis ministre des travaux publics, des plans sont prêts pour contraindre par la force le Zuiderzee, et offrir à terme des terres durables à une région pacifiée. La condamnation est signée par la reine Wilhelmine le 16 septembre 1913, dans le discours du trône : « Je

pense, dit le souverain, que le temps est venu d'ériger un barrage sur le Zuiderzee et de le drainer. Cela améliorera la gestion de l'eau dans les provinces environnantes, accroîtra la superficie des terres disponibles et conduira à une croissance permanente de l'emploi ». Soixante-cinq années seront nécessaires pour mener à son terme l'essentiel de l'affaire, et faire disparaître des cartes jusqu'au nom de Zuiderzee, dissous au nord du barrage dans la Waddenzee (mer des Gués) et au sud dans les eaux douces d'un nouveau venu aussi poli que sans histoire : l'IJsselmeer (lac d'IJssel).

L'homme du bon docteur Lely s'appelle le polder : une invention vieille comme le monde (comme Sumér), développée en Frise dès le neuvième siècle, et dont les Néerlandais ne se sont pas contentés de léguer par écrit le nom avec leur savoir-faire au monde (il se comprend à Zanzibar, en Corée, en Roumanie ou en Gironde), puisque, parmi les deux tiers d'entre eux supposés vivre au-dessous du niveau de la mer, nombreux sont ceux qui occupent un de ces espaces dont l'eau, le plus souvent après avoir été endiguée, est pompée et rejetée, le terrain, asséché après drainage, étant livré au bon vouloir des hommes.

Au royal avertissement, le Zuiderzee répond par de nouvelles inondations en 1916. Alors - et simultanément à l'endiguement au nord-ouest du polder de Wieringermeer (20 000 hectares seront asséchés en 1930), - le barrage du nord de 30 kilomètres qui doit anéantir l'insolent est mis en chantier. Dans son Zuiderzee (ou Terre nouvelle), le cinéaste Joris Ivens chantera sur une musique de Hanns Eisler le courage des hommes et la vaillance des eaux, jusqu'à l'insoutenable finale, lorsque se reforme en 1932, dans un ultime bouillonnement, le tombeau d'argile. Façonner les terres sur d'aussi gigantesques espaces apparaissait comme la preuve que l'on pouvait opérer de même avec les hommes, et qu'une humanité nouvelle, guidée par la raison et appuyée par la technique, allait surgir des espaces conquis. En attendant, l'ouvrage protégerait l'humanité tout court, son coût énorme se verrait remboursé en une nuit, le 1^{er} février 1953, lorsqu'il résistera victorieusement aux assauts de la mer du Nord qui provoqueront 1 835 morts au sud, dans la zone moins bien défendue du delta.

Le Zuiderzee évanoui, les terri-



toires d'une superficie jamais vue, qui vont permettre au Pays-Bas d'accroître de près de 5 % la surface nationale, tombent les uns après les autres. Le polder du Nord-Est apporte 48 000 hectares en 1942, celui du Flevoland oriental 54 000 hectares en 1957, celui du Flevoland méridional, enfin, est conquis en 1968, après six ans d'efforts pour endiguer ses 43 000 hectares, mais seulement huit mois (temps record) pour pomper les 1,4 milliard de mètres cubes d'eau qu'il contient. La réalisation du quatrième prévu, le Markerwaard, au nord-est d'Amsterdam, sera repoussée sine die.

La mot asséchement ne doit pas laisser penser que les terres nouvelles en sont quittes avec l'eau, comme elles le sont, rapidement, avec le sel. On ne peut en effet songer à les aménager et les cultiver qu'asséchées jusqu'à 1 mètre ou 1,50 mètre de profondeur. Une culture de roseaux la première année contribue à l'assainissement, avant de passer à la luzerne, au colza, puis enfin au blé et à la betterave. Cinq ans de soins avant de laisser faire le fermier, le bâtisseur. Encore convient-il de drainer sans fin le sol, collectant les eaux amenées dans des canaux de plus en plus larges jusqu'à la station de pompage qui les rejette quelques mètres plus haut, dans le lac d'IJssel, puis, de là, les fait passer dans la mer des Gués à marée basse, par les écluses de la digue du nord.

Lorsque, après avoir été plantés,

der. Villages comme habitat seront empreints d'un traditionalisme prudent, à l'exception de Nagke (1948), toits plats et larges espaces, inspirés des principes du mouvement De Stijl et dont l'ouverture sur la campagne n'a pas suffi pour emporter le cœur paysan.

Au villageur non averti, le polder du Nord-Est peut sembler aujourd'hui sans âge. Ses lignes droites apparaissent comme uoe de ces fantaisies que s'offre depuis toujours la nature lorsqu'elle se prend à singer les hommes, et les arbres qui bordent les routes surplombent de quelques années, comme n'importe où, le passant. Dans ses habits de saison, la terre ne regarde qu'elle-même, et il faut, à l'ouest, aller escalader 5 bons mètres de digue au milieu des moutons qui l'entretiennent pour découvrir dans le vent répété le plus constant du bas pays qu'il existe là-haut cet autre horizon sans vis-à-vis qu'offre le lac.

Dans ce polder, seules Schokland et Urk affectent un âge. Ne serait-ce que pour paraître encore détachées des terres qu'elles dominent de leur hauteur, les îles en mer, elles ont tenu à demeurer îles en terre. Mais si la première s'est rendue avec soulagement, après avoir perdu en mille ans de lutte avec le Zuiderzee les neuf dixièmes de sa superficie, réduite à un étroit monticule muséifié, la seconde, qu'il avait amenée aux premiers rangs des ports de pêche néerlandais, n'a cédé qu'à la condition de conserver le privilège du large pour les 80 % de ses treize mille habitants qui vivent de la mer.

La disparition des eaux salées a amoitié celle des carreaux, des harengs et des crevettes, progressivement remplacés par des sandres, des anguilles ou des brochets, et l'on va désormais à l'éperlan chaque année en avril durant deux ou trois semaines. Mais la pêche en lac n'est guère plus qu'une activité annexe pour les Urkois, dont la flotte, sans cesse renouvelée, de cent vingt-cinq chalutiers opère, depuis la construction de la grande digue, loin en mer du Nord, débarquant sur des côtes rivales un poisson ensuite ramené dans la ville mère par camions. L'enfermement d'Urk n'a fait que rendre ses citoyens plus entrepreneurs : incontestée première pour la pêche, première pour le marché du poisson, feu l'île est aussi première pour la transformation, et 70 % des prises de Belgique et des Pays-Bas passent par sa quarantaine de fabri-

ques. La communauté, jeune, laborieuse, rigoureuse, protestante à 99 %, et qui se rend au temple plutôt deux fois qu'une le dimanche, s'aime point trop à exhiber sa réussite dans les rues étroites, devant les modestes maisons aux pignons accolés où les rideaux blancs abritent le neuf.

Le port continue de dédaigner le polder, considéré tout au plus comme une plate-forme de départ pour les poids lourds réfrigérés qui filent vers Boulogne, Milan ou Barcelone. Le regard d'un œil amusé les douze mille plaisanciers qui s'amarent chaque année, et ne laisse paraître son émotion qu'à l'instant où ses héros de haute mer, après avoir traversé le trop profond lac d'IJssel soutenus par des ballons, viennent, au prétexte de réparations ou de vacances, s'incliner devant leur suzerain et recevoir sa bénédiction pour uoe nouvelle campagne.

La carte du Flevoland ou va pas supporter longtemps le vert monopolistique des campagnes, à peine ponctuée par les touches bleues des eaux. En glissant dans ses dixième et troisième mouvements vers le Sud, vers Amsterdam et vers les années 70 et 80, elle accorde au rouge des routes et des villes des surfaces de plus en plus larges, et le bleu lui-même va s'élargir, exigeant lui aussi ses aires de repos, et non plus seulement des canaux de circulation.

Une disparition bante les esquisses successives du Flevoland oriental qui, outre deux villes (Lelystad et Dronten), prévoyait en 1951, selon les normes retenues pour le polder du Nord-Est, quatorze villages. Ils ne seront plus que dix en 1954, six en 1958, quatre en 1959, trois en 1963, et deux seulement seront réalisés. Les douze autres auront été engloutis par dame automobile, la mécanisation de l'agriculture, la croissance de la productivité (en trente-cinq ans, on est passé d'un homme pour 6 hectares à un homme pour 40 hectares), et par la prise en compte des quotas qui ont conduit les planificateurs à établir la surface moyenne des parcelles à 50 hectares dans le polder sud, contre 25 hectares au nord-est, apportant à ces agriculteurs des revenus à l'hectare parmi les plus élevés d'Europe.

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier
Lire la suite page 11

Pour faire plaisir à Anne



Cela peut être, bien sûr, un plaisir, une joie ; mais il faut bien reconnaître que c'est aussi, souvent, une corvée, que les paresseux ne se résignent d'ailleurs à remplir que le dernier jour, en catastrophe – quand ce n'est pas dans les boutiques « duty free » de l'aéroport. Que ramener à tante Odile ? Qu'acheter pour oncle Georges ? Et pour leurs insupportables moufflets ? Qu'est-ce qui pourrait faire plaisir à Anne ? Que peut-il bien manquer à Roger ?

Le cadeau de voyage est une sorte de tribut symbolique payé par ceux qui ont en la « chance » de partir à ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ont dû rester : c'est une « compensation », si l'on veut, accordée par le voyageur à celui ou celle qu'il n'a hélas ! (ou heureusement) pas pu emmener avec lui. En théorie, ce doit donc être un objet ou une denrée spécifiques du pays visité, et que l'on ne trouve pas – ou fort difficilement – dans le pays d'où l'on vient et où l'on s'apprête à retourner. Avec la fantastique diffusion internationale des objets qui a été la marque de ces deux dernières décennies, remarquons tout de suite – cela peut même fournir une bonne excuse à l'égoïste qui rentre les mains vides – que le champ du cadeau de voyage a eu tendance à se restreindre sérieusement.

Il y a encore dix ans, l'on pouvait ainsi ramener de New-York l'un de ces mythiques blousons américains, comme en portait James Dean, avec col à rayures et inscriptions d'université au dos ; aujourd'hui, Chevignon et les autres y pourvoient abondamment. Même chose en ce qui concerne ces objets utilitaires qui n'existaient en France qu'à prix élevé ou en série limitée : un répondeur téléphonique made in

Hongkong ou un micro-CD-balleur de Singapour demeurent certes des cadeaux appréciés ; mais il faut bien avouer qu'ils n'ont plus la même aura symbolique qu'autrefois. Idem pour le coffret de Lokoums ramené du souk d'Istanbul ou la bouteille d'ouzo que l'on trimbalait dans sa valise de retour de Grèce : ces deux produits hautement « exotiques » se trouvent aujourd'hui dans les rayons de tous les supermarchés de France...

Bien sûr, on peut toujours avoir recours à la catégorie des « objets de souvenir » tarifés : tous ces tee-shirts « I love New York, London, Madrid », ces casquettes illustrées et ponctuées de slogans, ces pierres « certifiées » du mur de Berlin, sans oublier, bien entendu, cette multitude de tours Eiffel, colonnes de Trafalgar ou Maisons Blanches en modèle réduit, sur socle doré, en simili marbre veiné de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, avec des lumières qui éclatent, des nuages en pastels bleus ou roses qui changent avec le temps, des paillettes, des effets de pluie ou de neige, des baromètres, des thermomètres, voire des altimètres (!) encastrés. De ces objets qui, jadis, ornaient les loges de concierges, entre une collection d'assiettes bretonnes et la série complète des poupées de nos provinces, personne, personne ne veut plus.

Seule l'ironie – et encore faut-il qu'elle comporte tellement de degrés que l'objet, de kitsch, passe presque au statut d'œuvre d'art

surréaliste – peut encore en justifier, à l'extrême, l'achat.

PARASSONS ainsi rapidement sur tous les produits « artisanaux » assemblés des pays étrangers, de ceux que l'on trouve détaillés dans la rubrique « achats » des guides de voyage : les statues de Bouddha venant de Thaïlande, les bijoux rapportés du souk de Marrakech, les plaids argentés ou chiliens, les tissus imprimés, bien sûr, les traditionnels « kous » africains. Il y a vingt ans, on racontait déjà qu'afin de donner cette

potine qui devait les « authentifier » les brocanteurs d'Abidjan n'hésitaient pas à les enterrer neufs pendant des mois dans de la terre mêlée à de la cendre. Nul doute que ce procédé de « vieillissement » prématuré ne soit devenu, dans quelque atelier de Singapour ou de Hongkong, totalement industriel.

Le choix d'un cadeau de voyage n'est donc, pour toutes ces raisons, pas aisé. Il dépend, bien sûr, de la personne à qui on le destine et de sa propre bourse. Car on trouve encore des objets authenti-

ques dans le tiers-monde, mais il faut y mettre le prix ou avoir du goût. On peut ainsi encore dénicher à Hali l'un de ces tableaux naïfs qui ont fait la réputation du lieu, et qui n'ont pas été exécutés à un bon millier d'exemplaires. On peut encore tomber, dans des petites villes reculées de Bosnie-Herzégovine, sur d'authentiques bijoux « filigranes », lointain héritage du temps où Byzance régnait ici. Et les malins se débrouilleront toujours – cela demande tout de même un peu d'argent – pour racheter à un coiffeur de Kinshasa l'une de ces délicieuses fresques naïves où sont décrites, à destination des clients, les coupes « coq » ou « super-dandy ».

Il n'est d'ailleurs ni nécessaire ni suffisant d'être riche pour ramener le « bon » cadeau qui enchantera la personne de qualité. Comme ces colifichets qu'emportaient jadis les explorateurs afin d'annuler les « sauvages », la pécuniole, pour peu qu'elle soit bien choisie, peut servir autant, sinon plus, qu'un objet de grande valeur. Le voyageur doit seulement ici – mais c'est un art, presque une science – faire preuve d'imagination et de goût, afin de rapporter du pays visité un objet certes modeste, mais qui incorpore à ce point l'esprit du lieu qu'il en devient presque un « must ».

Ce pourra être ainsi, pour les amoureux de technologie « New Age », une simple carte magnétique, même usagée, du métro de Tokyo ou de Hongkong. De

Chine, l'on pourra ramener l'un de ces merveilleux micro-objets à deux sous, comme un cadenas de quelques millimètres, ou encore, pour les nostalgiques d'une autre époque, une panoplie de badges ou effigies de Mao Ze Dong remontant à la « Révolution culturelle ». De Belgique, plutôt que la énième édition en fac-similé d'un des premiers albums de Hergé, l'on choisira l'un de ces extraordinaires paquets de cigarettes « Tigra », avec sa créature sensuelle mi-femme mi-tigre se détachant sur un surprenant fond vert pomme.

Les cultivés ou les snobs pourront se contenter de voler la cèle d'une ébahissante d'hôtel de Tanger ou de Capri, qui fut jadis la demeure éphémère d'un artiste ou d'un écrivain mythiques. Et les ironistes, s'ils traversent plusieurs pays, pourront offrir à leur petit-neveu une collection complète de préservatifs vendus dans les distributeurs automatiques, avec leur emballage et leur légende kitsch, ou encore quelque BD japonaise ou thaïlandaise sado-masochiste. Bref, le bizarre demeure, pour les fauchés ou pour les artistes – ce qui revient souvent au même – le champ d'investigation le plus prometteur du cadeau de voyage. Comme dissident jadis les marxistes, la valeur d'usage de ces objets excède de fort loin leur valeur d'échange : ce sont des symboles, des gris-gris. Ici, le cadeau de voyage, bien que des plus dérisoires, retrouve sa signification originelle : comme une miette d'ailleurs, d'un autre monde, qui, brusquement, entre les photos de famille et les factures impayées, vient atterrir sur le manteau de la cheminée d'un appartement de Paris.

Patrice Bollon

ESCALES

Un yacht aux Caraïbes

Depuis le 10 mai, il se promène au cœur des Caraïbes, offrant aux alizés les 1 500 mètres carrés de ses trois grand-voiles. Habile compromis entre le yacht privé et le paquebot, le *Ponant* (88 mètres de long, 32 cabines sur la mer) associe les atouts de l'un et de l'autre. Intimité et raffinement du premier, sans oublier les plaisirs de la navigation sous voiles ; service-service et espace du second, sans oublier la table.

Une qualité de vie à bord réservée aux soixante-sept passagers qui disposent de trois ponts, de deux salles de restaurant, d'un salon, d'un solarium de 1 000 mètres carrés et de deux plages arrière. « Ambiance élégante, dynamique et conviviale », promet le capitaine. Quant au bateau, il offre une découverte rapprochée des Caraïbes, son faible tirant d'eau lui permettant de mouiller le long des côtes désertes.

Au programme : baignade, barbecue, plongée sous-marine, planche à voile, ski nautique, kayak, excursions et golf sur les six parcs pontons la croisière nord. Deux circuits d'une semaine (cumulables) sont en effet proposés au départ de Pointe-à-Pitre. L'un au nord, vers les Saintes, la Dominique, Saint-Martin, Saint-Barth, Barbuda et Antigua.

L'autre au sud, vers Marie-Galante, Sainte-Lucie, les Grenadines, les Tobago Kays et la Martinique.

Jusqu'au 20 septembre, prix promotionnel de 9 000 F par personne en cabine double et pension complète, de port à port (compter environ 5 800 F pour un Paris-Pointe-à-Pitre A/R avec Air France ou Nouvelles Frontières) et, à partir du 27 septembre, de 10 à 13 000 F (de 15 790 à 19 900 F, vols inclus). Dans les brochures Mondocruises, Jet Tours Prestige, Nouvelles Frontières et Kuoni. Renseignements dans les agences de voyages.

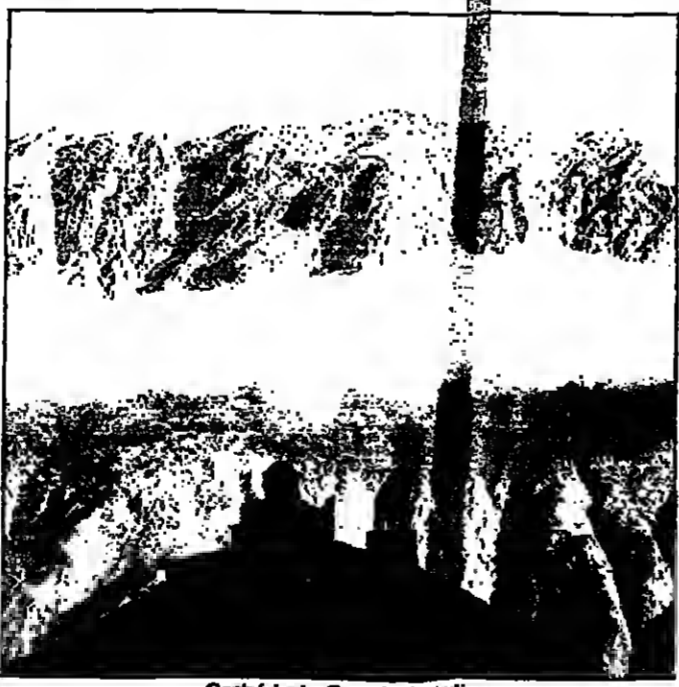
Paata de Thilissi

Basse géorgienne qui porte un nom aussi chantant que ses cordes vocales : Paata Burchuladze. Il est né à Thilissi et tiendra le rôle-titre de Boris Godounov à l'Opéra de Paris du 17 décembre 1991 au 20 janvier 1992.

Ceux qui ne peuvent attendre sa venue iront à sa rencontre dans sa ville natale. Du 31 août au 7 septembre et du 7 au

représentation de l'Opéra d'Odesa, le programme musical sera représentatif de l'empérament musical géorgien.

D'autre part, les sens seront sollicités à Thilissi : cathédrale Metechi, ruine Narikala, anciens bains turcs, théâtre de Roustaveli, conservatoire, sur un entretien avec des musiciens géorgiens, musée des beaux-arts avec un ensemble de la chorégraphie datant du IV^e au X^e siècle et une collection d'œuvres cloisonnées et, curieusement, une dégustation de vins géorgiens dans une cave abritant



Cathédrale Swetitskhoveli construite entre 1010-1029

14 septembre prochain, La Fugue (32, rue Washington, 75008 Paris, tél. : 43-59-10-14) emmène les impatientes. In situ, au pays de ses ancêtres, il leur sera donné d'entendre, de voir et, par voie de conséquence, de mieux comprendre.

Avec Don Carlos, de Giuseppe Verdi, et Paata dans un des rôles principaux, avec une messe catholique chantée, un concert de musique de chambre, l'audition de jeunes voix géorgiennes présentées par le chanteur thilissien, un concert de musique religieuse géorgienne et une

collection de plus de 13 500 bouteilles, dont certaines du XVII^e siècle. Visite de l'ancienne ville de Gori dominée par la forteresse Goris-Tsikhe, de la ville rupestre d'Ouplis-Tsikhe et de Mcheta, ancienne capitale du royaume d'Ibérie. Sept jours, 11 700 F comprenant les vols, transferts, l'hébergement à l'hôtel Metechi Palace – un quatre étoiles récemment ouvert –, la demi-pension et deux déjeuners, les entrées, spectacles et visites. En option, une excursion en avion à Odesa (1 000 F) et un survol en hélicoptère des hautes vallées du Caucase (1 000 F).

Des lieux à déguster

Produit phare de plusieurs régions françaises, le vin, avec le vignoble qui lui sert d'écrin, constitue un centre d'intérêt majeur. Encore faut-il que le visiteur dispose des clés requises pour découvrir ces univers subtils. Au-delà du plaisir légitime d'acquiescer, à la source, quelques bonnes bouteilles destinées à garnir sa cave, l'étape chez un vigneron offre également un moment privilégié de rencontres et de familiarisation avec un terroir, un vignoble, des appellations et, surtout, des hommes qui, détenteurs du savoir et de la tradition, sont particulièrement compétents pour raconter leur art et leur « pays ».

D'où l'intérêt de l'initiative prise par plus de 250 vignerons bourguignons qui, adhérents d'une charte d'accueil (la liste peut être demandée au Comité régional du tourisme, 12, bd de Broese, BP 1602, 21035 Dijon Cedex, tél. : 80-50-10-20), se sont engagés à réserver aux visiteurs un accueil chaleureux et personnalisé. Autre clé, le guide Découverte Médoc 91-92 (disponible gratuitement – 3,80 F en timbres pour les frais d'envoi – au Conseil des vins du Médoc, 1 cours du 30 juillet, 33000 Bordeaux), qui recense 236 châteaux et caves coopératives, ainsi qu'une vingtaine d'étapes gastronomiques situées en terre médocaine. Démarche identique avec le guide des vins du Saint-Émilion (diffusé par les offices de tourisme locaux et par le Collège des vins du Saint-Émilion, BP 15, 33330 Saint-Émilion, contre 30 F + 10 F de frais d'envoi, collage éditant également un très beau magazine semestriel) qui recense tous les châteaux ouverts au public et précise les horaires de visite, les langues parlées, les possibilités de dégustation et les localisations. A signaler enfin que le groupe Pernod-Ricard (renseignements au 40-28-00-78) a décidé d'ouvrir cet été au public vingt sites en activité afin de permettre aux vacanciers de découvrir notamment le patrimoine industriel et architectural des boissons de France : cognac au domaine de Lignières en Charente, grands crus bordelais, armagnac au château de Campagne, au cœur du pays gascon, distillerie de calvados à Corneilles, centre d'extraction des essences d'anis à Bessin, près du Cap d'Agde, usine solaire de Lyon-Dardilly.

Paris-Pékin sans escale avec Air France. Ce vol hebdomadaire, en Boeing 747, survole la Sibérie et la Mongolie et met la capitale chinoise à 10 heures seulement de Paris.

Le nouveau Guide Bleu sur les régions de l'ouest de l'Allemagne (Hachette, 249 F) a le souci de donner une image vivante et actuelle de ce pays. Deux essais d'Alfred Grosser et René Lasserre présentent l'Allemagne contemporaine et complètent de larges développements sur l'art, l'histoire et l'architecture. A ajouter aux guides consacrés, dans la même collection, à Munich, Berlin et, prochainement, aux régions de l'Est.

Venise a décidé de sanctionner les touristes torse nu ou en maillot de bain. Ces derniers sont désormais invités à aller se rhabiller après avoir payé une amende de 30 000 lire (environ 140 F). L'an dernier, Venise s'était attaquée aux pique-niqueurs et aux campeurs à la belle étoile.

Paris insolite et champêtre à bord du « Canotier » ou de « La Patate Autokous » de Paris Canal (tél. : (1) 42-40-96-97) lors d'une balade d'une demi-journée sur la Seine et le canal Saint-Martin. Du Musée d'Orsay au parc de La Villette (de 9 h 30 à 12 h 30), vice versa, de 14 h 30 à 17 h 30. Adultes : 90 F ; enfants de moins de 12 ans : 55 F. Chaque dimanche, croisière sur la Seine et les boudes de la Marne, 190 F, repas non compris.

« Vacances à vélo », une brochure de l'Office suisse du tourisme (11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : (1) 47-42-45-43) Minitel : 3615 code SUISSE, présente une cinquantaine de forfaits pour découvrir ce pays à la force du mollet. En deux semaines, par exemple, de Schaffhouse à Lucerne, en une semaine de Bâle à Lausanne ou en vélo tout terrain dans l'Engadine, le Tessin ou l'Obertland. Une carte officielle (35 F) est éditée à l'intention des marcheurs.

Sélection établie par Patrick Francis et Danièle Tramand

TÉLEX

Le Louvre sur Minitel (3615 LOUVRE) pour tout savoir sur le célèbre musée parisien. Ce qui s'y passe, les expositions ouvertes, le calendrier des activités programmées, les jours et les horaires d'ouverture, les ateliers destinés aux adultes et aux enfants, ainsi que le moyen d'y accéder sans faire la queue.

Partir à moitié prix, c'est ce que propose, pendant l'été, Interhome (15, avenue Jean Aicard, 75011 Paris, tél. : (1) 43-55-44-25), première organisation européenne de séjours en locations de vacances. Chaque lundi est établie une liste des logements disponibles pour une semaine à partir du samedi suivant et proposés à moitié prix. Vaste choix en France, Espagne, Italie, Suisse et Autriche. Catalogue dans les agences de voyages ou chez Interhome.

La Lune et les lunes en vedette dans la Haute-Maurienne et la Vanoise à l'occasion du 7^e Festival de l'Astronomie, qui se tiendra du 18 au 23 août dans les villages de la région. Expositions, conférences, causeries, observations, stages et ateliers pour enfants et adultes (construction de fusées et d'un radiotélescope solaire, initiation à la photographie lunaire, etc.) ponctueront cette semaine consacrée à la découverte de l'univers et de l'astronomie. Des forfaits tout compris sont proposés. Renseignements auprès de Haute-Maurienne Informations, 73480 Lanslebourg, tél. : 79-05-91-57.

Année record pour le tourisme aux Pays-Bas, qui, en 1990, a reçu 5,8 millions de visiteurs, dont 1,8 million d'Allemands et 860 000 Britanniques. Les expositions organisées à l'occasion du centenaire de la mort de Van Gogh ont attiré 1,25 million de visiteurs, dont 70 % d'étrangers, la majorité de ces derniers s'étant déplacés spécialement pour cet événement.

La France des histoires secrètes, celle des amours maudites, des crimes impunis, des trésors perdus, des châteaux hantés et des énigmes historiques. Quarante récits insolites ou fabuleux rédigés par Daniel Régnier, qui, pendant vingt ans, a parcouru la France profonde pour recueillir récits, légendes et anecdotes, inventaire archives et chroniques. Philippe Lebad Editeur, 98 F.

SANS VISA
VOYAGE

Flevoland, province de la dernière terre

Suite de la page 9

Avec les villes, avec les routes qui les rapprochent des grandes agglomérations néerlandaises, le Flevoland va s'offrir à régler une autre grande affaire ignorée dans l'urgence de l'après-guerre : celle des loisirs. Les 97 000 hectares des deux derniers polders se s'appuient pas sur les terres de l'arrière-pays, comme il était d'usage, mais sont entièrement cernés d'une digue qui les en sépare, autant pour protéger la circulation de leurs eaux que pour offrir de vastes espaces baignables et navigables, ni véritable succession de lacs, ni fleuve. Toute une flottille joyeuse s'éloie l'été dans un incessant manège tournant sur ces eaux bordées de ports et de plages flamboyantes, où ont été prévus jusqu'aux îlots de vert vêtus, affectés à une spécialité régionale : l'aqua-camping.

Ainsi, à l'emplacement du lointain lac Flevo, se trouve désormais

de construire un bateau de haute mer dans le temps record de trois à quatre mois et de le vendre à des tarifs inférieurs de 30 % à l'étranger. Au siècle d'or, la flotte néerlandaise est alors aussi importante que celles de France, d'Angleterre et des pays de la Baltique réunies. Casseroles, faïences, vêtements, jouets, pipes, monnaies, outils reposant dans les coques, l'argile, avant d'être annexée par les cœles, aura légué ces traces en mémoire de l'intense circulation qui régnait ici.

Le Flevoland contemporain ne pouvait être en reste : le chemin de fer permet de gagner Amsterdam en vingt minutes, de 5 heures du matin à plus de minuit, une autoroute sud-ouest-nord-est file vers la Frise, et une digue prévue pour former un îlot du Markerwaard rejoint le Nord-Ouest, voies tracées moins pour joindre au passage que pour amener là un lot d'habitants nouveaux, et ce qui permet de s'assurer de leurs personnes : des entreprises. Car la dernière (et principale) affaire de la province est celle

accordé aux automobilistes est si délicat à négocier (si tordu) et les invités des habitants d'Almere-Haven, première construite, se sont si souvent perdus qu'il a fallu redresser le tir pour Almere-Stad et plus encore pour Almere-Buiten.

Programmée pour devenir, à terme, la quatrième ville des Pays-Bas, Almere se veut aussi une vitrine pour l'architecture. Composée uniquement de petits immeubles et de maisons particulières, ce chef de l'habitat social est le siège d'un vaste concours où les architectes doivent répondre en grandeur d'œuvre aux besoins de structures familiales ou professionnelles nouvelles par des bâtiments exportables dans le reste du pays. Aux quelques belles inventions d'un premier quartier périphérique (Muziekwijk, 1990), dont les prototypes furent pour beaucoup vendus avant réalisation, succédera l'an prochain, face à la mairie, au bord du lac central, une nouvelle exposition-vente (du nouveau quartier) que l'on s'arracherait déjà sur plans.

Almere ne serait pas totalement néerlandaise si elle ne pouvait exhiber des quartiers « libérés » : ici, des règlements d'urbanisme — où les architectes ont été priés d'écarter, en toute invention, de modestes et temporaires maisons à leur usage, l'ostentation entre Fantaisie et Réalité (les noms-programmes de leurs rassemblements), elles sont devenues si populaires parmi les habitants, et véritables attractions touristiques de la cité, que l'afflux de pétitionnaires lorsqu'elles auraient dû disparaître les a sauvées.

Mais le plus important (en dehors de l'emploi) pour la cité tricolore est de donner à penser que l'on n'y quitte jamais totalement la nature, que l'eau et les arbres en sont toujours proches. Les années 90 y sont dédiées aux jardiniers chargés d'entretenir des illusions de campagne en forme de parterres et de terrains de jeux, comme s'ils pouvaient atténuer la distinction entre ce qui travaille et ce qui joue. Sans eux, il est vrai, la nature deviendrait nature, terrain d'expérimentation, d'observation, terre à protéger et



A Urk, la plus active des enclaves du passé en terre nouvelle.

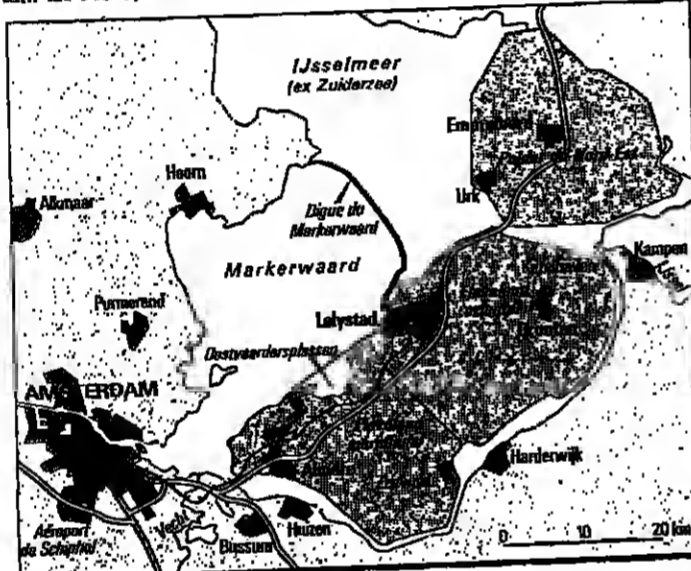
cerce dans l'axe exact où perce le soleil au solstice d'été.

A tant d'hommages, la terre, que l'on pouvait croire apaisée, s'est mise à frissonner, comme si elle considérait sa renaissance par trop inachevée. Un survol du Flevoland à la lumière rosée révèle maintenant des monticules nu des creux, là où se trouvait le lit d'une ancienne rivière, là où l'argile a trop séché. Dans les villes aussi, le plus et le plan ont vécu, disjoignant plus discrètement les pavés des trottoirs.

Les Oostvaardersplassen, vastes marécages si bien improvisés (deux cent cinquante espèces d'oiseaux y font désormais escale) qu'ils ont été classés site national protégé, sur lesquels on avait pu penser que se paierait largement la nature, ne semblent plus suffire à son appétit. Dernier signe discret : l'apparition de taupes, dont on relève des traces nombreuses dans le Flevoland méridional. Une étude de dispersion montre qu'elles sont toutes venues du continent par le même pont. Qui aurait pu imaginer le bon Carnélys Lely en joueur de flûte ?

De notre envoyé spécial

Jean-Louis Perrier



son envers, son négatif : une île qui en habite le fond, plus basse de quelques mètres que le nouveau lac qui l'entoure. La résurgence des noms, celui de Flevo appliqué à la terre, comme celui d'Almere à la ville (et il en est d'autres), apparaît moins comme le signe d'une insouciance des hommes à l'égard de leur objet, comme si un nom était transférable à merci, que comme la manifestation d'une inquiétude à s'engager dans la nouveauté radicale de la terre, un besoin d'antécédents prouvant la filiation, inventant, dans une logique confuse, sur un passé avéré, une généalogie de fantaisie.

Et pourtant, retirés les eaux du Zuiderzee, le passé s'est mis à pointer de partout. Les aménagés ont souvent dû céder la place aux archéologues, à qui les terres prétendues vides ont notamment offert, à l'emplacement du village de Swifterbant, des traces de vie remontant à quatre mille ans avant notre ère. L'ensemble de la région recèle sept cents épaves d'avions, une voiture (celle d'un téméraire qui avait cru pouvoir traverser le Zuiderzee gelé), le seul Flevoland se présentant, si l'on en croit M. de Weerd, le conservateur du musée d'archéologie maritime de Ketelhaven, comme le plus grand cimetière marin du monde, avec plus de trois cents navires répertoriés.

De la barque d'époque romaine (précisément datée de 174) aux victimes de notre siècle, resurgit, dans l'évolution de la navigation, l'histoire d'un peuple ingénieux à tirer puissance des eaux. Ainsi, ce sont les moulins coques pour évacuer l'eau des polders au seizième siècle qui ont été adaptés pour scier les longs madriers de bois permettant

des villes et des emplois. Si la paisible et classique Lelystad (60 000 habitants) a été d'abord édifée pour en devenir la capitale administrative, Almere, au sud (80 000 habitants actuellement et plus du double souhaité dans vingt ans), qui doit offrir de nouvelles possibilités de développement alternatives à la gigantesque courbation de la Randstad, se veut innovante, différente, nouvelle enfin, et que cela se sache.

A la fin des années 60, lorsque l'espace urbain doit se plier aux exigences de l'automobile, Lelystad est dotée de larges voies rapides ceinturant la cité et y pénétrant, éparpillant toutefois les principaux quartiers d'habitation, ponctués de jardins bordés par un réseau de canaux (on y pêche), et de chemins et de pistes cyclables. Dix ans après, Almere, elle, s'édifie à l'heure verte, et dans la défiance envers la voiture particulière. Significativement, dans la première cité, les cyclistes doivent se hisser sur des ponts pour franchir les routes, tandis que, dans la seconde, les autos descendent pour laisser l'horizontale aux pistes.

Almere ne sera pas une mais trois (en attendant de devenir cinq) : Almere-Haven, Almere-Stad (centre) et Almere-Suiteo, chacune de tempérament différent, séparées par de larges espaces verts ou des lacs. Leur plan est conçu pour que le plus rapide pour se rendre d'un point à un autre soit à pied, à bicyclette, ou en bus, chacun bénéficiant de son propre cheminement, interdit aux voitures, avec feu vert automatique pour les bus. L'espace constitué uniquement de courbes

dont il faut se protéger, rêve et cauchemar réunis dans la principale installation de land art d'Almere, la Maison vivante (Levende Huisen), toute de plantes constituée, qui ont commencé, faute de soins, à s'entre-dévorer dans un tapis d'orties.

Répertoriées sur les cartes comme ailleurs les cathédrales (il y a d'ailleurs une *Cathédrale d'arbres*), les œuvres de land art semblent émaner logiquement, parfois comme de simples mouvements naturels, de la coûteuse terre nouvelle de la douzième province. Les deux principales s'offrent d'ailleurs comme des réflexions sur leur propre emplacement, mettant en scène le polder lui-même. Dans la *Mer de terre* (Landzee), un chemin de coquillages écaillés encastré de hautes herbes oscillantes conduit à une succession de hautes vagues vertes qui vont se perdre au loin dans les prés voisins. Et Robert

Guide

● Lelystad, la capitale du Flevoland, est reliée par autoroute (A6) et par chemin de fer (un train toutes les vingt minutes en moyenne) à Amsterdam, distante de 50 kilomètres. Des bicyclettes se louent dans la plupart des gares néerlandaises. La nouvelle province se visite également très agréablement par bateau, le voyage pouvant se prolonger ensuite par les lacs et les canaux de la Frise.

Almere ne dispose pas encore d'hôtels. L'hôtel Lelystad à Lelystad, 11 Agoraweg (tél : 19-31-03200-42444), central, permet de rejonner sur le région, où l'on peut louer (notamment sur les côtes) des bungalows. Dronten, Emmeloord et Urk disposent également d'hôtels ; dans le dernier, on trouve des possibilités de logement simple

chez l'habitant, comme la pension Anker, wijk 4-13 (tél : 19-31-05277-5307). Au traditionnel et animé restaurant de poissons de Keap sur le port d'Urk (tél : 19-31-05277-1509), où se retrouvent les plaisanciers de passage, on peut préférer le charmant Schokland, à côté du musée du même nom (tél : 19-31-05275-3327).

A emporter : le toute nouvelle édition du Guide bleu consacré à la Hollande (610 p., 239 F.). Office néerlandais du tourisme à Paris : 31-33, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél : 42-25-41-25. Il existe des offices de tourisme (les VVV) à Almere - Stad (tél : 19-31-03240-34800), Almere-Haven, Dronten, Zeewolde et Emmeloord. On peut s'y procurer d'excellentes cartes au 1/50 000 (17,95 florins, 54 F environ). ●

VACANCES VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél : 93-39-03-11 - Tél. 970275
Fax : 93-39-19-48
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur, Tél. direct, minibar.

83980 LE LAVANDOU
HÔTEL CAP NÈGRE***
45, rue du Cap-Nègre, Cavalière, 83980 LE LAVANDOU.
Face mer, à 150 mètres de la plage.
Tous sports nautiques.
Tél : (16) 94-05-80-46.
Fax : (16) 94-05-89-00.

MANDELIU - LA NAPOULE

ROCHER SOLEIL

RÉSIDENTE HÔTELIÈRE

STUDIOS 2 et 3 PIÈCES de très grand confort, climatisés. Bar, restaurant, salon, tennis privés, piscine, sauna, salle de gym, jeux d'enfants.
Face au golf, à 800 m de la plage.
INFORMATIONS - RÉSERVATIONS : (16-1) 44-01-60-48.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Best Western***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
CLIMATISÉS ET CLIMATISÉS TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél : 93-47-42-56 - Tél. 470418.
Télécopie 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-83-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
à 5 km de St-VÉRAN
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOCS DE FRANCE
Soleil, calme, randonnées
Demi-pension, pension
Tél. : 92-45-83-71.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION
AUX BAUX-DE-PROVENCE
LE MAS DE L'OLIVIER***
Un nouvel hôtel grand confort, avec 20 chambres climatisées, au cœur d'une oliveraie. Magnifique piscine paysagère. Tennis. Parking fermé. A proximité : golf 9 et 18 trous, équitation, vol à voile... Et tout autour, le site prestigieux et idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

Italie

VENISE
OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991
RAMADA HÔTEL VENISE
Séjourment 750 FF par personne pour 3 nuits avec le petit déjeuner compris
Pour réserver, téléphoner : 1939-41-5310500
Fax : 1939-41-411484
Tél. : 433294 RAMVE

Suisse

SILS-MARIA (Engadine)
HÔTEL EDELWEISS***
L'hôtel aux 4 étoiles.
Pour vos vacances d'été ou d'hiver. Tous les sports.
Tél. : 1941-82-4 52 23 Fax. 4-55-22
Hôtel et maison d'appartements Edelweiss/Alpstein CH-7514 Sils-Maria

TOURISME

CARAIRES
CET ÉTÉ VOYAGEZ
A SAINT-BARTHELEMY
avec son eau propre et claire
Les plus belles plages
200 MAISONS SUPERBES
Cuisine française raffinée
Voile, sports nautiques et équestres
Appelez aujourd'hui à WINCO/SBARTH
Pour vos réservations
ou tout renseignement :
PARIS : tél/fax 43-25-95-11
SAINT-BARTHELEMY :
tél. (590) 27-62-38/fax 27-60-52
NEWPORT, RI USA :
tél. (401) 849-8012/fax 847-6290



Ecole Lémania Lausanne

ETUDES EN SUISSE BACCALAUREAT

- Séries A, B, C, D • Admission dès 10 ans
- En internat dès 15 ans
- Ambiance calme et studieuse
- Excellents résultats • Depuis 1908

Ecole LEMANIA - 3 ch. de Prévaille - CH 1001 LAUSANNE
Tél. 19-41-21-20 15 01 - Fax 19-41-21-312 87 00 - Tél. 450 600

UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 165 F*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.

* Prix basé sur 4 personnes minimum.

CONTACTOUR

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS
Tél. : (1) 42-96-02-25.

Les FRERES LAYRAC

Nouvelle adresse :

AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN DES PRES

Face à l'Eglise et 11, rue Saint-Benoît

Tél. : 46.33.62.09

Tél. : 46.33.51.66

HUITRES, FRUITS DE MER

TOUTE L'ANNÉE

Tous les Jours Service Continu

de MIDI à 2 heures du MATIN

Bridge

n° 1445

LE CHELEM
DE DEAUVILLE

Certaines données sont de véritables problèmes. Le chelem suivant, joué l'année dernière dans la finale du Tournoi des champions du Bridgerama du casino de Deauville, en est un exemple. Plusieurs experts avaient cru que la contre-attaque du Valet de Pique à la troisième levée était mortelle, or il y avait une ligne de jeu gagnante. Allez-vous la trouver ?

♠ A 5 4
♥ A 10 6 5 4
♦ R 8 3
♣ A 8

♠ 10 3 2
♥ R D 9 7 2
♦ O 9 4 2
♣ V

♠ V
♥ 8 3
♦ O 7 6 5
♣ R O 9 6 2

♠ R D 9 8 7 6
♥ A D
♦ A D
♣ 10 7 5 4 3

En salle fermée, où le chelem a été déclaré, les enchères ont pu se faire ainsi :

Ouest	Nord	Est	Sud
Symonov	Kolen	Martens	Berens
passé	10	passé	10
passé	10	passé	10
passé	10	passé	10
passé	10	passé	10

Ouest entame le Valet de Trèfle, le déclarant prend avec l'As du mort et rejoue le 8 de Trèfle. Comment Est doit-il jouer pour essayer de faire chuter ce PETIT CHELEM A PIQUE et pourquoi le déclarant peut-il faire douze levées quelle que soit la défense ?

Réponse : On pouvait croire que la contre-attaque du Valet de Pique faisait chuter le contrat parce que le déclarant a besoin de couper deux Trèfles. En effet, s'il essaie de faire le Roi de Carreau, Ouest, qui a défaussé deux Carreaux sur le deuxième et le troisième Trèfle, coupera le Roi de Carreau. Il faut donc avoir au mort trois atouts par A 5 4. Or, malgré la contre-attaque à Pique, le déclarant peut encore faire douze levées. Comment doit-il jouer ?

Après avoir vu Ouest défausser deux Carreaux, le déclarant doit renouer à couper encore un Trèfle, mais il doit tirer l'As de Pique, puis l'As de Cœur sur lequel il jette son avant-dernier Trèfle. Il prend la main par une coupe à Cœur et tire ses atouts jusqu'à cette position où Est est sursé à Carreau-Trèfle sur le sixième Pique :

♥ 10 ♦ R 8 5

♠ 6 ♦ A D ♠ 10

Le mort défausse le 10 de Cœur et Est un Carreau (pour ne pas libérer le 10 de Trèfle), mais Sud tire alors l'As de Carreau et prend la Dame de Carreau avec le Roi pour faire le 8 de Carreau affranchi (puisque Ouest n'a plus que deux Carreaux).

LE GRANO ART
EN DÉFENSE

Le grand art dans le jeu de flanc, c'est d'imaginer comment le déclarant peut gager son contrat et de quelle façon on peut l'orienter sur une mauvaise piste.

La donne suivante du championnat du monde de Perth est typique car le fameux Brésilien Marcello Branco a fait échouer un chelem qui était sur table.

♠ D 7 6 4 2
♥ 5 2
♦ O V 8 3
♣ V 10

♠ R V 10 3
♥ R D 10 7 3
♦ 10 9
♣ O 8

♠ 8 5
♥ V 9 8 6 4
♦ R 6 5 2
♣ 9 3

Ann. : O. don. E-O. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Chagas	Zmudzinski	Branco	Balicki
passé	10	passé	20
passé	20	passé	30
passé	30	passé	40
passé	40	passé	50

Chagas en Ouest ayant entamé le Roi de Cœur, comment peut-on gagner contre toute défense ce PETIT CHELEM A TRÈFLE, et de quelle façon Branco l'a-t-il fait chuter ? Pourquoi le déclarant n'aurait-il pas dû se tromper ?

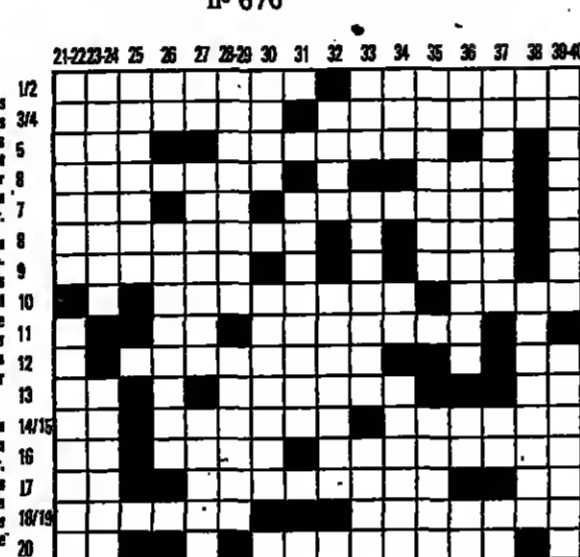
Note sur les enchères : L'ouverture artificielle de « 1 Carreau » promettait... 0 à 7 points, l'enchère de « 2 Trèfles » correspondait à une ouverture de « 2 Trèfles » forçant de manche, « 2 Piques » était naturel et positif (c'est-à-dire 5 à 7 H) et les autres enchères étaient normales !

Philippe Brugnon



Anacroisés

n° 676



HORIZONTALEMENT

1. AEGIQUIT. - 2. CELORTY. - 3. ELORSUV (+3). - 4. DEIMOSS. - 5. ELORSUV (+1). - 6. ABELIN. - 7. AEHIMRS. - 8. ABEGGLO. - 9. AENSIS (+2). - 10. ABINITTU. - 11. EEPRIU. - 12. AEMNSTU (+2). - 13. EENSIV (+2). - 14. EELMSU (+3). - 15. ABEERS. - 16. EOPSSUU. - 17. AEFEMNR. - 18. EELMSU (+1). - 19. AEMORSV. - 20. DEEMNT.

VERTICALEMENT

21. AALLRT. - 22. AEMMRX. - 23. EGINORIT. - 24. ABEILS (+1). - 25. AAEINNV. - 26. EEEHSTT. - 27. ABEISS (+1). - 28. BELOQUIT. - 29. ELSUV. - 30. LNOPSU (+1). - 31. ABEEMNR. - 32. ABEINNS (+1). - 33. BEHINOT. - 34. AMNOSU. - 35. EELRS. - 36. EEMRZ (+1). - 37. EEMORSU. - 38. EEMORSS. - 39. AEMNSTU. - 40. ABEERSU (+2).

SOLUTION DU N° 675

1. PREVALE (PREVAL). - 2. TAPO. - 3. TAGE (PAGEOTAT). - 4. ANISERS (RAINASSIS). - 5. OMANASSE, de l'Etat d'Oman. - 6. EUROPIUM. - 7. REACTIVA

(CAVERAT, ACTIVERA) - 8. RONDE. - 9. VERRIER. - 10. EUTEXIE. - 11. ARMILLE (RAMILLE, MAILLE). - 12. PROU. - 13. ONGUET. - 14. DOCT. - 15. STERIS (RATISSE). - 16. NASSONE, assile (ANONNES, ANNONES). - 17. REGENERA (EGRENERA, GENERERA). - 18. RHINITE. - 19. SLOVENES (SENVOLIS). - 20. NICKELEE. - 21. APETALE. - 22. PONCEUR (PUCEUR). - 23. LA. - 24. DERON (ORDINALE). - 25. OVER. - 26. EXCRNE. - 27. ACHOPPER (APPROCHE, CHOPPER). - 28. LI. - 29. ENTOUREE. - 30. ENTORSE (OSERENT, RENOTES, TROENES). - 31. EMMETRA, dispose pour mesurer. - 32. GENALE, relative aux joues (AGNELE, GALENE, GLANEE, LANGE). - 33. ANONACE. - 34. RESERVA (REVERAS, REVERSA, SEVERERA, VERSERA). - 35. OSSUAT. - 36. UTERINE. - 37. ARSENAL. - 38. OVALISA. - 39. ESSANGEE. - 40. SYSTEME.

Michel Charlemagne
et Michel Duguet

Dames

n° 411

EN CINQ TEMPS
Après la victoire aisée de Luc Guinand puis l'étonnante performance de l'indien lors du tournoi majeur des Six Jours de Paris (le Monde des 29 juin et 13 juillet), la partie Palmer-Ramassamy (tournoi majeur) a été retenue comme dernier aperçu de cette étonnante manifestation, car elle fut émaillée par une combinaison de gain de pion en cinq temps. Fait très rare à ce niveau.

1. 32-38 20-25 27-30 34-41
2. 37-32 14-20 (a) 28-34 30-36
3. 41-37 10-14 29-36 19-25
4. 34-29 (b) 5-10 (c) 30-35 31-36
5. 29-33 (d) 18-23 31-36 24-31
6. 33-24 20-25 32-34 33-38
7. 32-37 17-22 33-38 34-41
8. 33-34 12-18 34-41 11-17
9. 39-33 7-12 35-44 (e) 6-11
10. 31-27 (f) 11-17 36-42 23-34
11. 44-39 15-20 37-44 17-22 (g)
12. 46-41 18-23 38-45 12-17
13. 37-32 1-7 39-38 32-37
14. 41-37 20-24 40-44 22-27
15. 39-44 7-11 41-33 21-27
16. 33-28 2-7 (h) 42-43 11-17
17. 37-32 18-27 43-28 23-34 (i)
18. 32-37 17-22 44-23 12-17
19. 32-33 19-28 45-29 20-24
20. 34-30 25-34 46-47 4-12
21. 39-44 5-10 (j) 47-33 28-37
22. 10-19 13-24 48-37 17-22 (k)
23. 38-32 3-9 49-28 17-22
24. 32-33 (l) 9-14 50-32 16-21
25. 44-39 4-10 51-36 26-37
26. 43-48 15-20 52-43 31-36 (m)

Blancs : Palmer (Pays-Bas).
Noirs : Ramassamy (France).

NOTES

a) Fréquentes aussi sont les continuations 2... (15-20) ; 3... 41-37 (10-15) ; 4... 46-41, a1 (5-10) ; 5... 31-27, a2 (19-23) ; 6... 28x19 (14x23) ; 7... 36-31 (13-19).

VAN DEN BORST

Championnat du monde, 1986.
a) 4... 34-30 (25x34) ; 5... 39x30 (20x25) ; 6... 44-39 (25x34) ; 7... 39x30 (15x20).

BERISTWILL-PRESMAN
Championnat d'URSS, 1987.

a2) 5... 31-26 (20x24) ; 6... 36-31 (15x20) ; 7... 41-36 (10-15) ; 8... 47-41 (18-23).

VERNIN-MITSJANSKI
Championnat du monde, 1986.

b) Ou 4... 46-41 (5-10) ; 5... 31-27, b1 (19-23) ; 6... 28x19 (14x23) ; 7... 33-28 (9-14) ; 8... 28x19 (14x23).

LEANDRO-LOURIVAL
Championnat du Brésil, 1986.

b1) 5... 31-26 (20x24) ; 6... 36-31 (15x20) ; 7... 41-36 (18-23) ; 8... 31-27 (12-18).

VAN DEN BORST-MITSJANSKI
Championnat du monde, 1986.

c) Ou l'attaque 4... (11-22) ; 5... 28x17 (11x22) ; 6... 40-34 (6-11) ; 7... 45-40 (5-10) ; 8... 46-41 1-6.

JANKOWSKAJA-TETERINA
Championnat d'URSS, 1987.

d) Cette succession d'échanges s'analyse comme un regroupement des forces, apportant un gain de temps précieux à la pendule.

e) Interdit 10... (14-20). B sur coup de dame, simple, à la case 5.

f) Livre, dans la fièvre d'un tournoi, au demeurant très silencieux, le gain de pion en cinq temps.

g) Forcé pour s'opposer au passage à dame.

h) Le gain du pion.

i) Pour cristalliser le gain du pion.

j) Ooté du puissant avantage du pion de plus, les Blancs se sont munis de trois solides flèches offensives.

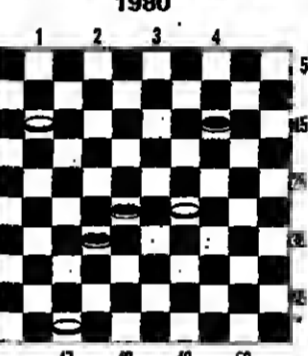
k) A retenir : la position dite « molle » des Noirs et leur absence du centre.

l) En toute logique pour gagner des temps et aggraver le poids du déséquilibre numérique.

m) Forcé.

n) La perte d'un pion se révèle, là encore, catastrophique dans ses conséquences lointaines : les Noirs se sont réduits à se replier, alors que seuls des gains de temps, irréversibles dans ce combat, sont de nature à pallier le handicap numérique.

o) Une belle illustration de l'importance, souvent déterminante, de la perte du pion.

PROBLÈME
G. POST (Villabonana)
1980

Les Blancs jouent et gagnent.

● SOLUTION (difficile) : 11-71 (32-38, le meilleur) ; 7-2 (14-19, forcé, notamment en raison de la menace 29-23) ; 2x30 (28-32, le meilleur) ; 29-23 II.

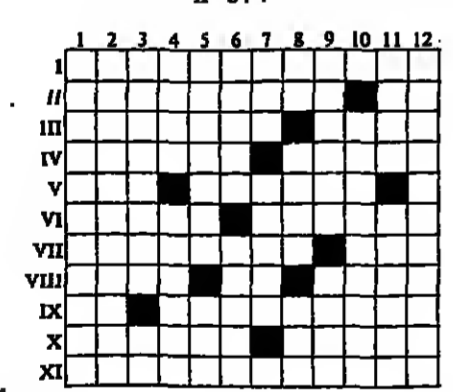
Splendide trouvaille (32-37) ; 47-41 II.

Au plaisir des puristes (37x46) ; 30-19 I, etc. + de rêve grâce à la menace imparable 19-5 I.

Jean Chaze

Mots croisés

n° 674



HORIZONTALEMENT

I. Ne travaille pas pour peu de zébré. - II. Dès maintenant elle est en état de fonctionner. Bouts de savon. - III. Met en pièces. Garde le nord. - IV. Tout son charme est dans son manque de couleurs. Prit le temps de la réflexion. - V. Cardinaux. Aimé pourtant s'il est juste. - VI. Dames. Son sourire manque de séduction. - VII. Pour simer faire ça, il faut rester très enfant. Va, mais avec mesure. - VIII. Contretemps inattendu. Préposition. Ne se voit pas dans la glace. - IX. Pronom. Il a des amours d'aujourd'hui. - X. Rectifie la tenue. Elle n'est pas arrivée ni il fallait. - XI. Savent se faire mousser.

VERTICALEMENT

I. On y trouve beaucoup de spécialistes. - 2. Ils n'ont pas craint de se mélanger à n'importe qui. - 3. Tout bien réfléchi. En marge. - 4. Tiendra sûrement sa langue. Mettre de mauvaise humeur. - 5. Cherche la bagarre. Reine de Thèbes. - 6. Pépini.

Reparti chez son propriétaire. - 7. Monnaie. C'est le filon. - 8. Article. Fut poète. Il en vit, des combats ! - 9. Création et/ou production. Etang. - 10. Ne sont jamais perdus. - 11. Mis à bout. Lissée dans le sens du poil. - 12. Maintenant, elles le sont aussi, parfois.

SOLUTION DU N° 673

Horizontalement
1. Bessmertnykh. - II. Imita. Ariane. - III. Légèreté. On. - IV. Lunaires. Tul. - V. Atman. Sorte. - VI. L'éclair. - VII. Chère. As. MSL. - VIII. Osm. Sec. Ups. - IX. Uvée. Jaillir. - X. Renne. Devine. - XI. Tétonnement.

Verticalement
1. Billancourt. - 2. Ement. Héva. - 3. Signalement. - 4. Steamer. ENO. - 5. Mariages. En. - 6. Erni. EJ. - 7. Rats. Façade. - 8. Trusses. Iem. - 9. Nis. Or. Uvée. - 10. Ya. Triumplin. - 11. Knout. Saint. - 12. Héloïses.

François Dorlet

Echecs

n° 1447

Tournoi international
de Hambourg, juillet 1991
Blancs : J. Piket (Hollande).
Noirs : C. Hansen
(Danemark).
Défense est-indienne

1. e4 e5 2. f3 f6 3. g3 g6 4. f4 f5 5. g4 g5 6. f5 f6 7. g6 g7 8. f7 f8 9. g8 g9 10. f9 f10 11. g10 g11 12. f11 f12 13. g12 g13 14. f13 f14 15. g14 g15 16. f15 f16 17. g16 g17 18. f17 f18 19. g18 g19 20. f19 f20 21. g20 g21 22. f21 f22 23. g22 g23 24. f23 f24 25. g24 g25 26. f25 f26 27. g26 g27 28. f27 f28 29. g28 g29 30. f29 f30 31. g30 g31 32. f31 f32 33. g32 g33 34. f33 f34 35. g34 g35 36. f35 f36 37. g36 g37 38. f37 f38 39. g38 g39 40. f39 f40 41. g40 g41 42. f41 f42 43. g42 g43 44. f43 f44 45. g44 g45 46. f45 f46 47. g46 g47 48. f47 f48 49. g48 g49 50. f49 f50 51. g50 g51 52. f51 f52 53. g52 g53 54. f53 f54 55. g54 g55 56. f55 f56 57. g56 g57 58. f57 f58 59. g58 g59 60. f59 f60 61. g60 g61 62. f61 f62 63. g62 g63 64. f63 f64 65. g64 g65 66. f65 f66 67. g66 g67 68. f67 f68 69. g68 g69 70. f69 f70 71. g70 g71 72. f71 f72 73. g72 g73 74. f73 f74 75. g74 g75 76. f75 f76 77. g76 g77 78. f77 f78 79. g78 g79 80. f79 f80 81. g80 g81 82. f81 f82 83. g82 g83 84. f83 f84 85. g84 g85 86. f85 f86 87. g86 g87 88. f87 f88 89. g88 g89 90. f89 f90 91. g90 g91 92. f91 f92 93. g92 g93 94. f93 f94 95. g94 g95 96. f95 f96 97. g96 g97 98. f97 f98 99. g98 g99 100. f99 f100 101. g100 g101 102. f101 f102 103. g102 g103 104. f103 f104 105. g104 g105 106. f105 f106 107. g106 g107 108. f107 f108 109. g108 g109 110. f109 f110 111. g110 g111 112. f111 f112 113. g112 g113 114. f113 f114 115. g114 g115 116. f115 f116 117. g116 g117 118. f117 f118 119. g118 g119 120. f119 f120 121. g120 g121 122. f121 f122 123. g122 g123 124. f123 f124 125. g124 g125 126. f125 f126 127. g126 g127 128. f127 f128 129. g128 g129 130. f129 f130 131. g130 g131 132. f131 f132 133. g132 g133 134. f133 f134 135. g134 g135 136. f135 f136 137. g136 g137 138. f137 f138 139. g138 g139 140. f139 f140 141. g140 g141 142. f141 f142 143. g142 g143 144. f143 f144 145. g144 g145 146. f145 f146 147. g146 g147 148. f147 f148 149. g148 g149 150. f149 f150 151. g150 g151 152. f151 f152 153. g152 g153 154. f153 f154 155. g154 g155 156. f155 f156 157. g156 g157 158. f157 f158 159. g158 g159 160. f159 f160 161. g160 g161 162. f161 f162 163. g162 g163 164. f163 f164 165. g164 g165 166. f165 f166 167. g166 g167 168. f167 f168 169. g168 g169 170. f169 f170 171. g170 g171 172. f171 f172 173. g172 g173 174. f173 f174 175. g174 g175 176. f175 f176 177. g176 g177 178. f177 f178 179. g178 g179 180. f179 f180 181. g180 g181 182. f181 f182 183. g182 g183 184. f183 f184 185. g184 g185 186. f185 f186 187. g186 g187 188. f187 f188 189. g188 g189 190. f189 f190 191. g190 g191 192. f191 f192 193. g192 g193 194. f193 f194 195. g194 g195 196. f195 f196 197. g196 g197 198. f197 f198 199. g198 g199 200. f199 f200 201. g200 g201 202. f201 f202 203. g202 g203 204. f203 f204 205. g204 g205 206. f205 f206 207. g206 g207 208. f207 f208 209. g208 g209 210. f209 f210 211. g210 g211 212. f211 f212 213. g212 g213 214. f213 f214 215. g214 g215 216. f215 f216 217. g216 g217 218. f217 f218 219. g218 g219 220. f219 f220 221. g220 g221 222. f221 f222 223. g222 g223 224. f223 f224 225. g224 g225 226. f225 f226 227. g226 g227 228. f227 f228 229. g228 g229 230. f229 f230 231. g230 g231 232. f231 f232 233. g232 g233 234. f233 f234 235. g234 g235 236. f235 f236 237. g236 g237 238. f237 f238 239. g238 g239 240. f239 f240 241. g240 g241 242. f241 f242 243. g242 g243 244. f243 f244 245. g244 g245 246. f245 f246 247. g246 g247 248. f247 f248 249. g248 g249 250. f249 f250 251. g250 g251 252. f251 f252 253. g252 g253 254. f253 f254 255. g254 g255 256. f255 f256 257. g256 g257 258. f257 f258 259. g258 g259 260. f259 f260 261. g260 g261 262. f261 f262 263. g262 g263 264. f263 f264 265. g264 g265 266. f265 f266 267. g266 g267 268. f267 f268 269. g268 g269 270. f269 f270 271. g270 g271 272. f271 f272 273. g272 g273 274. f273 f274 275. g274 g275 276. f275 f276 277. g276 g277 278. f277 f278 279. g278 g279 280. f279 f280 281. g280 g281 282. f281 f282 283. g282 g283 284. f283 f284 285. g284 g285 286. f285 f286 287. g286 g287 288. f287 f288 289. g288 g289 290. f289 f290 291. g290 g291 292. f291 f292 293. g292 g293 294. f293 f294 295. g294 g295 296. f295 f296 297. g296 g297 298. f297 f298 299. g298 g299 300. f299 f300 301. g300 g301 302. f301 f302 303. g302 g303 304. f303 f304 305. g304 g305 306. f305 f306 307. g306 g307 308. f307 f308 309. g308 g309 310. f309 f310 311. g310 g311 312. f311 f312 313. g312 g313 314. f313 f314 315. g314 g315 316. f315 f316 317. g316 g317 318. f317 f318 319. g318 g319 320. f319 f320 321. g320 g321 322. f321 f322 323. g322 g323 324. f323 f324 325. g324 g325 326. f325 f326 327. g326 g327 328. f327 f328 329. g328 g329 330. f329 f330 331. g330 g331 332. f331 f332 333. g332 g333 334. f333 f334 335. g334 g335 336. f335 f336 337. g336 g337 338. f337 f338 339. g338 g339 340. f339 f340 341. g340 g341 342. f341 f342 343. g342 g343 344. f343 f344 345. g344 g345 346. f345 f346 347. g346 g347 348. f3

SPECTACLES

VENDREDI 2 AOUT

Le Monde • Samedi 3 août 1991 13

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

Palais de Chaillot (47-04-24-24)

VENDETRI

Aspects du cinéma français : années soixante. Cartes blanches au soleil (1964), d'Henri Verneuil, 18 h. Rock and Roll, d'Elvis Presley, 18 h. John Carpenter, 18 h. This is Elvis (1980), v.o. s.t.f., de Malcolm Leo, Andrew Solt, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

VENDETRI

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma. Avant l'indépendance (1964), v.o. s.t.f., de Bernard Bérault, 18 h. L'Évangile selon saint Matthieu (v.f.), de Pier Paolo Pasolini, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

VENDETRI

Les abonnés programmeront la séance du spectacle : la Bande des quatre (1988) de Jacques Rivette, 14 h 30. Bande annonce : Voici la bande des quatre assassins (1985) de Julien Duvivier, le Bon Dieu sans confession (1952) de Claude Autant-Lara, 18 h 30. Bande annonce : Jeux d'artifices (1987) de Virginie Thévenet, Celine et Julie vont en bateau (1974) de Jacques Rivette, 18 h 30. Bande annonce : Jules et Jim (1982) de François Truffaut, le Baie des anges (1983) de Jacques Demy, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ACTE D'AMOUR (R.) : Épée de Bois, 5 (43-37-67-47).

L'AFFAIRE WALLFRAU (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-31-92-82); Sept Pépinières, 14 (43-20-32-20).

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

ALICE (A., v.o.) : Reflet Loges II, 5 (43-37-67-47); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88); Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

AN ANGEL AT MY TABLE (Indo-Indo-Indo, v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

LES ANGES DE LA NUIT (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23).

L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathé Hauteville, 8 (43-31-92-82); George V, 8 (45-54-46-88); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-31-92-82); Pathé Marignan, 8 (47-20-78-23); Fauvette, 13 (47-07-55-88); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-67-47).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-67-47); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88); Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

CE CHER INTRUS (A., v.o.) : Pathé Hauteville, 8 (43-31-92-82); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-92-82); CELINE (Fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-67-47).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82); Grand Pavois, 15 (45-54-46-88); Ranelagh, 15 (42-68-64-44).

CHEB (Fr.-Alg.) : Épée de Bois, 5 (43-37-67-47).

LE CID (A., v.o.) : Kinoparadise, 15 (43-06-50-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

DANCING THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Utopia, 5 (43-26-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit.) : République Cinéma, 11 (45-08-51-33); Escorial, 13 (47-07-28-04).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-78); v.f., Rex (le Grand Rex), 2 (42-36-83-33); Fauvette, 13 (47-07-55-88).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Danton, 6 (45-25-10-30); UGC Montparnasse, 14 (45-74-93-50); UGC Biarritz, 15 (45-20-40-10); UGC Opéra, 9 (45-74-93-50); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58).

DÉSIGNÉ POUR MOURIR (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); George V, 8 (45-54-46-88); v.f., Pathé Française, 13 (47-07-55-88); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Bretagne, 9 (42-32-57-87); Les Trois Balcans, 8 (45-54-46-88).

LES DOIGTS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-67-47); Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23); La Bastille, 11 (43-07-48-80); Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); La Pagode, 7 (47-05-12-19); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-92-82); Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La

Géode, 19 (40-05-80-00).

L'ÉCOLE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Normandie, 15 (45-54-46-88); v.f., Rex, 2 (42-36-83-33); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58).

LES FRÈRES KRAVYS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Odéon, 6 (42-26-10-30); UGC Biarritz, 15 (45-20-40-10); v.f., Rex, 2 (42-36-83-33); UGC Montparnasse, 14 (45-74-93-50); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

HALFMOON (Fr.-Tur., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-67-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); République Cinéma, 11 (45-08-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01).

IMPROVPTU (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Pathé Hauteville, 8 (43-31-92-82); George V, 8 (45-54-46-88); Sept Pépinières, 14 (43-20-32-20); v.f., Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Les Nations, 12 (43-43-04-87).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Sept Pépinières, 14 (43-20-32-20).

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (42-26-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-92-82); La Bastille, 11 (43-07-48-80); Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50); Bienvenue Montparnasse, 16 (45-44-25-02).

KICKBOXER 2 (A., v.o.) : George V, 8 (45-54-46-88); v.f., Pathé Française, 13 (47-07-55-88); Miammar, 14 (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).

LES LIASONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82); Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

LA LISTE NOIRE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

LUNE FROIDE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18).

LUST IN THE DUST (A., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65); La Bastille, 11 (43-07-48-80).

MOUNT OPÉRA, 8 (47-42-58-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

REVENGE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 15 (45-20-40-10); UGC Montparnasse, 14 (45-74-93-50); Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31).

RHAPSODIE EN AOUT (Lap., v.o.) : Courtenay, 6 (45-46-57-34); Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

ROBIN DES BOIS (A., v.o.) : George V, 8 (45-54-46-88).

ROBINSON & CIE (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-84-65); Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

SAILOR & LULA (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Studio Bastille, 11 (43-07-48-80); Lucerna, 6 (45-44-57-34).

SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50); Sept Pépinières, 14 (43-20-32-20); v.f., Vénus, 14 (43-30-89-52).

LE SILENCE DES AGNEAUX (Fr.) : v.o.; Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50); Miammar, 14 (43-20-32-20); v.f., Bienvenue Montparnasse, 16 (45-44-25-02).

THE FIELD (A., v.o.) : Club Gaumont Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23); Sept Pépinières, 14 (43-20-32-20).

THE TWO JAKES (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Odéon, 6 (42-26-10-30); UGC Rotonde, 8 (45-74-93-50); George V, 8 (45-54-46-88); 14 Juillet Odéon, 6 (42-26-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-31-92-82); La Bastille, 11 (43-07-48-80); Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50); Bienvenue Montparnasse, 16 (45-44-25-02).

TRICH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Le Berry Zébra, 11 (45-51-55-55).

LES TORTUES NINJA II (A., v.o.) : UGC Biarritz, 15 (45-20-40-10); v.f., UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50); Rex, 2 (42-36-83-33); UGC Action, 8 (43-26-11-30); Eyedee Images, 8 (43-59-38-14).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-42-87-23).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); UGC Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

MILLARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Française, 8 (43-31-92-82); Eyedee Images, 8 (43-59-38-14).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-42-87-23).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); UGC Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

MILLARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Française, 8 (43-31-92-82); Eyedee Images, 8 (43-59-38-14).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-42-87-23).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); UGC Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

MILLARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Française, 8 (43-31-92-82); Eyedee Images, 8 (43-59-38-14).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-42-87-23).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); UGC Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

MILLARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Française, 8 (43-31-92-82); Eyedee Images, 8 (43-59-38-14).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-42-87-23).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); UGC Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

MILLARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Française, 8 (43-31-92-82); Eyedee Images, 8 (43-59-38-14).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-42-87-23).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); UGC Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

MILLARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Française, 8 (43-31-92-82); Eyedee Images, 8 (43-59-38-14).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-42-87-23).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); UGC Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

MILLARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Française, 8 (43-31-92-82); Eyedee Images, 8 (43-59-38-14).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-42-87-23).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); UGC Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

MILLARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Française, 8 (43-31-92-82); Eyedee Images, 8 (43-59-38-14).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-42-87-23).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); UGC Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

MILLARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Française, 8 (43-31-92-82); Eyedee Images, 8 (43-59-38-14).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-42-87-23).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); UGC Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

MILLARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Française, 8 (43-31-92-82); Eyedee Images, 8 (43-59-38-14).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 8 (42-42-87-23).

LA PREMIÈRE FOLIE DE WOODY (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (45-26-48-18); UGC Opéra, 9 (47-42-58-31); UGC Normandie, 15 (45-54-46-88).

MILLARDAIRE POUR UN JOUR (A., v.o.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82); Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

NEW YORK, NEW YORK (A., v.o.) : Escorial, 13 (47-07-28-04).

LES GRANDES REPRISES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Balcans, 8 (43-31-92-82).

ARIANE (A., v.o.) : Action Française, 8 (43-31-92-82).

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-53).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-Alg.) : Club Gaumont Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-78-23).

OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-84-65).

PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES DU QUARTIER (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36).

LA PETITE SÈRENE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

PINK FLOYD THE WALL (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-88).

PINOCCHIO ET L'EMPEREUR DE LA NUIT (A., v.o.) : Le Berry Zébra, 11 (45-51-55-55).

ÉCONOMIE

BILLET

La Bourse au secours du budget

M. Bérégovoy, ministre de l'économie, a annoncé le 1^{er} août sa décision d'introduire en Bourse «une fraction minoritaire» (en fait 22 %) du capital du Crédit local de France (CLF). Cet établissement financier public, autrefois totalement voué à la distribution de crédits banalisés aux collectivités locales, est désormais largement pris dans la concurrence, avec des engagements internationaux de l'ordre de 3 milliards de francs en 1991. Sa cotation est donc pour M. Pierre Richard, président du directoire, une «consécration et une reconnaissance par la communauté financière».

De son côté, la Rue de Bercy justifie cette décision par la volonté d'associer les Français (...) au financement des collectivités locales, par le biais d'un élargissement de la Bourse de Paris et celui de rendre le CLF encore plus vigilant sur la sécurité de ses engagements et donc (...) sur la rigueur de gestion des collectivités emprunteuses. Il y a une évidence «incontestable» : l'Etat raccourcit ses fonds de tirer pour tenir ses objectifs budgétaires de 1992 — pas d'augmentation d'impôt, pas d'aggravation du déficit budgétaire.

Le gouvernement a donc recours à la vente de certains de ses actifs pour récupérer quelques milliards. Car si Bercy esquisse que cette opération est la septième du genre depuis 1988 — après l'introduction en Bourse de Pechiney International ou les émissions d'Elf, de l'UAP, du GAN et des AGF, — c'est la première fois que les capitaux qui seront ainsi collectés, proches de 2 milliards de francs (le CLF est évalué à quelque 8 milliards), n'ont pas renforcé les fonds propres de l'entreprise, mais alimenté les caisses de l'Etat. C'est en fait ce dernier, et lui seul, qui mettra en vente une partie de ses titres, les 22 % qu'il possède indirectement par l'ancienneté Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL), devenue une coquille vide détenue à 100 % par l'Etat depuis que le CLF a hérité de ses missions. L'Etat conserve par ailleurs en direct ses 25,5 %, aux côtés de la Caisse des dépôts et consignations, actionnaire à hauteur de 25 %, permettant ainsi de ne pas passer en dessous de la barre des 50 %, une frontière sacro-sainte et infranchissable pour respecter la doctrine du «règlement nationalisation» édictée par M. François Mitterrand pendant sa campagne électorale de 1988.

Et c'est bien là où, chaque fois, le bât blesse. Si toutes les raisons invoquées pour justifier l'introduction en Bourse sont fondées, notamment dans l'intérêt de l'établissement lui-même, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout de la logique ? Ce qui est critique, ce n'est pas de privatiser, mais de le faire, «honteux et confus», au coup par coup et sans ligne de réflexion apparemment cohérente.

CLAIRE BLANDIN

Elections aux comités d'entreprise

Baisse de la participation entre 1988 et 1990

La participation des salariés aux élections aux comités d'entreprise a encore diminué en 1990, affirme une étude diffusée par l'INSEE. Selon les résultats de cette enquête, 64,9 % des 2,6 millions d'électeurs inscrits ont participé à ce cycle de scrutin entre 1988 et 1990. Entre 1986 et 1988, 66,8 % des salariés avaient participé aux scrutins, contre 68 % entre 1986 et 1984.

Pour le deuxième cycle d'élections consécutif, les candidats non syndiqués sont arrivés en tête en recueillant 26,6 % des suffrages. Ils ont devancé ceux de la CGT qui, avec 24,9 % des voix, abandonne près de 2 points par rapport au précédent cycle d'élections (26,7 %). Les autres résultats suivants : CFDT, 19,9 % des suffrages (-0,8 %); Force ouvrière, 12,8 % (-0,9 %); CFE, 6,5 % (-0,3 %); CFTC, 3,6 % (-0,1 %); autres syndicats, 5,6 % (-0,6 %).

Conséquence de l'accord CEE-Japon

La France est prête à accueillir des usines d'automobiles japonaises

Le dossier automobile CEE-Japon est officiellement refermé. Cette accalmie sera vraisemblablement provisoire. A compter du 1^{er} janvier 1993, les constructeurs japonais vont pouvoir installer librement des unités de production dans les pays, comme la France, qui leur étaient plus ou moins totalement fermés. C'est l'une des contreparties majeures obtenues par les constructeurs nippons en échange de l'engagement pris par Tokyo de «surveiller» pendant une période de sept ans ses exportations automobiles dans la Communauté.

En bonne logique, la France devra donc accueillir les investissements directs des constructeurs automobiles nippons, si ces derniers manifestent le vouloir de s'implanter sur son territoire. M^{me} Edith Cresson l'a confirmé lors de la conférence de presse

d'exégèse qu'elle a tenue jeudi 1^{er} août, aux côtés du ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn et de M. Abel Farnoux, son conseiller spécial (le Monde du 2 août). Pour la petite histoire, on retiendra que M^{me} Cresson, forte de ses convictions industrialistes, avait claqué la porte du gouvernement à l'automne 1990 car elle jugeait dangereuse pour l'emploi national la politique d'accueil des investissements japonais développée par M. Roger Fauroux, alors ministre de l'Industrie. «Mieux vaut des Japonais que des chômeurs», s'exclamait-il à l'époque. «Nous risquons d'avoir et les Japonais et les chômeurs», lui rétorqua M^{me} Cresson, faisant référence aux efforts déployés par la Rue de Grenelle pour attirer dans l'Hexagone la nouvelle unité de production que Toyota cherchait à implanter en Europe (cette unité sera finalement installée en Grande-Bretagne).

Le contexte a changé, a expliqué jeudi le premier ministre. «Le gouvernement n'a aucune raison de s'opposer à l'arrivée des construc-

teurs nippons. S'ils veulent venir, pourquoi pas ?» Selon M^{me} Cresson, la position de leader et d'attracteur que tenait la France au sein de la Communauté, pour rendre plus contraignante l'accord automobile d'autolimitation négocié pendant trois ans avec le Japon, lui interdisait jusqu'à présent d'ouvrir trop grandes ses portes. L'accord maintenant conclu — qui est «un bon accord», ont souligné M. Strauss-Kahn et M^{me} Cresson — lève désormais cette obligation.

Ce changement d'attitude devrait déboucher sur une nouvelle poussée de fièvre du côté de Peugeot-Citroën. M. Jacques Calvet, président de PSA, qui manifeste une méfiance sans équivoque à l'égard du compromis de Bruxelles, avait combattu il y a deux ans l'implantation de l'équipementier automobile japonais (Nippondenso en France afin d'éviter des difficultés à ses fournisseurs. Le patron de PSA, qui s'efforce depuis plusieurs jours de porter le débat sur le terrain politique, y trouvera matière à d'autres arguments. Le PCF, mais éga-

lement certains socialistes et M. François d'Aubert, député UDF de Mayenne, n'ont à sa suite réclamé un vaste débat public.

L'interprétation donnée par Tokyo de son arrangement avec la CEE, beaucoup moins précise que la version de Bruxelles, laisse — et M. Calvet a raison de le souligner — planer de nombreuses doutes. Le MITI, ministère japonais de l'Industrie et du Commerce international, a confirmé que cet accord n'était pas «un accord officiel», et qu'il n'y avait pas de «document écrit». Les importations de voitures nipponnes sont certes limitées à 1,23 million d'unités par an, mais aucun engagement précis, chiffré, n'est donné sur les «transplants», dont la production, selon la Commission, ne devrait toutefois pas dépasser 1,2 million de véhicules à la fin du siècle. «Nous n'avons aucune raison de ne pas faire confiance aux Japonais et à Bruxelles qui a négocié», explique-t-on à Matignon. Cette assurance, qu'on dit justifiée par un accord «bien ficelé», peut aussi être interprétée comme un signe de valeté.

CAROLINE MONNOT

A la demande du parquet

Le tribunal de Marseille examinera à nouveau l'affaire Sud-Marine le 5 août

Une nouvelle audience pour examiner l'affaire Sud-Marine, mise en liquidation judiciaire lundi 29 juillet, a été fixée au lundi 5 août, après une requête du parquet de Marseille, sollicitant la poursuite de l'activité de l'entreprise pendant trois mois.

« Cette solution, souligne la requête, permettrait de sauvegarder la réputation internationale du secteur de l'offshore en France et notamment à Marseille en satisfaisant les clients de Sud-Marine. Le groupe Eiffel construction métallique de Fos-sur-Mer, «accepte de prêter assistance à l'administrateur judiciaire pour effectuer les travaux en équilibrant les recettes et les dépenses », poursuit la requête. « Les frais inhérents au maintien de l'activité offshore seront ainsi intégralement supportés par la société Eiffel », ajoute-t-elle.

« L'emploi de trois cents personnes sur le site industriel pendant trois mois, et le reclassement de 150 salariés à terme dans la société Eiffel, seraient assurés », selon le parquet.

Un engagement de 1,9 million de francs

La SNCF et l'Etat signent une convention sur la formation des agents les moins qualifiés

M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, M. Paul Quilès, ministre de l'Équipement et des transports, et M. Jacques Fournier, président de la SNCF, ont signé jeudi 1^{er} août une convention pour laquelle l'Etat s'est engagé à hauteur de 1,9 million de francs, afin de mettre sur pied une formation expérimentale destinée aux trois mille agents les moins qualifiés de la société nationale.

« Cette formation professionnelle générale doit permettre, a affirmé M. Fournier, de faire cesser l'exclusion de ces agents », qui ont aujourd'hui pas accès aux offres traditionnelles de formation de la SNCF. La signature de cette convention s'inscrit dans la logique de l'accord sur la formation professionnelle à la SNCF ratifié le 28 juin 1990 par six organisations syndicales.

Les pouvoirs publics ont participé, par l'intermédiaire de la mission « nouvelles qualifications », au montage pédagogique de cette formation spécifique de 300 000 heures et dont le coût glo-

bal est évalué à 5,3 millions de francs. Cette opération, d'une durée de trois ans, doit être généralisée à l'issue de la phase expérimentale de production que Toyota cherchait à implanter en Europe (cette unité sera finalement installée en Grande-Bretagne).

Le contexte a changé, a expliqué jeudi le premier ministre. « Le gouvernement n'a aucune raison de s'opposer à l'arrivée des construc-

teurs nippons. S'ils veulent venir, pourquoi pas ?» Selon M^{me} Cresson, la position de leader et d'attracteur que tenait la France au sein de la Communauté, pour rendre plus contraignante l'accord automobile d'autolimitation négocié pendant trois ans avec le Japon, lui interdisait jusqu'à présent d'ouvrir trop grandes ses portes. L'accord maintenant conclu — qui est «un bon accord», ont souligné M. Strauss-Kahn et M^{me} Cresson — lève désormais cette obligation.

Ce changement d'attitude devrait déboucher sur une nouvelle poussée de fièvre du côté de Peugeot-Citroën. M. Jacques Calvet, président de PSA, qui manifeste une méfiance sans équivoque à l'égard du compromis de Bruxelles, avait combattu il y a deux ans l'implantation de l'équipementier automobile japonais (Nippondenso en France afin d'éviter des difficultés à ses fournisseurs. Le patron de PSA, qui s'efforce depuis plusieurs jours de porter le débat sur le terrain politique, y trouvera matière à d'autres arguments. Le PCF, mais éga-

lement certains socialistes et M. François d'Aubert, député UDF de Mayenne, n'ont à sa suite réclamé un vaste débat public.

L'interprétation donnée par Tokyo de son arrangement avec la CEE, beaucoup moins précise que la version de Bruxelles, laisse — et M. Calvet a raison de le souligner — planer de nombreuses doutes. Le MITI, ministère japonais de l'Industrie et du Commerce international, a confirmé que cet accord n'était pas «un accord officiel», et qu'il n'y avait pas de «document écrit». Les importations de voitures nipponnes sont certes limitées à 1,23 million d'unités par an, mais aucun engagement précis, chiffré, n'est donné sur les «transplants», dont la production, selon la Commission, ne devrait toutefois pas dépasser 1,2 million de véhicules à la fin du siècle. « Nous n'avons aucune raison de ne pas faire confiance aux Japonais et à Bruxelles qui a négocié », explique-t-on à Matignon. Cette assurance, qu'on dit justifiée par un accord « bien ficelé », peut aussi être interprétée comme un signe de valeté.

« Cette formation professionnelle générale doit permettre, a affirmé M. Fournier, de faire cesser l'exclusion de ces agents », qui ont aujourd'hui pas accès aux offres traditionnelles de formation de la SNCF. La signature de cette convention s'inscrit dans la logique de l'accord sur la formation professionnelle à la SNCF ratifié le 28 juin 1990 par six organisations syndicales.

Les pouvoirs publics ont participé, par l'intermédiaire de la mission « nouvelles qualifications », au montage pédagogique de cette formation spécifique de 300 000 heures et dont le coût glo-

bal est évalué à 5,3 millions de francs. Cette opération, d'une durée de trois ans, doit être généralisée à l'issue de la phase expérimentale de production que Toyota cherchait à implanter en Europe (cette unité sera finalement installée en Grande-Bretagne).

Le contexte a changé, a expliqué jeudi le premier ministre. « Le gouvernement n'a aucune raison de s'opposer à l'arrivée des construc-

teurs nippons. S'ils veulent venir, pourquoi pas ?» Selon M^{me} Cresson, la position de leader et d'attracteur que tenait la France au sein de la Communauté, pour rendre plus contraignante l'accord automobile d'autolimitation négocié pendant trois ans avec le Japon, lui interdisait jusqu'à présent d'ouvrir trop grandes ses portes. L'accord maintenant conclu — qui est «un bon accord», ont souligné M. Strauss-Kahn et M^{me} Cresson — lève désormais cette obligation.

Ce changement d'attitude devrait déboucher sur une nouvelle poussée de fièvre du côté de Peugeot-Citroën. M. Jacques Calvet, président de PSA, qui manifeste une méfiance sans équivoque à l'égard du compromis de Bruxelles, avait combattu il y a deux ans l'implantation de l'équipementier automobile japonais (Nippondenso en France afin d'éviter des difficultés à ses fournisseurs. Le patron de PSA, qui s'efforce depuis plusieurs jours de porter le débat sur le terrain politique, y trouvera matière à d'autres arguments. Le PCF, mais éga-

lement certains socialistes et M. François d'Aubert, député UDF de Mayenne, n'ont à sa suite réclamé un vaste débat public.

L'interprétation donnée par Tokyo de son arrangement avec la CEE, beaucoup moins précise que la version de Bruxelles, laisse — et M. Calvet a raison de le souligner — planer de nombreuses doutes. Le MITI, ministère japonais de l'Industrie et du Commerce international, a confirmé que cet accord n'était pas «un accord officiel», et qu'il n'y avait pas de «document écrit». Les importations de voitures nipponnes sont certes limitées à 1,23 million d'unités par an, mais aucun engagement précis, chiffré, n'est donné sur les «transplants», dont la production, selon la Commission, ne devrait toutefois pas dépasser 1,2 million de véhicules à la fin du siècle. « Nous n'avons aucune raison de ne pas faire confiance aux Japonais et à Bruxelles qui a négocié », explique-t-on à Matignon. Cette assurance, qu'on dit justifiée par un accord « bien ficelé », peut aussi être interprétée comme un signe de valeté.

« Cette formation professionnelle générale doit permettre, a affirmé M. Fournier, de faire cesser l'exclusion de ces agents », qui ont aujourd'hui pas accès aux offres traditionnelles de formation de la SNCF. La signature de cette convention s'inscrit dans la logique de l'accord sur la formation professionnelle à la SNCF ratifié le 28 juin 1990 par six organisations syndicales.

Les pouvoirs publics ont participé, par l'intermédiaire de la mission « nouvelles qualifications », au montage pédagogique de cette formation spécifique de 300 000 heures et dont le coût glo-

bal est évalué à 5,3 millions de francs. Cette opération, d'une durée de trois ans, doit être généralisée à l'issue de la phase expérimentale de production que Toyota cherchait à implanter en Europe (cette unité sera finalement installée en Grande-Bretagne).

Le contexte a changé, a expliqué jeudi le premier ministre. « Le gouvernement n'a aucune raison de s'opposer à l'arrivée des construc-

teurs nippons. S'ils veulent venir, pourquoi pas ?» Selon M^{me} Cresson, la position de leader et d'attracteur que tenait la France au sein de la Communauté, pour rendre plus contraignante l'accord automobile d'autolimitation négocié pendant trois ans avec le Japon, lui interdisait jusqu'à présent d'ouvrir trop grandes ses portes. L'accord maintenant conclu — qui est «un bon accord», ont souligné M. Strauss-Kahn et M^{me} Cresson — lève désormais cette obligation.

Ce changement d'attitude devrait déboucher sur une nouvelle poussée de fièvre du côté de Peugeot-Citroën. M. Jacques Calvet, président de PSA, qui manifeste une méfiance sans équivoque à l'égard du compromis de Bruxelles, avait combattu il y a deux ans l'implantation de l'équipementier automobile japonais (Nippondenso en France afin d'éviter des difficultés à ses fournisseurs. Le patron de PSA, qui s'efforce depuis plusieurs jours de porter le débat sur le terrain politique, y trouvera matière à d'autres arguments. Le PCF, mais éga-

lement certains socialistes et M. François d'Aubert, député UDF de Mayenne, n'ont à sa suite réclamé un vaste débat public.

L'interprétation donnée par Tokyo de son arrangement avec la CEE, beaucoup moins précise que la version de Bruxelles, laisse — et M. Calvet a raison de le souligner — planer de nombreuses doutes. Le MITI, ministère japonais de l'Industrie et du Commerce international, a confirmé que cet accord n'était pas «un accord officiel», et qu'il n'y avait pas de «document écrit». Les importations de voitures nipponnes sont certes limitées à 1,23 million d'unités par an, mais aucun engagement précis, chiffré, n'est donné sur les «transplants», dont la production, selon la Commission, ne devrait toutefois pas dépasser 1,2 million de véhicules à la fin du siècle. « Nous n'avons aucune raison de ne pas faire confiance aux Japonais et à Bruxelles qui a négocié », explique-t-on à Matignon. Cette assurance, qu'on dit justifiée par un accord « bien ficelé », peut aussi être interprétée comme un signe de valeté.

«Amadeus»

l'informatique des agents de voyages

La Commission de Bruxelles autorise la création du plus important système mondial de réservations aériennes

La Commission de Bruxelles a accepté, mercredi 31 juillet, l'accord de partenariat signé le 16 novembre 1990 entre Amadeus, premier système européen de réservations aériennes informatisées, et Sabre, le plus important système mondial (le Monde du 17 novembre 1990). Elle a mis comme condition à ce rapprochement que les compagnies fondatrices d'Amadeus (Air France, Lufthansa, SAS) et de Sabre (American Airlines) ne soient pas avantagées dans les programmes informatiques qui alimentent les 173 000 terminaux placés chez les agents de voyages.

Les compagnies aériennes achètent de ces réseaux planétaires de réservations informatisées sans lesquels aucune d'entre elles ne parviendrait, demain, à remplir ses avions. Et sans lesquels aucun agent de voyages ne sera en mesure de faire son métier.

Actuellement, le voyageur peut se débrouiller seul pour organiser son déplacement et acheter un billet, mais il ne peut réserver par téléphone qu'à une compagnie à la fois, sans être en mesure de comparer commodément les horaires et les tarifs de plusieurs transporteurs. Par Minitel, les clients sont les mêmes avec, en sus, l'impossibilité d'accéder aux compagnies étrangères. S'il s'adresse aux comptoirs d'aéroport ou à une agence d'une compagnie aérienne, le voyageur est encore plus contraint en ce qui concerne le choix des formules et les prix pratiqués.

Restent les agences de voyages. Toutes les compagnies aériennes ont choisi de vendre leurs billets par l'intermédiaire de celles-ci, tellement elles sont persuadées que la vente directe ne dépassera pas les 30 %, quelle que soit la technologie utilisée dans les quinze ou vingt prochaines années.

295 compagnies aériennes

Une bataille acharnée fait donc rage entre les différents systèmes de réservations existants pour persuader les agents de voyages de les choisir parce qu'ils sont les plus simples et les plus rapides. On a vu alors un double mouvement se produire : d'une part, les différents systèmes se sont regroupés car il est exclu d'installer côte à côte un écran pour Air France, un autre pour Lufthansa, un troisième pour la SNCF, etc. D'autre part, avec la généralisation des voyages internationaux, les programmes se sont sophistiqués pour qu'instantanément le vendeur soit capable de répondre aux interrogations puis aux desiderata du client, ce qui va bien au-delà d'une place d'avion.

Les programmes les plus performants sont capables de donner des détails sur la météo du lieu de destination ou sur les formalités sanitaires tout en réservant une

place côté couloir, avec repas végétarien sur un vol pour New-York, puis une chambre d'hôtel et une voiture de location. Et cela en se servant d'un même terminal qui permet de consulter les bases de données de toutes les compagnies aériennes, de toutes les chaînes hôtelières et de toutes les sociétés de location de voitures pour faire profiter le voyageur des horaires, des formules et des tarifs les plus avantageux. Bien sûr, il s'agit d'un idéal vers lequel tendent les trois systèmes de réservations qui se disputent le monde par agents de voyages interposés.

Chacun de ces trois ensembles s'est constitué autour de compagnies américaines, qui bénéficiaient d'une antériorité et d'une telle supériorité. Un premier groupe assura le système Corvia (United Airlines), le caennais Gemini et l'européen Galileo (Alitalia, British Airways, KLM, Sabena, Swissair). Worldspan (TWA, North West et Delta Airlines) se rapproche d'Amadeus (Cathay Pacific, Singapore Airlines, Malaysian Air System, China Airlines). Le troisième ensemble vient d'être autorisé par la Commission de Bruxelles. Il met en commun les capacités de Sabre (American Airlines, premier groupe mondial) et d'Amadeus, premier européen.

Les vertus de la transparence

Amadeus est le fruit des efforts de ses quatre membres fondateurs : Air France, Iberia, Lufthansa et SAS. La société a été constituée en 1987 sous forme de holding détenu à parts égales par les quatre compagnies. Son siège social est à Madrid et ses ordinateurs à Munich. Ses produits sont conçus à Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes).

La mise en place a été un peu laborieuse, comme il est fréquent avec des produits informatiques complexes et surtout multinationaux. Amadeus a enregistré un an de retard et coûté dans sa première phase 450 millions d'euros (315 milliards de francs). La compagnie SAS cherche à revendre sa part pour s'offrir plus à supporter les frais de développement ultérieurs. Malgré ces complications, le système sera totalement opérationnel à la fin de l'année.

standardisé au maximum les plans de cabines des avions qui parsèment sur l'écran», explique M. Philippe Chénier, directeur général adjoint, chargé du marketing d'Amadeus.

« Nous avons un an d'avance sur nos concurrents, qui affichent il y a peu des programmes vieux de six mois », rappelle M. Edouard Olier, directeur général d'Amadeus France. Pour être à jour en pleine guerre tarifaire aux Etats-Unis, il nous est arrivé de modifier 500 000 tarifs en une nuit dans notre programme. Quant aux transports aériens, nous leur procurons le moyen de faire connaître rapidement leurs offres et de remplir au mieux leurs avions. Nous sommes vraiment transparents pour le consommateur comme pour le transporteur. »

Amadeus, surtout implanté en Europe où il s'est assuré 65 % du marché des agences de voyages, avait besoin de s'appuyer sur Sabre pour prendre pied en Amérique et s'économiser des frais. Réciproquement, celui-ci cherchait de longue date un partenaire européen qui lui donnât les moyens de concurrencer son concurrent Corvia. Le couplage des deux réseaux au cours de l'été signifie que les agents de voyages européens auront accès, via les ordinateurs de Sabre installés à Tulsa (Oklahoma), à l'ensemble des produits dont disposent leurs collègues nord-américains. Réciproquement, ceux-ci pourront consulter et réserver, via les ordinateurs d'Amadeus installés à Munich, jusqu'à la dernière place libre sur un TGV Paris-Bordeaux.

Malgré la puissance du nouvel ensemble, ses 173 000 terminaux et les 3 700 transactions réalisées par seconde, la Commission de Bruxelles s'est persuadée que la concurrence ne serait pas menacée et elle a donné son feu vert au regroupement de réservations informatiques le plus performant du moment.

ALAIN FAUJAS

Signature du contrat de Plan entre l'Etat et le groupe Air France. — L'Etat et le groupe public Air France ont signé jeudi 1^{er} août le contrat de Plan qui lie pour les trois ans à venir et qui permet l'entrée de la BNP dans le capital de la compagnie nationale. « Ce contrat clarifie les relations avec l'actionnaire », l'Etat donne sa bénédiction pour la modernisation du groupe et de son côté Air France doit établir les moyens de restaurer les grands équilibres mis à mal par la crise du Golfe » (117,2 millions de francs de pertes), a déclaré M. Bernard Attali, président du groupe. Le contrat permet une augmentation des fonds propres ou quasi-fonds propres à hauteur de 5 milliards de francs, dont 2 milliards seront apportés par l'Etat, sous forme de dette en capital sur l'exercice 1991.

CONCOURS D'ENTREE DIRECTE EN 2^{ème} ANNEE

L'EBS (Ecole Européenne de Gestion) organise les 10 et 11 septembre 1991, un concours d'entrée en 2^{ème} année réservé aux titulaires d'un diplôme de 1^{er} cycle (DEUG - DUT - BTS ou équivalents).

Avec un taux de placement de 98,4 % et un salaire moyen annuel à l'embauche de 164 000 francs, l'EBS se place dans le peloton de tête des Grandes Ecoles de Gestion.

Sa formation vous ouvre l'accès à une carrière internationale dans le gestion d'entreprise, la finance bancaire, le marketing, le commerce ou la communication.

Votre cursus de 3 ans (dont une année à l'étranger et 11 mois de stage en entreprise) sera sanctionné par un certificat international délivré par les 7 établissements du groupe EBS (Paris, Madrid, Bruxelles, Londres, Munich, Milan, Andorre).



Ecole Européenne de Gestion
Au plus près de l'entreprise.
Renseignements et inscriptions auprès de Liliane VASSALLO
Tél. : 40 36 92 93 ou 40 36 16 88 - 27, bd Ney 75018 PARIS
Métro : Porte de la Chapelle.

L'IMMOBILIER

MARCHÉS FINANCIERS

Au Japon

La secte Soka Gakkai est impliquée dans le scandale boursier

TOKYO

de notre correspondant

Le scandale des indemnités indues versées par les maisons de titres japonaises à leurs clients s'est étendu à un groupe religieux. Sur une liste de clients dédommages, rendue publique en début de semaine par trois maisons de titres d'importance moyenne, figure en effet la secte Soka Gakkai, au demeurant mêlée depuis quelques mois à différentes autres affaires peu claires. La secte a reçu 457 millions de yens (20,2 millions de francs) de Koku-sai Securities après s'être plaigne de pertes subies.

La direction du groupe religieux a affirmé ne pas avoir reçu cet argent en guise de dédommagement de pertes en Bourse mais seulement à titre d'indemnisation pour une mauvaise gestion des fonds par la maison de titres.

Quelles que soient les subtilités sémantiques employées, il reste que la Soka Gakkai est bien impliquée dans l'affaire.

Cette implication met son bras séculier - le « Parti du gouvernement propre » (Komeito) - dans une situation délicate alors que ce scandale doit être examiné devant la commission des finances à partir du vendredi 2 août. Le Komeito avait, jusqu'à présent, demandé que toute la lumière soit faite sur ce scandale.

Officiellement, la Soka Gakkai et le Komeito sont deux organisations distinctes, bien que ce parti ait été fondé en 1964 par la secte. En 1970, il a officiellement rompu ses liens avec la Soka Gakkai afin d'élargir son électorat. Il reste que les 850 000 familles membres de la Soka Gakkai (selon les chiffres fournis par la secte) constituent toujours l'électorat de base du parti.

Ph. P.

Selon le secrétaire américain au budget

« Les Etats-Unis ne gagneront pas d'argent grâce à la guerre du Golfe »

Détailant le financement de l'opération armée contre l'Irak devant le Congrès américain, le secrétaire américain au budget M. Richard Darman a déclaré jeudi 1^{er} août, que le conflit ne procurerait pas de gain financier aux Etats-Unis. Selon lui, le coût total de l'opération s'élève à 61 milliards de dollars (365 milliards de francs); les contributions étrangères se montent

à 54 milliards de francs, dont 43 milliards ont déjà été versés. Le reste est dû principalement par le Koweït et l'Arabie saoudite.

M. Darman a expliqué que la différence de 7 milliards entre le coût total et les contributions étrangères ne devrait pas représenter un fardeau budgétaire supplémentaire, mais être inclus dans le budget de la défense.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

SAINT-HONORÉ BIO-ALIMENTAIRE

Société d'investissement à Capital Variable

Conformément aux dispositions prises par le conseil d'administration, réuni le 25 juin 1991, il a été décidé de modifier la commission de gestion. Elle passera de 1 % T.T.C. à 1,186 % T.T.C., calculée sur l'actif journalier, déduction faite des parts de F.C.P. et actions de SICAV.

Ces mesures entreront en vigueur dès le 1^{er} octobre 1991.

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

SAINT-HONORÉ P.M.E.

Société d'investissement à Capital Variable

Conformément aux dispositions prises par le conseil d'administration, réuni le 2 juillet 1991, il a été décidé de modifier la commission de gestion. Elle passera de 1 % T.T.C. à 1,186 % T.T.C., calculée sur l'actif journalier, déduction faite des parts de F.C.P. et actions de SICAV.

Ces mesures entreront en vigueur dès le 1^{er} octobre 1991.

(Publié)

PRÉFECTURES DE LA HAUTE-SAVOIE ET DE L'AIN

Ligne à 2 circuits 400 KV Cornier - Gènesiat

Communes de INJOUX-GENESIAST, FRANCELLES, CHENE-EN-SEMINE, VANZY, CHESSENAZ, FRANGY, CHAMMONT, CONTAMINE-SARZIN, MARJOL, CERCER, COPPONEX, CRUSELLES, VOVRAY-EN-BORNES, VILLY-LE-BOUVETIER, MENTHONNEX-EN-BORNES, EVIRES, LA-CHAPELLE-RAMBAUD, PERS-JUSY, CORNIER, ETEAUX, LA-ROCHE-SUR-FORON

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique

Les préfets des départements de la Haute-Savoie et de l'Ain informent le public qu'il sera procédé du 29 juillet 1991 au 13 septembre 1991 à une enquête portant sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à 2 circuits 400 KV Cornier-Gènesiat, sur le territoire des communes d'Injoux-Génésiat, Francelles, Chêne-en-Semine, Vanzay, Chessenz, Frangy, Chammont, Contamine-Sarzin, Marjol, Cercer, Copponeux, Cruseilles, Vovray-en-Bornes, Villy-le-Bouvier, Menthonnex-en-Bornes, Evires, La Chapelle-Rambaud, Pers-Jusy, Cornier, Eteaux, La Roche-sur-Foron.

La commission d'enquête désignée par le président de tribunal administratif de Grenoble est composée de :
M. Raymond Tardy, 7, allée des Tillands - 01150 Lagnieu, président.
M. Roger Vernet, 10, allée des Roses, 74320 Vallières.
M. Gustave Gros, 41, allée des Roses, 74320 Vallières.

Le siège de cette commission est fixé à la sous-préfecture de Saint-Julien-en-Genevois.

Les pièces du dossier d'enquête seront déposées :
• en préfectures de la Haute-Savoie et de l'Ain ;
• en sous-préfectures de Bonneville, Saint-Julien-en-Genevois et Nantua ;
• en mairies d'Injoux-Génésiat, Chêne-en-Semine, Vanzay, Chessenz, Frangy, Chammont, Contamine-Sarzin, Marjol, Cercer, Copponeux, Cruseilles, Vovray-en-Bornes, Villy-le-Bouvier, Menthonnex-en-Bornes, Evires, La Chapelle-Rambaud, Pers-Jusy, Cornier, Eteaux, La Roche-sur-Foron intéressées par le projet, ainsi qu'en mairies de Bellegarde-sur-Valleraie, Seyssel, Thoiry, Cluses, Reignier, chef-lieu de canton, aux jours et heures habituels d'ouverture des locaux afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresser par écrit au président de la commission d'enquête en sous-préfecture de Saint-Julien-en-Genevois.

Pendant trois jours, les mercredi 11, jeudi 12 et vendredi 13 septembre 1991, de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h,
- M. Raymond Tardy, en sous-préfecture de Saint-Julien-en-Genevois ;
- M. Roger Vernet, en mairie de Cornier ;
- M. Gustave Gros, en mairie d'Injoux-Génésiat, recevront les observations du public.

Le préfet. Pour le préfet, le secrétaire général : Yves FAUCQUEUR.

NEW-YORK, 1^{er} août ↓

Ventes bénéficiaires

Après trois jours de hausse, des ventes bénéficiaires se sont produites jeudi 1^{er} août à Wall Street. Cependant, le marché new-yorkais, qui avait d'abord cédé à leur pression, ne les a finalement pas trop absorbées. A la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles n'enregistrait qu'une faible baisse de 0,24 % à 3 017,66 (-7,16 points).

Le bilan de la séance a été comble par ce résultat. Sur 2 066 valeurs traitées, 893 ont gagné, 669 ont perdu et 514 n'ont pas varié.

Around du « Big Board », les professionnels se déclarent assez satisfaits de la réactivité de la Bourse. De fait, si l'on croit les analystes, de nombreuses valeurs sont actuellement surévaluées, d'autant plus vulnérables. L'annonce d'une baisse des demandes d'allocation de titres a été perçue comme une bonne nouvelle. Mais la communauté boursière attend néanmoins la publication de vendredi des chiffres de l'emploi pour le mois écoulé pour se faire une opinion sur le sujet.

L'activité s'est maintenue à un bon niveau avec 169,92 millions de titres échangés, contre 167,31 millions la veille.

VALEURS	Cours de 21 juillet	Cours de 1 ^{er} août
Alcoa	70,50	69,75
AT&T	50,75	50,00
Boeing	46,25	45,50
Chemical Bank	40,125	39,375
Deere & Co	40,75	40,00
Eastman Kodak	41,375	40,625
Exxon	41,375	40,625
Ford	33,125	32,375
General Electric	73,125	72,375
General Motors	73,125	72,375
Goldman Sachs	101,125	100,375
IBM	101,125	100,375
Johnson & Johnson	67,50	66,75
McKesson	71,75	71,00
Schlumberger	71,75	71,00
Texas Instruments	85,375	84,625
United Technologies	20,375	20,125
Westinghouse	46,50	45,75
Weyerhaeuser	56,375	55,625

LONDRES, 1^{er} août =

Pause

Les valeurs ont fluctué dans une marge étroite, jeudi 1^{er} août au Stock Exchange, où le marché a été marqué par le mouvement de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

FAITS ET RÉSULTATS

Philippe bénéficie doublement à la parer mais optimisme persiste.

Le groupe d'entreprises dénommé Philippe a été créé pour le premier semestre 1991 un bénéfice net de 687 millions de francs (environ 206 millions de francs) en hausse de 84,2 %. Hors déduction des amortissements (365 millions de francs) provenant de la vente des derniers actifs de l'électronique à Philips, le résultat net est de 322 millions de francs, soit 748 fois plus important que l'an dernier à pareille époque. En revanche, le chiffre d'affaires est en baisse de 1,3 % à 26 milliards de francs. Au siège de Philips à Eindhoven, la direction du groupe se garde de tout triomphalisme, se contentant de constater une amélioration après une année 90 considérée comme la plus noire de toute l'histoire de l'entreprise. Pris dans le décalé, les résultats de Philips ne portent en effet pas à l'enthousiasme. Si l'activité « composants » redonne un bénéfice net de 231 millions de francs, l'électronique voit sa marge opérationnelle fondre de 20,2 % à 261 millions de francs. Pour la division « électronique grand public », activité de base du groupe, la baisse est de 40,7 % à 489 millions de francs. Philips refuse de faire des prévisions de résultats pour l'ensemble de l'exercice 1991, car le processus de restructuration est toujours en cours. Au 31 décembre prochain, Philips ne devrait plus employer que 233 000 à 240 000 personnes.

Carrefour a pris 10 % de Ploerd surpasse. Carrefour a pris une participation de 10 % dans Ploerd surpasse, une entreprise dont le capital était jusqu'alors détenu à 100 % par la famille Decelle. Cette opération, approuvée lors d'une assemblée générale de Ploerd à la mi-juillet, a été quelque peu édulcorée par le rachat en juin d'Euro-marché par Carrefour. Mais elle est dans la logique de la politique d'alliance menée par Carrefour avec des entreprises leaders sur leur marché, explique-t-on chez Carrefour. Créé en 1973, Ploerd surpasse réalise environ 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires dans ses 176 points de vente (200 prévus à la fin 1991).

PARIS, 2 août ↑

Expectative

Pour la dernière séance de la semaine, la Bourse de Paris s'est maintenue tout au long de la journée à des niveaux proches de ceux affichés la veille en clôture. Le mouvement de reprise de jeudi, qui avait permis au marché de sortir de la léthargie observée depuis plusieurs séances, ne se sera que brièvement maintenu.

En retrait de 0,12 % au début des transactions, les valeurs françaises affaiblissent en fin de matinée une légère avance de 0,16 %. En début d'après-midi, l'indice CAC 40 perdait de nouveau quelques fractions mais restait néanmoins dans le vert avec un gain de 0,04 %. Plus tard dans la journée, le baromètre de la place parisienne affichait une hausse modeste de 0,2 %.

Au surplus de la veille, a succédé l'effacement. Pendant une bonne partie de la matinée et à l'issue de celle-ci, le marché des valeurs françaises se sont légèrement raffermies sous la poussée de mouvements que les professionnels qualifient de purament techniques. Selon les opérateurs, seuls la publication, dans le courant de l'après-midi, des chiffres de l'emploi américain pourrait surprendre le marché de sa torpeur actuelle.

La petite déroute sur le foyer de l'argent au jour le jour a été fourchue et les propos du nouveau président de la Bundesbank rapportés par le quotidien britannique The Guardian, selon lequel la politique de rigueur ne passe pas forcément par un relèvement du taux Lombard n'ont pas eu d'effet particulier sur la tendance.

En outre, des valeurs, les investisseurs ont procédé à des achats sur des titres jugés en retard. Ce fut le cas notamment de Michelin qui, à la mi-séance, a gagné 3 % pour 244 000 titres et d'Aviva en progression de 2,3 % pour 55 000 pièces.

TOKYO, 2 août ↓

Nouvel effacement

Dans une journée de baisse vendredi 2 août au Kabuto-cho. Mais une fois encore, malgré le mauvais des courants de la veille, le marché est parvenu à ne pas terminer la séance à ses plus bas niveaux. A la clôture, l'indice Nikkei s'est effacé de 10,40 points à 24 027,87, après avoir perdu 44,76 points (-0,19 %). A la mi-séance, il avait enfoncé le seuil des 24 000 points, et rétrogradé de 0,7 %.

Selon les professionnels, les débats au Parlement sur le scandale boursier ont incité les investisseurs à rester en retrait. Ceux-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

Le Bourse est restée calme en l'absence de nouvelles économiques sensationnelles. Le marché de Wall Street et l'attente de la publication, le samedi prochain, de plusieurs indices économiques ont incité les investisseurs à rester en retrait. Celui-ci, en fait, respire un peu la souffrance après l'euphorie de la semaine passée.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cités	3425	3425	Imtech. Hélios	672	....
Amstel Amstel	296 10	296 10	Imtech. Compagnie	180	180
B.A.C.	117 40	117	I.P.R.M.	80	80
Banq. Vertes	808	810	Loos Invest.	247	247
Bolton (Sj)	380	380	Loos Inv.	74	75
Bolwert (Eyn)	224	225	Mess Comp.	119	119
C.A.L.-de-P. (C.C.I.)	888	880	Nickel	146	147
Caltison	378	388	Publ. Pigeonot	405	400
Canal	690	700	Rhone	700	710
C.E.S.E.P.	150	....	Rhone-Alp. Ecu (Sj)	237 40	237 40
C.F.M.I.	278	278	S.A.M.	165	168
CRIM.	910	910	Solent Invest (Sj)	100	100
Credem	262	269 20	Suez	384	386
Corfinco	1000	....	Suez Ind.	275	275
Crooks	100	....	Solent	274	275
Dagblat	410	410	TF1	340	340
Danese	1800	1800	Thiessmoller H. (Sj)	282	272 40
Danmaly Worms Co	409	....	Unilog	196	196
Dassault	847	822	Viel et Cie	89	90 70
Deville	328	328	Y. St-Laurent Groups	745	759
Difone	139	135			
Edilcom Bedford	224	228			
Europ. Propagand	280	281			
Financ	117	....		
Fininvest	138 80	138 80			
GF Indus. (Rom.L)	207 60	200			
Grand Luxe	384	386			
Savignac	218	....		
Socrop Odgry	683	683			
Suissol	890	1000			
L.C.C.	214	212			
Mareva	128 80	123 70			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

TAPEZ
LE MONDE

كسب المال

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 2 AOUT

Règlement mensuel									
Compteur	VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précédent
3881	C.A.E. 20	3857	3857	3857	0	3881	C.A.E. 20	3857	3857
3882	B.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3882	B.A.P. 20	3857	3857
3883	R.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3883	R.A.P. 20	3857	3857
3884	S.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3884	S.A.P. 20	3857	3857
3885	T.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3885	T.A.P. 20	3857	3857
3886	U.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3886	U.A.P. 20	3857	3857
3887	V.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3887	V.A.P. 20	3857	3857
3888	W.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3888	W.A.P. 20	3857	3857
3889	X.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3889	X.A.P. 20	3857	3857
3890	Y.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3890	Y.A.P. 20	3857	3857
3891	Z.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3891	Z.A.P. 20	3857	3857
3892	A.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3892	A.A.P. 20	3857	3857
3893	B.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3893	B.A.P. 20	3857	3857
3894	C.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3894	C.A.P. 20	3857	3857
3895	D.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3895	D.A.P. 20	3857	3857
3896	E.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3896	E.A.P. 20	3857	3857
3897	F.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3897	F.A.P. 20	3857	3857
3898	G.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3898	G.A.P. 20	3857	3857
3899	H.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3899	H.A.P. 20	3857	3857
3900	I.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3900	I.A.P. 20	3857	3857
3901	J.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3901	J.A.P. 20	3857	3857
3902	K.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3902	K.A.P. 20	3857	3857
3903	L.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3903	L.A.P. 20	3857	3857
3904	M.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3904	M.A.P. 20	3857	3857
3905	N.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3905	N.A.P. 20	3857	3857
3906	O.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3906	O.A.P. 20	3857	3857
3907	P.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3907	P.A.P. 20	3857	3857
3908	Q.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3908	Q.A.P. 20	3857	3857
3909	R.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3909	R.A.P. 20	3857	3857
3910	S.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3910	S.A.P. 20	3857	3857
3911	T.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3911	T.A.P. 20	3857	3857
3912	U.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3912	U.A.P. 20	3857	3857
3913	V.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3913	V.A.P. 20	3857	3857
3914	W.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3914	W.A.P. 20	3857	3857
3915	X.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3915	X.A.P. 20	3857	3857
3916	Y.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3916	Y.A.P. 20	3857	3857
3917	Z.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3917	Z.A.P. 20	3857	3857
3918	A.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3918	A.A.P. 20	3857	3857
3919	B.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3919	B.A.P. 20	3857	3857
3920	C.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3920	C.A.P. 20	3857	3857
3921	D.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3921	D.A.P. 20	3857	3857
3922	E.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3922	E.A.P. 20	3857	3857
3923	F.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3923	F.A.P. 20	3857	3857
3924	G.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3924	G.A.P. 20	3857	3857
3925	H.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3925	H.A.P. 20	3857	3857
3926	I.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3926	I.A.P. 20	3857	3857
3927	J.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3927	J.A.P. 20	3857	3857
3928	K.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3928	K.A.P. 20	3857	3857
3929	L.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3929	L.A.P. 20	3857	3857
3930	M.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3930	M.A.P. 20	3857	3857
3931	N.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3931	N.A.P. 20	3857	3857
3932	O.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3932	O.A.P. 20	3857	3857
3933	P.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3933	P.A.P. 20	3857	3857
3934	Q.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3934	Q.A.P. 20	3857	3857
3935	R.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3935	R.A.P. 20	3857	3857
3936	S.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3936	S.A.P. 20	3857	3857
3937	T.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3937	T.A.P. 20	3857	3857
3938	U.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3938	U.A.P. 20	3857	3857
3939	V.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3939	V.A.P. 20	3857	3857
3940	W.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3940	W.A.P. 20	3857	3857
3941	X.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3941	X.A.P. 20	3857	3857
3942	Y.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3942	Y.A.P. 20	3857	3857
3943	Z.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3943	Z.A.P. 20	3857	3857
3944	A.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3944	A.A.P. 20	3857	3857
3945	B.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3945	B.A.P. 20	3857	3857
3946	C.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3946	C.A.P. 20	3857	3857
3947	D.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3947	D.A.P. 20	3857	3857
3948	E.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3948	E.A.P. 20	3857	3857
3949	F.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3949	F.A.P. 20	3857	3857
3950	G.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3950	G.A.P. 20	3857	3857
3951	H.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3951	H.A.P. 20	3857	3857
3952	I.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3952	I.A.P. 20	3857	3857
3953	J.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3953	J.A.P. 20	3857	3857
3954	K.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3954	K.A.P. 20	3857	3857
3955	L.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3955	L.A.P. 20	3857	3857
3956	M.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3956	M.A.P. 20	3857	3857
3957	N.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3957	N.A.P. 20	3857	3857
3958	O.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3958	O.A.P. 20	3857	3857
3959	P.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3959	P.A.P. 20	3857	3857
3960	Q.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3960	Q.A.P. 20	3857	3857
3961	R.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3961	R.A.P. 20	3857	3857
3962	S.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3962	S.A.P. 20	3857	3857
3963	T.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3963	T.A.P. 20	3857	3857
3964	U.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3964	U.A.P. 20	3857	3857
3965	V.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3965	V.A.P. 20	3857	3857
3966	W.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3966	W.A.P. 20	3857	3857
3967	X.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3967	X.A.P. 20	3857	3857
3968	Y.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3968	Y.A.P. 20	3857	3857
3969	Z.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3969	Z.A.P. 20	3857	3857
3970	A.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3970	A.A.P. 20	3857	3857
3971	B.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3971	B.A.P. 20	3857	3857
3972	C.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3972	C.A.P. 20	3857	3857
3973	D.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3973	D.A.P. 20	3857	3857
3974	E.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3974	E.A.P. 20	3857	3857
3975	F.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3975	F.A.P. 20	3857	3857
3976	G.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3976	G.A.P. 20	3857	3857
3977	H.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3977	H.A.P. 20	3857	3857
3978	I.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3978	I.A.P. 20	3857	3857
3979	J.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3979	J.A.P. 20	3857	3857
3980	K.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3980	K.A.P. 20	3857	3857
3981	L.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3981	L.A.P. 20	3857	3857
3982	M.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3982	M.A.P. 20	3857	3857
3983	N.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3983	N.A.P. 20	3857	3857
3984	O.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3984	O.A.P. 20	3857	3857
3985	P.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3985	P.A.P. 20	3857	3857
3986	Q.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3986	Q.A.P. 20	3857	3857
3987	R.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3987	R.A.P. 20	3857	3857
3988	S.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3988	S.A.P. 20	3857	3857
3989	T.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3989	T.A.P. 20	3857	3857
3990	U.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3990	U.A.P. 20	3857	3857
3991	V.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3991	V.A.P. 20	3857	3857
3992	W.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3992	W.A.P. 20	3857	3857
3993	X.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3993	X.A.P. 20	3857	3857
3994	Y.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3994	Y.A.P. 20	3857	3857
3995	Z.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3995	Z.A.P. 20	3857	3857
3996	A.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3996	A.A.P. 20	3857	3857
3997	B.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3997	B.A.P. 20	3857	3857
3998	C.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3998	C.A.P. 20	3857	3857
3999	D.A.P. 20	3857	3857	3857	0	3999	D.A.P. 20	3857	3857
4000	E.A.P. 20	3857	3857	3857	0	4000	E.A.P. 20	3857	3857

COMPTANT (sélection)

VALEURS	Cours	Précédent	Dernier	%
1028	1028	1028	1028	0
1029	1029	1029	1029	0
1030	1030	1030	1030	0
1031	1031	1031	1031	0
1032	1032	1032	1032	0
1033	1033	1033	1033	0
1034	1034	1034	1034	0
1035	1035	1035	1035	0
1036	1036	1036	1036	0
1037	1037	1037	1037	0

LETTRES

La mort de Youssef Idriss

Le roi de la nouvelle égyptienne

L'écrivain égyptien Youssef Idriss est mort jeudi 1^{er} août, à Londres, à l'âge de soixante-quatre ans, des suites d'une hémorragie cérébrale (nos dernières éditions du 2 août).

LE CAIRE

de notre correspondant

Rien ne destinait Youssef Idriss à être un des grands de la nouvelle et du théâtre modernes égyptiens. Ce fils de fonctionnaire né dans le delta du Nil en 1927 semblait en effet promis à une vie bourgeoise, sans rapport avec la littérature. En 1952, Youssef Idriss avait accompli le rêve de la plupart des jeunes Égyptiens en terminant ses études de médecine, section chirurgie, à l'université du Caire. Après trois années passées comme interne à l'hôpital étiatique de Kasr-el-Eini, «Docteur Idriss» était nommé inspecteur de santé dans le quartier populaire cairote de Darb-el-Ahmar.

Meis la carrière médicale de Youssef Idriss, qui avait ajouté un diplôme de psychiatrie à son bagage scientifique, a vite cédé le pas à l'écriture qui couvait en lui. Déjà, lorsqu'il était étudiant, il avait publié plusieurs nouvelles dans la presse égyptienne.

Le succès de ses premiers écrits allait progressivement le pousser à abandonner le scalpel pour le plume. En 1954, il publie son premier recueil de nouvelles, *Arkas el Layali* (La Nuit la moins chère), très bien accueilli par la presse et la critique. Il rejoint ensuite le quotidien *el Gounhouria*, le journal «progressiste» de l'époque, où il devient responsable de la section du théâtre.

En 1956, il fait paraître un nouveau recueil de nouvelles, resté lui aussi célèbre, *Gounhouria Fara-*

hat (la République de Farahat). En 1957 il se lance dans le théâtre avec *Mahk el Qain* (le Roi du coton) et publie en 1958 son premier roman, *el Harem* (le Pêche). En 1964, Youssef Idriss, qui s'est définitivement imposé comme un des grands de la nouvelle vague, obtient le prix de littérature Président-Nasser.

La carrière littéraire de celui qui était surnommé en Égypte et dans le monde arabe «El Doktor» s'est poursuivie sans discontinuer. L'adaptation de plusieurs de ses nouvelles au cinéma a valu à Youssef Idriss une popularité encore plus grande (coïncidence : la moitié des Égyptiens sont analphabètes).

Youssef Idriss a publié une cinquantaine d'ouvrages comprenant des recueils de nouvelles, des romans, des pièces de théâtre et des essais. Plusieurs de ces œuvres ont été traduites en français (1), en anglais et en russe. Son influence sur la littérature arabe en général, et égyptienne en particulier, a été importante dans le domaine de la nouvelle et du théâtre, avec notamment *el Guens el Talet* (Le Troisième Sexe) et *el Farafir*.

L'écrivain, qui n'en était pas à une polémique près, avait exprimé une certaine déception après l'obtention par son compatriote Naguib Mahfouz du Nobel 1988 de littérature. Durant la crise du Golfe, Youssef Idriss, qui avait obtenu en 1988 le prix Saddam-Husseïn de littérature, s'en était néanmoins violemment pris au régime irakien.

ALEXANDRE BUCCIANI

(1) Trois livres de Youssef Idriss (parfois orthographié Idrissi) sont actuellement disponibles en français : *Maison de chair et autres nouvelles*, le *Sirène et autres nouvelles* (tous deux aux éditions Sindbad) ; le *Tabou* (Lattès).

PHILATÉLIE

Val-d'Isère : ski alpin

La Poste mettra en vente générale le lundi 19 août un timbre à surtaxe, d'une valeur de 2,50 F + 0,20 F, consacré aux épreuves de ski alpin qui se déroulent à Val-d'Isère lors des prochains Jeux olympiques d'hiver à Albertville, en 1992. Il s'agit de la dixième valeur de cette série consacrée sur un même modèle (patinoir artistique, saut, ski de vitesse, slalom, ski de fond, hockey, luge, curling et ski artistique ayant déjà été émis).

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, conçu par Charles Bridoux, gravé par Pierre Béquet, est imprimé en feuille double en feuilles de cinquante.

► Vente anticipée à Val-d'Isère (Savoie), les 17 et 18 août, de 9 heures à 18 heures,

au bureau de poste temporaire «premier jour», ouvert à l'Office du tourisme : le 17 août, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Val-d'Isère RP (boîte aux lettres spéciale).

► Souvenirs philatéliques : enveloppe (15 F), encart (30 F) ou notice (10 F). Renseignements à l'Office du tourisme (tél. : (16) 79-06-10-83) ou à la poste (tél. : (16) 79-06-06-99).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris Tél. : (1) 40-65-29-27 Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres

En filigrane

• Tarzan et les autres. — La Lasotho a mis en circulation, le 20 juin 1991, une série de huit timbres et un bloc-feuillet consacrés aux films célèbres qui ont pour cadre l'Afrique et qui représentent leurs interprètes vedettes. Au programme : *les Mises du roi Solomon* (Stewart Granger), *Tarzan* (Johnny Weissmuller), *Maganbo* (Clark Gable et Grace Kelly), *Garilles dans la brume* (Sigourney Weaver), *The Afi-*

can Queen (Humphrey Bogart et Katherine Hepburn), *Harari* (John Wayne), *Out of Africa* (Meryl Streep), *Coming to America* (Eddie Murphy et Arsenio Hall) et *Born free* (le lionne Elsa).

• Vente. — Ventes sur offres Larose (Salat-André-le-Château, BP 69, 69702 Givors Cedex) clôturée le 22 août. Au catalogue, plus de trois mille lots, pour cinq millions de cote, dont documents du treizième au seizième siècle ; classiques de France (n° 1 à tête-bêche oblitérés gros points, départ 47 000 F ; n° 2 infime trace de chemière, départ 69 000 F ; 1 F vermillon 7e, oblitérée, départ 75 000 F et 80 000 F selon état...) ; importantes sélections de variétés spectaculaires (bloc Philéfrance 89 non dentellé accidentel et texte de travers, départ 50 000 F ; timbres en feuilles (n° 252 Travail, départ 35 000 F ou n° 269 à 18 500 F).



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

CARNET DU Monde

Naissances

— Pierre est heureux d'annoncer la naissance de Thibault, le 31 juillet 1991.

— Anne VERGNAUD et Jean-Charles MILLIEN, 5, rue Pasteur, 75011 Paris.

Mariages

— Tous leurs amis sont heureux de faire part du mariage de

Béatrice MORIZE et Olivier RABAUX, le 3 août 1991, à Allen (Drôme).

Décès

— Les familles Guedj, Benicmon, Nabeth, Bouanich, Attal, Halimi, Aouzerate et Auzal, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et tante,

M^{me} Claire GUEDJ, née Aouzerate,

survenue le 1^{er} août 1991.

Les obsèques auront lieu le 2 août, à 14 h 30, au cimetière de Pantin, entrée porte principale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Guedj, 18-20, rue Mathis, 75019 Paris.

— M. et M^{me} Denis Offroy, le docteur Philippe Offroy, ses enfants, Guillaume et Martin Offroy, ses petits-enfants, M^{me} Jeannel, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Henry Offroy, ses enfants et petits-enfants, Les familles Badin, Buisson, Garnier et Offroy, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jacques OFFROY, née Danielle Simon,

survenue le 28 juillet 1991, à Mont-Saint-Aignan, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La messe d'inhumation a eu lieu en l'église de Mont-Saint-Aignan-Village, le mardi 30 juillet, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Denis et Martine Offroy, 47, rue des Mathurins, 75008 Paris.

— M. Pierre Pechoux, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre PECHOUX, née Pauline Fischer,

survenue le 30 juillet 1991, à Clermont-Ferrand.

37, boulevard Duclaux,

63000 Clermont-Ferrand.

WEEK-END D'UN CHINEUR

VENTES :

Samedi 3 août : Belfort, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Divorce-les-Bains, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Granville, 21 heures : vins de Bordeaux ; Le Touquet, 15 heures : vins ; Sers, 20 h 30 : mobilier, argenterie.

Dimanche 4 août : Arzon (56), 20 h 30 : arts de la marionnette ; Arranches, 14 h 30 : étains et cuivres ; Meaux, 19 heures : bijoux ; Provins, 14 heures : mobilier, tableaux ; Divorce-les-Bains, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Granville, 14 h 30 : mobilier, céramique ; Les Andelys, 14 h 30 : linge, argenterie.

FOIRES ET SALONS

Fayence, Béziers, Post-L'Évêque, Lorient et Remiremont.

LOTTO MERCREDI 31 JUILLET 1991									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

— Jean-Pierre et Jacqueline Poite, Pierre et Jacqueline Poiteau, Michel et Marthe Poite. Leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne PETITE, administrateur civil honoraire à la Caisse des dépôts et consignations, leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenue accidentellement le 31 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Cachan (Val-de-Marne).

Le service religieux sera célébré le mardi 6 août, à 19 h 30, en l'église Saint-Jean de Cachan.

1, rue de la Pépère, 94240 L'Haÿ-les-Roses, 7, rue des Quatre-Frères-Aymon, 1000 Bruxelles (Belgique).

Messes anniversaires

— Il y aura vingt-cinq ans, le 3 août, Dieu rappela à lui le capitaine de corvette,

G.-M. CHARRIERE (CR).

Que ceux qui l'ont connu et aimé s'unissent d'émotion à la messe qui sera célébrée le 15 août, à 10 h 15, en l'église de Ciboure (Pyrénées-Atlantiques).

— Une messe sera célébrée le 4 août 1991, à 9 h 45, en l'église de Ponchartrant (Haute-Garonne), à l'occasion de l'anniversaire du rappel à Dieu, le 5 août 1990, de

Max et Anne-Marie de MELLIS.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de sa disparition.

Les amis de

Michel-Yves BERGER,

se souviennent de son talent, de sa volonté, de son courage.

GES (Groupe d'encouragement au spectacle).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 2 août 1991 :

DES DÉCRETS

— Du 29 juillet 1991 relatif à l'appellation d'origine contrôlée «Cognac du Languedoc».

— N° 91-751 du 31 juillet 1991 fixant le montant de divers avantages de vieillesse et d'invalidité.

— N° 91-752 du 31 juillet 1991 fixant le montant de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

— N° 91-753 du 31 juillet 1991 pris pour l'application de la loi n° 91-72 du 18 janvier 1991, relative au conseil de salariat.

DES ARRÊTÉS

— Du 23 juillet 1991 fixant le modèle du formulaire de déclarations de ressources 1990 à remplir par les bénéficiaires de certaines allocations à caractère familial ou social.

— Du 25 juillet 1991 modifiant l'arrêté du 1^{er} juillet 1967 modifié relatif à l'indemnisation des administrateurs de la caisse nationale et des caisses mutuelles régionales d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles.

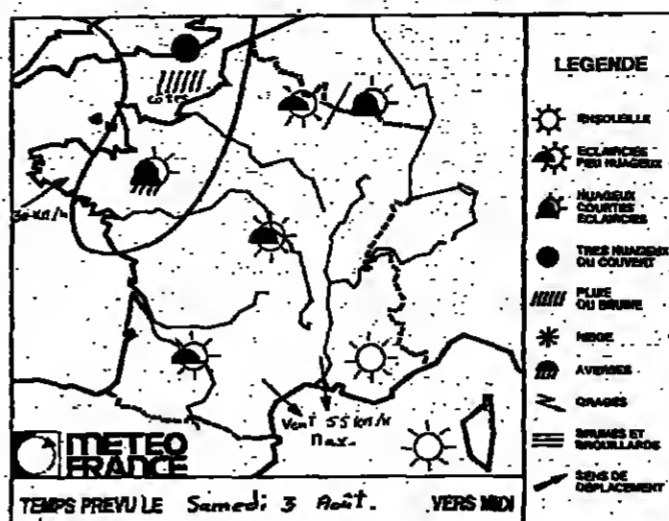
— Du 30 juillet 1991 modifiant la liste des spécialistes pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

LOTOSPARA 1991									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

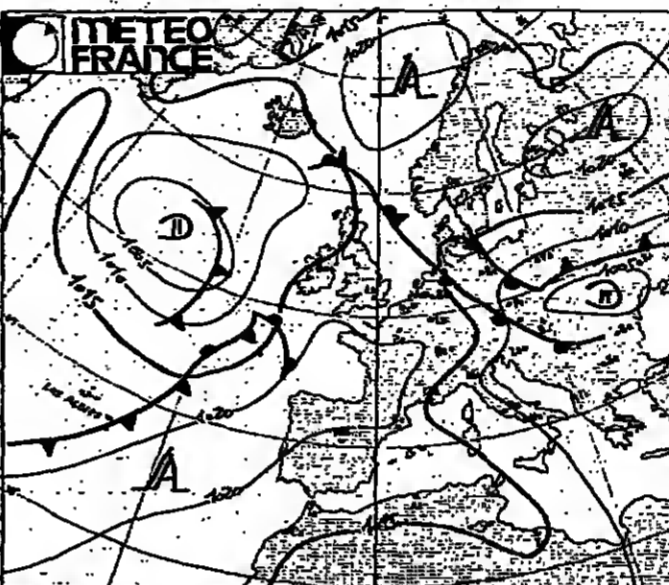
TALOTAT									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50
51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70
71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90
91	92	93	94	95	96	97	98	99	100

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 3 août 1991
Généralement beau
passages nuageux près de la Manche



SITUATION LE 2 AOÛT 1991 À 0 HEURE TU

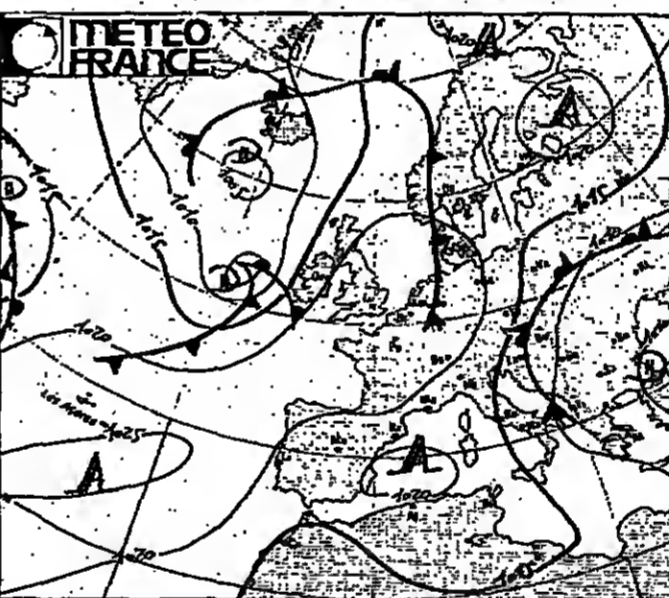


Dimanche : assez beau. — La matinée sera nuageuse, temporairement tristes, nuageux avec de la brume, de l'Aquitaine au sud du pays. Ces nuages se dissiperont aux environs du nord-est en soirée. Il s'agit surtout de nuages assez élevés qui ne gêneront guère la journée. Mis à part ce petit passage nuageux, la journée sera bien ensoleillée. Les vents de nord ou nord-ouest faibliront près de la Méditerranée.

Les températures minimales iront de 13 degrés à 15 degrés.

Les maximales atteindront 22 degrés à 25 degrés dans le nord et 26 degrés, à 29 degrés, dans le Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 4 AOÛT 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 2-8-91

Du 1-9-1991 à 18 heures TU et du 2-9-1991 à 6 heures TU											
FRANCE				TOULOUSE				LUXEMBOURG			
ALGER	25	15	D	TORONTO	25	15	C	MARRAKECH	37	21	D
BARCELONE	25	15	D	PORT-AU-PRINCE	32	24	D	MEXICO	—	—	—
BORDEAUX	25	15	D	ÉTRANGER				MIAMI	29	18	D
BRESCIA	25	15	D	ALGER	25	15	D	MONTREAL	27	20	N
CAEN	25	15	D	AMSTERDAM	25	15	D	MOSCOW	24	11	D
CHERBOURG	25	15	D	ATHENS	30	24	D	NAIROBI	—	—	—
CLERMONT-FER	25	15	D	BANGKOK	33	28	C	NEW-DELI	34	28	C
COCOT	25	15	D	BANGKONG	27	21	D	NEW-YORK	33	22	D
CRETE	25	15	D	BERLIN	25	15	N	OSLO	26	13	D
GRANVILLE	25	15	D	BRUXELLES	25	15	N	PALMA-DE-MAJ	30	19	D
LAKE	25	15	D	COPTENHAGEN	24	17	N	PRIN	30	19	D
LAMONG	25	15	D	DAKAR	33	—	C	ROME	—	—	—
LYON	25	15	D	DJIBOUTI	30	26	D	SINGAPOUR	28	16	D
MARSEILLE	25	15	D	GUAYRA	22	12	D	STOCKHOLM	26	18	N
NANCY	25	15	D	HONGKONG	31	27	N	SYDNEY	—	—	—
NANTES	25	15	D	ISTANBUL	28	24	D	TOKYO	36	27	C
NICE	25	15	D	JERUSALEM	27	19	D	YOKOHAMA	35	21	D
PARIS-MONTY	25	15	D	LE CAIRE	33	23	D	YOKOSUKA	35	22	C
PAU	25	15	D	LISBONNE	31	25	D	YOKOSUKA	35	22	C
PERPIGNAN	25	15	D	LONDRES	24	14	D	YOKOSUKA	35	22	C
RENNES	25	15	D	LOS ANGELES	22	17	C	YOKOSUKA	35	22	C
STRASBOURG	25	15	D					YOKOSUKA	35	22	C

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Claude SEIGNOLLE
LE BERRY

RADIO-TÉLÉVISION

Le Monde • Samedi 3 août 1991 19

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 2 août

TF 1
20.40 Jeux : Intervilles 91.
Nico-Ville.
22.45 Sport : Boxe. Tiozzo (France) Morgan (Etats-Unis), en direct de Cannes.
23.55 Magazine : 52 sur la Une. Les Dernières Canavanes.
0.50 Journal, Météo et Bourse.

A 2
20.45 Jeu : Les Clés de Fort Boyard.
21.55 Série : Palace.
22.50 Cinéma : L'Amour en fuite. ■ Film français de François Truffaut (1978).
0.20 Court métrage : Les Mistons.

FR 3
20.45 Magazine : Thalassa. Lumière austral. Un archipel français, dans l'océan indien.
21.40 Feuilleton : Joseph Conrad.
22.35 Journal et Météo.
22.55 Traverses. L'Univers intérieur, voyage à l'intérieur du corps humain. 1. La Naissance de la vie.
23.45 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS
20.30 Téléfilm : Les Amants du capricorne.
22.05 Sport : Pétanque.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Cyborg. ■ Film américain d'Albert Pyun (1989).
0.25 Cinéma : Jusqu'à bout du rêve. ■ Film américain de Phil Alden Robinson (1989) (v.o.).

LA 5
20.45 Téléfilm : Ruesque partagée.
22.25 Feuilleton : Mystères à Twini Peaks.

23.20 ► Magazine : Conséquences. Vacances : ceux qui restent.
0.15 Journal de la nuit.

M 6
20.35 Téléfilm : Non récupérables.
22.10 Série : Équinox.
23.00 Magazine : Vénus.
23.30 Capital.
23.40 Six minutes d'informations.

23.45 Série : Destination danger.

LA SEPT
21.00 Téléfilm : Route enchantée.
22.30 Feuilleton : Diadorim.

FRANCE-CULTURE
21.00 Écrire le pays. Quatrième rencontre des écrivains francophones.
22.00 Un livre, des voix. L'Asie de pierre.
22.40 Musique : Nocturne. La Perse en Avignon (musiques persanes).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Bruno Bayen (Éloge de l'aller simple) (rediff.).
0.50 Musique : Coda. Nina Simone soul diva. 5. Nina's jazz (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Discothèques : privées. Rolf Lieberman.
21.30 Heiku.
22.00 Concert (en direct du Festival de Montpellier) : Denise d'Almeida pour orchestre op. 75 (Schmitt) ; Giovanni d'Arco, cantate pour mezzo-soprano et orchestre (Rossini) ; orchestration de Scherzino ; La Mort de Cléopâtre (Bartók) ; cantate pour mezzo-soprano et orchestre ; Les Fies de Rome, poème symphonique (Respighi), par l'Orchestre philharmonique des Pays de Loire, dir. : Marc Soustrot.
0.07 Jazz.

Samedi 3 août

0.25 Magazine : Autrement dit.

FR 3
13.00 Variétés : Eurotop.
14.00 Magazine : Rencontres spécial été. Paroles de femmes et d'hommes. Au cœur des mots, de Florida Sadi ; Invitées : Suzanne Kate-Lobe, responsable de l'Association des femmes africaines ; Dalila Karouani (Une fille d'Algérie) ; Abdel Aziz Le, femme d'immigré.

— De 15.00 à 19.00 La Sept —
19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

— De 20.00 à 0.00 La Sept —
0.00 Série : Lois et quelques autres.
0.25 Magazine : L'Heure du golf. Spécial Irlande.

CANAL PLUS
13.30 Téléfilm : le Meurtre de Mary Phagan (1^{re} partie).
15.25 Jeu : V.O.
16.15 Jazz : Autour de mes nuits. Martial Solé ; Toots Thielmans ; Didier Lockwood ; Michel Portal.
17.15 Documentaire : Les Allumés... Champion de wushu, art martial chinois, d'Uwe Krauter.
17.45 Sport : Rugby. Show Bezz-Barbaros riant : rencontre amicale, en direct de Bayonne.

— En clair jusqu'à 20.30 —
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : La Putsch de Harry Parkins. Suspense britannique. Richard Basehart (v.o.).
22.55 Flash d'informations. Les Superstars du catch. La bataille des titans.

0.00 Cinéma : La Croisière rose. Film français, classé X, de Burd Trenbarne (1980). Avec Alban Cery, France Lormay, Elodie.

LA 5
13.20 Magazine : Intégral. Grand Prix moto de Donington en Grande-Bretagne.
13.50 Série : 200 dollars plus les frais.
15.30 Série : Lou Grant.
16.20 Tiercé à Deauville.
18.45 Série : Frog Show.
17.00 Série : Deux filles à Miami.
17.50 Série : La Loi de Los Angeles.
18.35 Divertissement : Rires parades.
19.05 Série : V.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.45 Série : Un privé nommé Stryker. La Rat d'hôtel.
22.25 Divertissement : Grain de folie.
0.10 Journal de la nuit.

M 6
13.50 Série : Supercopier.
14.40 Série : Laramie.
15.30 Série : Les Espions.
18.20 Jeu : Hit hit hit hurra !
18.25 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
18.50 Série : Vegas.
17.40 Série : L'Homme de fer.
18.30 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Documentaire : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.35 Téléfilm : Virginia. La petite fille d'un riche publicitaire a été enlevée.
22.15 Météo des plages.
22.20 Téléfilm : Ma femme a disparu. Un potier mené tambour battant.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Boulevard des clips.

LA SEPT
13.15 Feuilleton : Diadorim.
15.00 Documentaire : Meestro. 1. Les Gabeliers et le seizième siècle.
16.00 Documentaire : Le Corps à l'ouvrage. 1. Croyons, à vos marques !
17.00 Contes et légendes du Louvre.
17.15 Documentaire : Voyage sans retour.
18.00 Mégamix.
19.00 Documentaire : Le temps n'a pas de nom.
20.00 Histoire parallèle. Peace in our Time.
21.00 Documentaire : La Dessous des cartes.
22.45 Agenda culturel.
22.50 Soir 3.
23.05 Cinéma : L'Œuf. ■ Film hollandais de Daniel Danneberg (1989).
0.05 Opéra : Le Ring. 1. L'Or du Rhin.

FRANCE-CULTURE
20.00 Dramatique. La Passion selon PPP, de René Kalisky (rediff.).
22.35 Musique : Nocturne, Jazz à la belle étoile. Avec Miché Loviev, piano ; Tony Dumas, contrebasse ; Carl Burnett, batterie ; George Cables, piano ; David Williams, contrebasse.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE
20.05 Mémoire du chef d'orchestre.
21.30 Opéra (donné le 29 juillet à Montpellier) : Turandot, fable chinoise en deux actes, de Busoni, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kent Nagano ; sol : Mochizuki Gessendorf, Stefan Dahlberg, Falk Struckmann, Franz-Josef Selig, Gabriele Sime, Reinhard Heggen.
0.05 Jazz. En direct de Montpellier : le quartet du saxophoniste Richard Raux.

Dimanche 4 août

TF 1
13.15 Série : Hooker.
14.10 Série : Rock Hunter.
15.00 Série : Commissaire Moulin.
16.30 Disney Parade.
17.40 Magazine : Téléfoot. A 18.35. Loto sportif.
18.40 Série : Agents tous risques.
19.30 Divertissement : Vidéo gag.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.40 Cinéma : Le Canardeur. ■ Film américain de Michael Cimino (1973). Avec Clint Eastwood, Jeff Bridges, George Kennedy.
22.40 Magazine : Ciné dimanche.
22.45 Cinéma : Le Retour du grand blond. ■ Film français d'Yves Robert (1974). Avec Pierre Richard, Mireille Darc, Jean Rochefort.
0.05 Journal et Météo.

A 2
13.20 Divertissement : Rire A 2 (rediff.).
14.20 Série : Mac Giver.
15.05 Série : Panique aux Caraïbes.
16.00 Série : Les Enquêtes Caméleon.
17.35 Des trains pas comme les autres. Thelland, Malaisie, Singapour-Express.
18.30 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Voile ; Semaine olympique : Football ; Escalade ; Surf ; Équitation.
19.30 Série : Les Craquantes.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Série : Taggart. En pleine période électorale, deux cadavres...
22.30 Série : Sueurs froides.
23.40 Magazine : Les Arts au soleil.
23.50 Journal et Météo.
0.05 Magazine : Musiques 1 au cœur de l'été. Symphonie Prague et Bella mia Firenze, de Mozart.

FR 3
13.30 Magazine : Musicales. Une histoire de l'orgue. 3.
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Villes ouvertes : Rome (Non

solo Calcio, reportage de Jean-Louis Pecut sur l'AS Roma et le Lazio) ; Golf : Nation ; Voile ; Le Triathlon d'Étretat (résumé) ; Voile ; Set et match ; Zig Zag, le magazine de la glisse (spécial VTT).

17.30 Magazine : Montagne. Aulon, la vie au long cours.
18.00 Amuse 3 vacances.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Série : Benny Hill.
20.40 Villes ouvertes : Rome. Thème : Divertissements. Inauguration de la fontaine de Trevi restaurée ; Spectacles de rue ; Variétés ; Expositions, danse, musique et opéra ; Bataille culturelle.
22.00 Magazine : La Divan. Invitée : Kryslyne Janda (2^e partie).
22.20 Journal et Météo.
22.40 Cinéma : ■ Le Bidone. ■ Film franco-italien de Federico Fellini (1955). Avec Broderick Crawford, Franco Fabrizi, Richard Basehart (v.o.).
0.30 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS
13.30 Décade pas Bunny.
14.30 Le Fables géométriques. La Renard et les Dindons.
14.35 Documentaire : Papillons, papillons. Métamorphoses.
15.05 Téléfilm : Le Fontaine assassin.
16.45 Documentaire : Sorciers en suris.
17.30 Téléfilm : Les Oiseaux de feu.
18.00 Cinéma : Gagner ou mourir. ■ Film américain de Savage Steve Holland (1985). Avec John Cusack, David Ogden Stiers, Diane Franklin.
— En clair jusqu'à 20.30 —
19.30 Flash d'informations.
19.35 Les Superstars du catch.
20.30 Cinéma : Le Bayou. ■ Film américain d'André Konchalovsky (1987). Avec Jill Clayburgh, Barbara Hershey, Martha Plimpton.
22.20 Flash d'informations.
22.30 Sport : Corrida. La Feria de Nîmes, avec El Fundi et les tsaureaux de Mura.
0.00 Cinéma :

Made in Heaven. ■ Film américain d'Alan Rudolph (1987). Avec Timothy Hutton, Kelly McGillis, Maureen Stapleton (v.o.).
1.40 Cinéma : Le Sang à la tête. ■ Film français de Gilles Grougier (1986). Avec Jean Gabin, Miquel Mélinand, Paul Frankeur.

LA 5
13.45 Cirque.
14.25 Série : L'Homme qui valait 3 milliards.
15.20 Sport : Moto. Retransmission du Grand Prix de Donington.
18.20 Tiercé à Deauville.
18.50 Spécial drôles d'histoires.
17.25 Magazine : Kargo. David Livingstone (rediff.).
18.20 Série : La Loi de Los Angeles.
19.10 Série : V.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.45 Cinéma : On continue à l'appeler Trinita. ■ Film italien d'E.-E. Clucher (1971).
22.40 Magazine : Nomades. Pilotes de chasse : Léon Bell, missionnaire et Papou ; Impressions mogholes ; Terre d'oiseaux.
23.35 Magazine : Top chrono. Grand Prix moto de Donington.
0.40 Journal de la nuit.

M 6
13.50 Série : O'Hara.
14.40 Série : Laredo.
15.30 Jeu : Hit hit hit hurra !
15.40 Magazine : Adventure (rediff.).
17.00 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
17.20 Série : L'Homme de fer.
18.10 Série : Supercopier.
19.00 Série : Les Routes du paradis. Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.30 Magazine : Sport 5 (et à 0.05).
20.40 Téléfilm : Pour la vie d'un enfant. Un gamin de treize ans atteint du sida.
22.15 Météo des plages.
22.20 Informations : M 6 express.
22.25 Capital.

22.35 Cinéma : Qui chauffe le lit de ma femme ? ■ Film italien d'Ugo Tognazzi (1976). Avec Ugo Tognazzi, Edwige Fenech, Paolo Bonacelli.
0.00 Six minutes d'informations.
0.10 Boulevard des clips.

LA SEPT
18.35 Documentaire : Anthony Caro.
17.30 Téléfilm : La Route enchantée.
19.00 Série : Chroniques de France. Balade en Champagne.
20.00 Documentaire : Les Aventuriers de l'esprit. 1. Jacques Brosse.
20.30 Cinéma : Les Montagnes de la lune. ■ Film franco-portugais de Paulo Rocha (1967).
22.30 Documentaire : Les Grands Écrivains.

FRANCE-CULTURE
20.00 Le Bon Plein de... Antoine Blondin (rediff.).
22.35 Musique : Nocturne. Hommage à Mohammad Abdel Wahab, chanteur et compositeur égyptien, décédé le 4 mai 1991 au Caire.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE
20.05 Mémoire du chef d'orchestre.
21.30 Concert (donné le 1^{er} août lors du Festival de la Roque d'Anthéron) : Les Hérédies, ouverture op. 28, de Mendelssohn ; Sonate pour violon et piano n° 41 en mi bémol majeur K 481, de Mozart ; Concerto pour violon, violoncelle et orchestre en ut majeur op. 55, de Beethoven ; Symphonie n° 3 en la mineur op. 56, de Mendelssohn, par l'Orchestre du Festival de Cadagach, dir. John Harding ; sol : Olivier Charlier, violon, Brigitte Engerer, piano, Mario Brunello, violoncelle.
0.05 Miroir des mots. La destin, l'histoire. Œuvres de Prokofiev, Schubert, Beethoven, Liszt, Scriabine, Janacek, Moussorgski, Brahms, Chopin, Charpentier, Chostakovitch.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimeur :
du « Monde »
12, M. Gendron
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-437
ISSN : 0395-2017
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS			
TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez joindre l'indiquateur d'ordre pour les annuaires publiés en capitales d'imprimerie

La préparation des élections législatives

A Alger, la conférence nationale entre le gouvernement et les partis a suspendu ses travaux

La conférence nationale entre le gouvernement et les partis a décidé de suspendre ses travaux jusqu'au 22 août, à l'issue d'une séance de travail-marathon qui s'est achevée vendredi 2 août à l'aube. Les participants ont été invités à élaborer, avant le 10 août, des propositions - à titre individuel ou en groupe - sur des thèmes politiques, économiques, sociaux, culturels, éducatifs, environnementaux, etc. L'ancien parti unique entendait ainsi protéger contre certaines conduites de la commission technique, entre autres celle qui lui demandait de restituer la plupart de ses biens immobiliers ainsi que les imprimés de ses organes de presse, notamment le quotidien *El Moudjahid*.

Cette plate-forme prévoyait notamment la levée immédiate de l'état de siège instauré le 5 juin pour quatre mois, la libération des détenus politiques et la création d'une « structure de concertation » entre le gouvernement et les partis

pour la préparation des élections. La plate-forme a été présentée comme l'unique résultat concret de ces sessions, qui ont duré près de quatre jours et qui ont été diffusées en direct par la télévision.

Le FLN s'était retiré, en fin de séance, de cette rencontre. Son secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri, avait déclaré à la radio qu'il y avait malodores. L'ancien parti unique entendait ainsi protéger contre certaines conduites de la commission technique, entre autres celle qui lui demandait de restituer la plupart de ses biens immobiliers ainsi que les imprimés de ses organes de presse, notamment le quotidien *El Moudjahid*.

M. Mehri s'était prononcé, jeudi, pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale après les élections législatives. Il avait précisé que ce gouvernement devrait être constitué sur la base d'un programme proposé par un comité

d'alliance nationale, groupant « tous les courants politiques, notamment ceux qui ont des racines populaires, et les cadres syndicaux ». Il avait aussi proposé la mise sur pied d'une « commission autonome » qui aurait « pour mission d'évaluer trente ans d'indépendance », ajoutant : « Nous sommes disposés, à cette occasion, à dévoiler toutes nos erreurs, y compris celles qui sont ignorées de tout le monde ».

Pour sa part, M. Sid Ahmed Ghozali, premier ministre, a profité de cette rencontre pour annoncer le bilan définitif des troubles depuis l'entrée en vigueur de l'état de siège, début juin. Cinquante-cinq personnes - dont cinquante-cinq ont été tuées, 326 blessées et 2976 interpellées, 110 personnes restent incarcérées; 809 ont été libérées devant la justice, dont les deux responsables du Front islamique du salut (FIS), MM. Abassi Madani et Ali Benhadj. - (AFP)

En Australie

Une mère est condamnée à dédommager sa fille pour « négligences » pendant la grossesse

Une Australienne a été condamnée, jeudi 1^{er} août, à verser plus de 12 millions de francs de dommages-intérêts à sa fille pour « négligences » au cours de sa grossesse. L'enfant est née handicapée à la suite d'un accident de la circulation survenu alors que sa mère était enceinte de cinq mois.

M^{me} Patricia Lynne condamnait sans ceinture de sécurité. A la naissance, sa fille, Vanessa, souffrait de paralysie spastique des quatre membres et du cou. Elle est, d'autre part, incapable de parler. La défense estimait que Vanessa ne pouvait être considérée comme victime de l'accident, un fœtus faisant partie intégrante de la personnalité de la mère. Pour le juge au contraire, la personnalité d'un enfant entre sa conception et sa naissance est « identifiable et reconnaissable ».

Les Etats-Unis ne devraient pas revenir sur l'interdiction d'entrée aux séropositifs

Selon toute vraisemblance, les autorités américaines ne reviendront pas sur leur décision de maintenir l'interdiction d'entrée aux Etats-Unis pour les étrangers contaminés par le virus du sida. Le président George Bush avait théoriquement jusqu'au 3 août pour retirer le sida de la liste des maladies infectieuses limitant l'entrée sur le territoire américain. Jusqu'au dernier moment, un débat a opposé, au sein de l'administration américaine, les partisans d'un assouplissement de ces mesures d'interdiction à ceux qui estiment qu'une abrogation risquerait d'entraîner un risque supplémentaire de propagation de l'épidémie.

Au mois de mai, cédant à la requête des groupes de pression les plus conservateurs du pays - plus de 40 000 lettres opposées à l'abrogation de ces mesures discriminatoires avaient été envoyées à différents membres du Congrès et du gouvernement, - l'administration Bush avait préféré maintenir cette quasi-interdiction d'entrée aux Etats-Unis pour les séropositifs.

Dans un entretien accordé au *Monde* (daté 16-17 juin), le docteur Michael Merson, directeur du programme mondial de lutte contre le sida à l'OMS, avait regretté cette décision, ajoutant que si les Etats-Unis ne revenaient pas sur cette mesure, l'OMS ne participerait pas à la huitième conférence sur le sida de Boston ni à d'autres conférences sur ce sujet qui pourraient se tenir aux Etats-Unis.

Pour sa part, le docteur Max Essex (Harvard AIDS Institute) qui devait présider la conférence de Boston, avait, au mois de juin à Florence (*Le Monde* du 21 juin), fustigé l'attitude des autorités américaines, dénonçant « cette attitude inadmissible et aux droits de l'homme » et indiquant que la conférence serait annulée si le président Bush maintenait sa décision. Il ne devrait donc pas y avoir de conférence internationale sur le sida en 1992 et il faudra attendre 1993, à Berlin, pour assister à un nouveau congrès mondial.

F. N.

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

5. Renaissance espagnole... 2

ÉTRANGER

Les tensions en Yougoslavie

Le président croate hérite à décevoir l'état de guerre... 4

Durcissement à Madagascar

Le président Ratsiraka mise sur l'assouplissement du mouvement de contestation... 5

Le référendum au Sahara

Un entretien avec le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU... 6

POLITIQUE

L'agitation des enfants de haris

Le gouvernement durcit le ton... 6

La préparation des élections régionales

La réforme du mode de scrutin est étudiée à Matignon... 6

COMMUNICATION

Le Tour de France à la télévision

Les sponsors veulent adapter la Grande Boucle aux exigences du petit écran... 7

CULTURE

Mélodies persanes sons africains

Le Festival de la Méditerranée accueille les marionnettes du maître iranien Ahmad Khamseh et la troupe melleenne des Dogons... 8

ÉCONOMIE

La Bourse au second du budget

L'état vend 22 % du capital du Crédit local de France... 14

La France pourra accueillir des usines d'automobiles nippones

Une conséquence du compromis CEE-Japon... 14

LETTRES

La mort de l'écrivain Youssouf Idriss

Le romancier égyptien était surtout célèbre pour ses recueils de nouvelles... 18

Services

Abonnements... 19

Annonces classées... 15

Carnet... 18

Jeux... 12

Marchés financiers... 16-17

Météorologie... 18

Philatélie... 19

Radio-Télévision... 13

Spectacles... 13

La télématique du Monde... 3815 LMD

Le numéro du « Monde » daté 2 août 1991 a été tiré à 465 840 exemplaires.

L'OLP accepte sous conditions le « principe » de la conférence de paix sur le Proche-Orient

L'Organisation de libération de la Palestine a exprimé, vendredi 2 août à Tunis, son accord sur le « principe » d'une conférence de paix au Proche-Orient lancée lors du sommet soviéto-américain de Moscou.

Le compromis franco-européen sur les quotas audiovisuels bien accueilli par les professionnels

Le compromis entre Paris et Bruxelles sur les quotas audiovisuels (*Le Monde* du 2 août) a été accueilli avec satisfaction par les milieux professionnels. Les auteurs, certains producteurs et leurs sociétés, comme la SACD (Société des auteurs et compositeurs dramatiques), saluent le maintien de déficits restreints de l'œuvre audiovisuelle qui permet de préserver la création. Les diffuseurs et certains producteurs regroupés dans « Télévision pour demain » se félicitent aussi de ce « premier pas important » qui fait une place plus large aux coproductions européennes.

« Télévision pour demain » regroupe des chaînes privées françaises et des associations de producteurs, mais pas la Fédération des industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel comme nous l'avions indiqué par erreur (*Le Monde* du 4 juillet). Pour leur part, la Cinq et M6 estiment que le compromis de Bruxelles ne sera positif que s'il est complet. Les deux chaînes privées réclament un aménagement des obligations d'investissement dans la production et la possibilité de plusieurs coupures publicitaires dans les œuvres de fiction.

EN BREF

COLOMBIE : la gendarmerie ordonne la suspension des combats. - Les deux principaux mouvements de guérilla colombiens ont ordonné à leurs combattants, jeudi 1^{er} août, de suspendre leurs attaques à travers le pays. Manuel Marulanda Velaz, le commandant suprême des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, d'obédience communiste) et le prêtre espagnol Manuel Pérez, chef de l'Armée de libération nationale (ELN, de tendance castriste) sont apparus en civil à la télévision colombienne pour y annoncer le cessez-le-feu. Selon le chef de l'ELN, cette trêve est une manière de contribuer à la reprise à Caracas (Venezuela), le 26 août, des négociations de paix entre la guérilla et le gouvernement. - (AFP)

Nouveau report pour Atlantis. - Le tir de la navette spatiale américaine Atlantis a dû être reporté d'au moins vingt-quatre heures, jeudi 1^{er} août, en raison du mauvais temps qui règne sur la base de lancement de Cap Canaveral (Floride). Destinée à mettre en orbite un important satellite de télécommunications orbitales, TDRS-4, la quarante-deuxième mission de la navette américaine, à laquelle participent cinq astronautes, était initialement prévue pour le 23 juillet. Après un premier retard d'une journée dû à une connexion défectueuse, le tir avait été reporté de huit jours en raison d'une panne d'ordinateur (*Le Monde* du 26 juillet). - (Reuters, AFP, UPI)

Conséquence de la réunification Les déficits publics allemands atteindront 156 milliards de marks en 1991

Le fardeau financier de la réunification allemande pèsera sur les finances publiques à hauteur de 156 milliards de marks cette année (530 milliards de francs), a révélé jeudi 1^{er} août un document diffusé par le ministère des finances à Bonn.

Ce chiffre, qui évalue le déficit du budget fédéral et celui des collectivités locales, représente 5,6 % du produit national brut allemand. Il s'élève à 200 milliards de marks si l'on y ajoute le besoin de financement des chemins de fer, des postes et de l'agence de privatisation des entreprises de l'ex-RDA.

Interrogé par la chaîne de télévision allemande ZDF, le nouveau président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, a déclaré jeudi 1^{er} août que la difficulté d'empêcher que « la formation de capital soit relativement faible, étant donné qu'une plus large part d'économies privées devront compenser les déficits publics » et que les effets s'en ressentiront sur la croissance et l'emploi.

Après les décisions du gouvernement

M. Jean Royer : « Les problèmes de la Loire demeurent entiers »

Les décisions prises par M^{me} Edith Cresson sur l'aménagement « écologique » de la Loire - deux barrages refusés, trois programmes - continuent à susciter de nombreuses réactions. L'association Loire Vivante, dont les militants occupent le site de Sore-de-la-Fère depuis vingt-neuf mois, demande la dissolution de l'EPALA, qui, selon elle, « a fait la preuve de son inefficacité ». Les Verts annoncent qu'ils tiendront symboliquement leur université d'été à Saumur, dans une île de la Loire.

M. Jean Royer, maire de Tours, se félicite que l'EPALA, l'organisme d'aménagement qu'il préside, soit reconnu par le gouvernement comme « interlocuteur privilégié ». Mais il estime que « les problèmes de pénurie et de menaces de crues demeurent entiers pour les vallées de la Loire et du Cher ». M. Pierre Goldberg, maire communiste de Montloup (Allier), fait chorus en indiquant que l'abandon de Chambouchard au profit de Rochebut « ne répond pas aux besoins ». Quant à M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, il pense que « les décisions de M^{me} Cresson négligent d'avantage à des considérations

politiques qu'un souci de la protection des populations et de l'environnement ».

M. Jean Cluzel, président (Union centriste) du conseil général de l'Allier, rappelle que la quasi-totalité des parlementaires, conseillers généraux et maires de son département s'étaient prononcés pour la construction de Chambouchard et contre la surélévation de Rochebut. La direction d'EDF envisage au contraire la reconstruction de son barrage de Rochebut car elle illustre la politique générale de surélévation des ouvrages électriques pour qu'ils puissent fournir de l'eau aux autres utilisateurs. Cette politique a été lancée par un protocole signé en 1990 entre l'entreprise publique et M. Michel Rozard.

Le parquet fait appel de la mise en liberté de maraicher des Sablès-d'Orbasse. - Le parquet du tribunal de grande instance des Sablès-d'Orbasse (Vendée) a fait appel de l'ordonnance du juge d'instruction Didier Gallut de remettre en liberté Michel Pauppin, le maraicher inculpé de coups mortels contre un voleur de carottes (*Le Monde* du 2 août).

Au Journal officiel

Pas de publicité pour les produits-miracles

Rappelant qu'une publicité présentant, sans preuve scientifique, comme bénéfique pour la santé un objet, un appareil, une méthode, est interdite par le code de la santé publique, le *Journal officiel* publie, dans son édition du 1^{er} août, une liste d'appareils dont la publicité est dorénavant interdite.

Sont ainsi rappelés à l'ordre, la société SEID pour une publicité attribuant à Technozon 2001, appareil d'occlusion, un nombre impressionnant de vertus contre les troubles du corps et de l'esprit, et le vieillissement; la société Rubicon France et son conseil vibromasseur censé soulager des troubles aussi variés que les varices, les maux de tête, les douleurs de la prostate, les courbures et les furoncles; la société GCI et S Thérapeutiques ostéopaths pour son appareil d'électrothérapie Medi-Tool, censé agir sur l'arthrite, la sciatique, l'insomnie et les rhumatismes; les sociétés Finecœur et Netarazur se voient également interdites de continuer à promouvoir les effets prétendument bénéfiques d'appareils dénommés respectivement Piezo-Car (pour l'urticaire ou les crampes) et Piezor (pour les entorses).

Trente-trois films sélectionnés pour Venise

La sélection officielle de la Mostra de Venise, qui aura lieu du 3 au 14 septembre prochain, comportera trente-trois films, parmi lesquels on remarque notamment les nouvelles œuvres de Jean-Luc Godard (*Allemagne 90 neuf zéro*), de Sanyajit Ray (*Les Branches de l'arbre*), de Nagisa Oshima (*Kyoto, la maison de ma mère*), de Peter Greenaway (*Prospero's Book*), de Jerzy Skolimowski (*Ferdynand*), de John Boorman (*I Dream of a Woman*), de Werner Herzog (*Le Cri de*

la pierre), de Manoel de Oliveira (*La Divine comédie*), de Nikita Mikhalkov (*Urga, le fantôme de Mongolie*), de Chantal Akerman (*Nuit et Jour*), de Philippe Garrel (*J'entends plus la guitare*), d'Istvan Szabo (*Meeting Venus*) et de Terry Gilliam (*Fish King*). L'Italie sera représentée par les films de Fabio Carpi, Ennio Girelli, Francesco Maselli, Mario Monicelli et Marco Risi. *Atlantis* de Luc Besson est invité hors compétition par cette quarante-huitième Mostra.

Demain dans « Le Monde »

Chez les peintres

Nous commençons demain la publication d'une série d'articles consacrés à six grands artistes contemporains. Notre première visite sera pour Belthuis.

Il s'agit de six peintres français qui n'ont à peu près rien en commun, ni âge, ni itinéraire, ni esthétique. L'un d'entre eux, Belthuis, fut l'élève de Bonnard, le confident de Giacometti, l'ami d'Artaud et de Bataille, et continue en secret une œuvre indifférente aux modes. Le plus jeune, Vincent Corpet, n'est pas moins indépendant, ni moins éloigné des engouements contemporains.

De ces six, si l'on s'en tient aux typologies conventionnelles, deux sont des « figurants », Belthuis et Corpet, et un seul, Pierre Souleiges, un « abstrait ». Il n'aime guère le mot dépendant et donne de son art une définition surprenant plus complexe. Les trois autres furent « abstraites » aux yeux, et même le sont encore à l'occasion. Mais Gérard Garouste,

Jean-Pierre Pincemin et François Rouan repoussent cette simplification et, avec elle, les mythes de l'avant-gardisme et du modernisme. Dans leurs œuvres actuelles, ils s'écartent, chacun selon son rythme et sa technique, du côté de la peinture à figures et à sujets.

Ce sont ces glissements, ces évolutions de la peinture qu'il s'agit de saisir, et d'enregistrer au moment même où le dessin s'efface. « Chez les peintres » se compose de six conversations qui se sont tenues ces derniers jours dans les ateliers des artistes, six conversations en somme. On n'y trouve pas interrogées quelques-unes des célébrités du moment. Absence délibérée : plutôt que de se conformer à la hiérarchie du marché, il s'agit de privilégier ces valeurs que sont l'indépendance, la singularité.

PHILIPPE DAGEN

« Chez les peintres », paraîtra toutes les semaines, jusqu'au 7 septembre, dans le *Monde* daté dimanche-mardi.

Le pouvoir ébranlé

AU SOMMAIRE DE JUILLET AOÛT

PHILATELISTE

LE MONDE DES PHILATELISTES